



78157
103

Le Monde

DERNIERE EDITION

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14286 - 5 F

MARDI 1^{er} JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Deux nouveaux décrets de M. Gorbatchev

La fin de la « monnaie socialiste »

L'ORGANISATION commerciale des anciens pays du bloc de l'Est connue sous le nom de COMECON avait une apparence : celle d'un marché commun presque parfait dont les membres effectuaient entre eux plus de la moitié de leurs échanges. Elle avait une réalité : une construction bureaucratique engendrant le gâchis à chacun de ses échelons.

L'une des créations les plus originales du COMECON cesse officiellement d'exister le 1^{er} janvier 1991. Il s'agit du « rouble transférable », la « monnaie » des échanges de la sphère soviétique. Monnaie qui n'en était pas une, puisque sa valeur variait selon les pays et les matières échangées et qu'en outre les pays ne pouvaient pas s'en servir en dehors des contrats bilatéraux fixés à l'avance.

EN janvier 1990, à Sofia, les pays du COMECON s'étaient mis d'accord pour effectuer leur commerce « en devises convertibles et aux prix du marché » à partir de 1991. Le jeu de masques du changement à l'Est avait pu faire apparaître cette décision comme une concession soviétique, saluée comme telle par certaines délégations qui y voyaient le triomphe du marché. Or, à l'évidence, l'Union soviétique est le grand bénéficiaire de l'opération.

Paradoxalement, l'organisation créée par Staline en 1949 pour réorienter les échanges de chacun des pays de l'Est vers l'Union soviétique ne fonctionnait plus depuis longtemps à l'avantage de la puissance dominante. Fournisseur de pétrole et de matières premières contre des produits finis ou semi-finis, l'URSS a souvent été le donneur de la force : les prix qu'elle pratiquait, même inspirés des prix mondiaux, l'ont empêchée de bénéficier des hausses des deux premiers chocs pétroliers ; les marchandises qu'elle recevait en échange étaient de mauvaise qualité et d'une technologie dépassée. Ce système aboutissait à des aberrations : la principale exportation de l'Allemagne de l'Est, pays le plus industrialisé du bloc, était constituée de produits pétroliers raffinés. Le gaspillage énergétique était partout la règle.

EN 1990, la transformation du COMECON a beaucoup progressé. Le 3 octobre, le principal partenaire économique de l'URSS et des autres pays de l'Est, la RDA, a cessé d'exister : l'Allemagne unie n'a pas abandonné le fonds de commerce, mais elle y a instauré le paiement en deutschemarks. Dans le même temps, des négociations très dures avaient lieu de pays à pays. Chacun avait tenté de se débarrasser d'obtenir de l'URSS la satisfaction au moins partielle de ses besoins pétroliers. L'Union soviétique n'a nulle part fermé le robinet, mais elle a partout révisé les contrats à son avantage : prix plus élevés, quantités garanties moindres. La transformation sera cependant progressive, comme le montre l'accord signé samedi avec Cuba : l'URSS continuera à payer le sucre « ami » au-dessus des cours mondiaux.

Le rouble transférable est mort, et le COMECON moribond. C'est la fin d'un instrument de domination politique. Cela ne signifie pas que les pays d'Europe centrale cesseront de commercer entre eux. Il leur reste à imaginer les formes nouvelles d'une nécessaire coopération régionale.

M0147 - 0101 0 - 5.00 F



L'URSS se dote d'une TVA et d'un fonds de stabilisation

M. Gorbatchev a pris, samedi 29 décembre, deux décrets présidentiels qui visent à doter le pays d'une taxe de 5 % sur les ventes de biens et services, hormis l'alimentation, et à créer un fonds de stabilisation destiné à aider les entreprises qui rencontrent des difficultés d'adaptation et à limiter l'augmentation du nombre de chômeurs. Dimanche matin, d'autre part, la police a fait évacuer le bidonville installé depuis le début de l'été non loin de la place Rouge, à Moscou.

Empêtré dans d'inextricables difficultés économiques, le président de l'Union soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé samedi la création d'une nouvelle taxe à la consommation de 5 % qui sera perçue, à partir de mardi 1^{er} janvier, sur tous les biens et services - hormis les produits alimentaires - sur tout le territoire de l'URSS. Le produit de ce nouvel impôt doit contribuer à réduire le déficit du budget central. Il reviendra à 70 % aux Républiques et à 30 % à l'Union, d'après le ministre des finances, M. Pavlov.

Lire nos informations page 4

En l'absence de négociation irako-américaine

Les Douze se préparent à nouer un dialogue avec Bagdad

Américains et Irakiens n'ayant pas encore pu se mettre d'accord sur les dates de leur « dialogue », les Douze ont décidé d'examiner les moyens de débloquent la situation. Les ministres européens des affaires étrangères se réuniront vendredi 4 janvier à Luxembourg. Le chef de la diplomatie luxembourgeoise, M. Jacques Poos - dont le pays assure la présidence de la CEE à partir de mardi - a déclaré lundi qu'il s'attendait à être envoyé à Bagdad.

Dans un message de fin d'année, retransmis dimanche 30 décembre par la chaîne de télévision américaine CNN, M. Saddam Hussein a comparé le président George Bush à Judas, et accusé le gouvernement saoudien d'avoir « trahi l'Islam ». « De la même manière que Judas a trahi Jésus, Bush a trahi les enseignements de Jésus », a déclaré le chef de l'Etat irakien, qui, dans cette brève allocution, a fait de nombreuses références au christianisme. « Que Dieu

Lire la suite page 3

Le Monde

présente à ses lecteurs
ses meilleurs vœux
pour 1991

Un premier ministre en Pologne

M. Bielecki,
un libéral pragmatiste page 4

Le contentieux franco-iranien

Eurodif condamné à Genève page 18

Le treizième Paris-Dakar

Priorité à la navigation et à l'endurance page 11

Prestations sociales

Les revalorisations du 1^{er} janvier page 15

Le sommaire complet se trouve page 16

Gaza au bord de l'explosion

Quatre Palestiniens ont été tués, et des dizaines blessés, dans ce territoire occupé par les Israéliens où les affrontements se multiplient

JÉRUSALEM

de notre correspondant

A la mi-décembre, le responsable militaire de la bande de Gaza, le général Matan Vilnai, avait averti : ce territoire, où vivent quelque 700 000 Palestiniens, est au bord de l'explosion. Il incriminait une situation économique et sociale dramatique, résultat d'une accumulation de difficultés : trois ans et demi d'intifada, couvre-feu répétés, mesures d'isolement ou de semi-bouclage du territoire, enfin licenciement d'un grand nombre de résidents de Gaza employés en Israël à la suite de la série d'attaques au couteau commises

par des Palestiniens en octobre et en novembre.

« Il n'y a pas de travail, il n'y a plus de pain », disait cette semaine un habitant du territoire à l'hebdomadaire *The Jerusalem Report* : « La détérioration des conditions de vie à Gaza est de plus en plus alarmante », nous expliquait une responsable d'organisation humanitaire. Misère économique et frustrations politiques font que le plus petit des territoires occupés - 40 km de long sur 10 de large - paraît aujourd'hui au bord de l'insurrection. Le moindre incident dégenère souvent en émeute.

Depuis quelques mois, le territoire a été le théâtre de manifesta-

tions de plusieurs milliers de personnes, comme il n'y a eu pas en Cisjordanie.

Pour qui a connu les quartiers populaires du sud de Téhéran, qui furent le berceau de la révolution iranienne à la fin des années 70, ces mouvements de masse, ou la ferveur religieuse vient exacerber les revendications économiques et politiques, rendent un écho familier, comme en ont encore témoigné les incidents du samedi 29 décembre à Rafiah, dans le sud du territoire, près de la frontière égyptienne.

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 3

Manifestation en Argentine contre les grâces



La décision du président argentin Carlos Menem d'accorder la grâce aux anciens chefs de la dictature militaire a provoqué, le 30 décembre, à Buenos-Aires, une importante manifestation de protestation (lire page 5 l'article de CHRISTINE LEGRAND).

En Grèce, le gouvernement, devant l'ampleur des réactions, est revenu sur son intention de gracier les auteurs du putsch de 1967 (lire nos informations page 4).

Cinéma 90 : un malade bien portant

« Il n'y a plus de bons films », répète-t-on.
Les productions de l'année démentent ce constat

De tous les maux dont souffre le cinéma français - et le cinéma en France - le moindre n'est pas le dégoûtement venu de ceux qui sont supposés en être les défenseurs. « Mais où sont les Truffaut - ou les Welles, les Minelli, voire les René Clair d'antan ? », s'en vont pleurnichant professionnels, critiques et cinéphiles. Ils sont morts et c'est bien triste. Mais de là à entonner le grand air de la défection morale, il y a un pas que beaucoup franchissent avec une allégresse suspecte. Que l'on récapitule la liste des trois cent cinquante films inédits (en comptant les versions remaniées ou intégrales de *l'Atlantide* et de *Pat Garrett et Billy le Kid*), sortis en cette année 1990, le bilan sera loin d'être aussi affligeant.

Coté poids lourds, de *Cyrano en Uranus*, le cinéma français s'est trouvé une audace, une verve et un souffle qui ont rencontré la faveur de vastes publics - nul ne s'attendait que Depardieu domine les deux affiches. Plus discrets mais de non moindre qualité, des auteurs exigeants poursuivent leur chemin en beauté. En moins de douze mois Jacques Doillon fait coup double avec *la Vengeance d'une femme* et *le Petit Criminel*.

Le Conte de printemps d'Eric Rohmer reste fidèle à ses jeux de finesse et de géométrie. *La Captive du désert* marque une nouvelle étape de l'itinéraire sensible de Raymond Depardon. Un nouveau nom s'allume au fronton des salles, celui de Christian Vincent qui enchante avec sa *Discrète*, tandis que Jacques Davila (*la Campagne de Clichon*) et Patrick Grandperret (*Mona et moi*) sortent d'un long silence.

Dans le même temps, les deux plus grands cinéastes américains en activité, Woody Allen et Martin Scorsese, donnent chacun

une œuvre majeure avec *Crimes et délits* et *les Affranchis*. Tandis que l'usine hollywoodienne retrouve la formule d'un divertissement de bonne facture grâce à une *Pretty Woman* joliment tournée.

Faut-il invoquer d'autres grands noms ? Federico Fellini, Akira Kurosawa, Jean-Luc Godard : un film chacun cette année. Et un beau Bertolucci, sans oublier le superbe inédit d'Imamura, *Profond désir des dieux* !

JEAN-MICHEL FRODON
Lire la suite page 12

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les marchés financiers en 1990 : malaises

À la veille de la dernière décennie du deuxième millénaire, le malaise des marchés boursiers est allé croissant. Les investisseurs ont été rapidement tirés de leur euphorie née de l'écroulement du mur de Berlin le 9 novembre 1989. L'essor économique mondial, à peu près ininterrompu depuis huit ans, s'est nettement ralenti, provoquant un alourdissement des valeurs.

pages 7 à 10

Grasset
POUR LE PLAISIR
TOUJOURS SIMPLEMENT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Francia, 8 F ; Côte d'Ivoire, 488 F CFA ; Danemark, 12 KRÖ ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Hongrie, 180 HUF ; Irlande, 90 p.; Italie, 2 000 L.; Luxembourg, 33 FL.; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL.; Portugal, 180 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRÖ ; Suisse, 1,70 FS ; USA (hors), 2,50 \$.

DÉBATS

Enseignement

Le savoir ne tombe pas du ciel

par Jean-Marie Domenach

La proposition faite par François-Henri de Virieu dans le *Monde* du 8 décembre est étonnante, bien qu'elle ne soit pas neuve (André Malraux en avait fait un leitmotiv de la campagne présidentielle de Jacques Chaban-Delmas en 1974) : remplacer l'enseignement en salle fermée, qu'il appelle « présentiel », par un enseignement « à ciel ouvert », le savoir pleuvant des satellites sur les têtes des élèves et des étudiants. Ainsi serait résolue la crise de recrutement des maîtres, chacun pouvant instruire d'un coup des centaines et des milliers de jeunes gens.

François-Henri de Virieu connaît pourtant assez la télévision pour savoir qu'elle a, en matière de mise en scène, de rythme temporel et d'expression, des exigences qui sont pour la plupart contraires à celles de la pédagogie. La télévision est excellente dans la spontanéité, le face-à-face, j'allais dire le corps à corps d'un débat. Elle est plus ou moins taumatologique, et elle a vite fait de lasser lorsque l'orateur parle plus de cinq minutes, à moins qu'il ne soit doué d'une personnalité ou d'un talent d'acteur exceptionnels. S'il lit tant soit peu, il est persuadé. A cette aune, combien d'enseignants pourraient être écoutés plus d'un quart

d'heure ? Loin d'être résolue, la crise de recrutement s'en trouverait aggravée.

Enseignement égale communication égale médias : François-Henri de Virieu pose une double équation dont le résultat est faux. Les médias peuvent être un canal de communication précieux, mais à certaines conditions, car ils peuvent aussi troubler et pervertir la communication. Et c'est précisément là que réside la différence essentielle avec l'enseignement : pour être vraiment communication, il exige une réponse, qui s'exprime dans les paroles et les écrits des élèves ou qui se lit sur leurs visages.

Cette réponse immédiate n'existe pas à la télévision qui, en fait de *feed back*, ne connaît que l'audimat. J'ajoute que, pour des raisons maintenant bien connues, les classes sont beaucoup plus hétérogènes qu'elles ne l'étaient autrefois. Jusque dans des amphithéâtres d'université, la difficulté est d'enseigner simultanément à des étudiants qui ne sont pas au même niveau et n'ont souvent pas les mêmes bases, et à qui il faut apprendre le sens des mots en même temps que le savoir qu'ils véhiculent.

L'enseignement restera toujours « présentiel » : comme la médecine,

et plus encore, c'est un « colloque singulier », une rencontre personnelle, un dialogue – et quelquefois une empoignade. Transformer l'enseignement en « ingénierie » médiatique, en « manager », est une utopie redoutable.

Un colloque singulier

Certes, un surdoué peut tout apprendre par n'importe quel moyen, et l'on peut imaginer que plusieurs dizaines d'entre eux iront loin en absorbant des cours télévisés. Mais la télévision, qui offre un savoir horizontal, encyclopédique, se prête mal à l'enseignement qui, pour la plupart des élèves, doit procéder par degrés.

Si, aux vingt-deux heures hebdomadaires qu'il passe devant le « poste », l'élève moyen doit ajouter dix ou quinze heures d'enseignement télévisé, imaginez l'effort et l'effacement. Rien, en vérité, qui puisse remédier à la fameuse inaptitude que déploient tous les rapports sur l'enseignement.

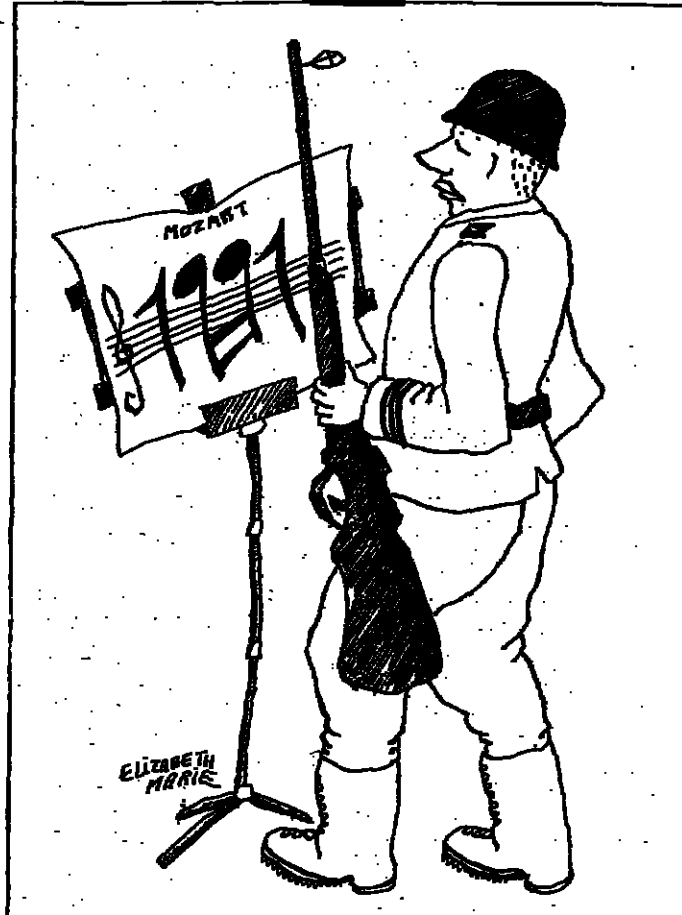
Certes, un professeur s'aide utilement de films, de montages audiovisuels et de démonstrations ou documentaires télévisés. Mais c'est lui qui

doit rester au centre du spectacle et se montrer d'autant plus présent et d'autant plus pédagogique que les images se multiplient. Car la télévision, non seulement doit être critiquée par l'enseignant, comme une drogue conformiste, mais le savoir qu'elle charrie doit être organisé et réifié, c'est-à-dire apprivoisé, intégré au sein même des établissements, car elle est à la fois véhicule et illusion du savoir.

Cela dit, François-Henri de Virieu a raison d'écrire que « le savoir sera partout ». Il est déjà là en beaucoup d'endroits, latent, mais non distribué. Il est d'abord chez tous ceux, ingénieurs, ouvriers, artistes, artisans, professionnels de toute sorte, qui ont vocation et capacité d'enseigner, tels ces ouvriers qualifiés allemands, les *Meister*, qui ont fait la preuve de leurs talents pédagogiques. C'est plutôt de ce côté qu'il faudrait se tourner afin qu'un immense effort d'apprentissage favorise cette incorporation de l'enseignement à la vie active, que notre société appelle et qu'aucune machine, fût-elle médiatique, ne remplacera.

► Jean-Marie Domenach est professeur honoraire à l'Ecole polytechnique.

TRAIT LIBRE



COURRIER

Sécurité européenne

J'ai été surpris, comme nombre de mes collègues, de la façon quelque peu légère dont le ministre italien des affaires étrangères, dans l'interview publiée par le *Monde* du 13 décembre, évoque les obligations contractées par son pays en 1954 à l'égard de la sécurité européenne : prétendre que les Accords de Paris viennent à expiration en 1998 alors qu'ils stipulent que après cinquante ans de leur signature aura le droit, pour ce qui le concerne, de s'en dégarer avec un préavis d'un an n'est pas sérieux. « Bof... », comme dit élogiquement

M. De Michelis ! Si c'est avec la même résolution qu'il envisage aujourd'hui de confier à la Communauté la responsabilité de la sécurité de l'Europe, il y a tout lieu de s'interroger sur la réalité de l'engagement qu'il suggère. Nous avons, pour notre part, la faiblesse d'accorder une certaine vertu aux engagements internationaux, et nous ne pensons pas qu'ils puissent et doivent être traités avec laxisme dès lors qu'il s'agit de la façon dont l'Europe entend prendre en charge sa sécurité.

ROBERT PONTILLON,
président de l'Union
de l'Europe occidentale
(UEO)

PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN



Si vous avez entre 15 et 23 ans,
Si vous écrivez des textes en prose
(nouvelles, romans, pièces de théâtre, contes),
Si vous rêvez d'être lu(e) et édité(e),
le Prix du jeune écrivain vous est destiné.

Pour concourir, il vous suffit d'envoyer un texte d'au moins 5 feuillets (7 500 signes) et de moins de 100 pages, dactylographié en deux exemplaires, avant le 16 mars 1991 dernier délai, à l'adresse suivante :

UNION LAIQUE
6, route de Labarthe
31600 Muret-France
Tél. : (06) 61-56-13-15.

Chaque candidat peut envoyer s'il le désire plusieurs œuvres. Afin de respecter l'anonymat, le texte ne devra porter ni nom, ni signature ; un titre est indispensable. Les manuscrits ne seront pas retournés.

Chaque auteur joindra à son envoi un chèque de 60 F à l'ordre de l'Union laïque (frais de dossier) ainsi que deux enveloppes (format 110 x 220) timbrées à 3,70 F à son adresse. Il indiquera aussi son numéro de téléphone et joindra à son envoi une photocopie d'une pièce d'identité. Il précisera le nom et l'adresse de son établissement scolaire ou universitaire. Un accusé de réception sera retourné. Les dossiers incomplets seront refusés. Les œuvres poétiques ne sont pas admises.

La remise officielle des prix aura lieu à Muret (Haute-Garonne) le vendredi 24 mai 1991.

Le jury du Prix 1991 est constitué de : M. le directeur régional des affaires culturelles Midi-Pyrénées - Dominique Autié - Christiane Baroche - Henry Beulay - Emmanuel Carrère - Marie Chaix - G.O. Chateaubriand - Aris Fakinos - Christian Giudicelli - Odette Joyeux - Luba Jurgenson - Pierre Lepape - Pierre Mertens - Marc Sebbah - Roger Vigny - François Weyergans.

avec Le Monde

BIBLIOGRAPHIE

Reagan par Reagan

UNE VIE AMÉRICAINE
de Ronald Reagan
Jean-Claude Lattès,
790 pages, 145 francs.

« J'ai été élevé dans la croyance que le sort de chacun était fixé par Dieu et que les caprices du destin, en apparence dus au hasard, faisaient partie de son plan... y compris les échecs les plus décourageants... Finalement, tout se termine pour le mieux. » Ainsi s'exprime Ronald Reagan, dans l'étonnante autobiographie qu'il vient de publier. Étonnante moins sur le fond – bien des épisodes connus de sa longue présidence ne sont guère racontés sous un jour nouveau – que dans le ton. Un ton grave à l'occasion, où les références à Dieu, à la mission et à la protection divine dont il se croit investi reviennent souvent.

On pouvait s'attendre de la part du « grand communicateur » à un de ces numéros de style, où le brio et l'humour l'emportent parfois sur la réflexion, comme il en fit si souvent pendant huit ans. Il n'en est rien. Ainsi, l'ex-président avait gardé la foi de son enfance. La foi d'un homme simple, remerciant Dieu « tous les jours pour lui avoir donné Nancy », et attribuant aux « prières » de groupes d'amis dispersés en Californie sa guérison d'un ulcère d'estomac. Cette conviction d'être « dans la main » d'un Dieu qui, finalement, arrange bien les choses et dont les voies sont impénétrables explique son

optimisme foncier, mais peut-être aussi un certain détachement face aux difficultés. Il a vu la « vie en rose », s'entretenant d'illusions, admettent avec un certain fatalisme et beaucoup d'indulgence les erreurs et les échecs que, sans doute, la volonté divine lui avait réservés. Il a accepté également avec courage et résignation les épreuves de la maladie, de la tentative d'assassinat à laquelle il échappa de justesse, mais aussi des défaillances, de la corruption, du laxisme de plusieurs de ses collaborateurs.

Dans cette longue, très longue (750 pages) autobiographie, Ronald Reagan est sincèrement convaincu que le peuple américain a la responsabilité particulière d'apporter la paix et la démocratie aux autres pays. Il ne comprend pas pourquoi « ce peuple moral qui, dès le début de notre histoire, a toujours utilisé sa puissance au service du bien » put effrayer les Soviétiques et d'autres. Mais il reconnaît en toute bonne foi que ses relations avec Mikhaïl Gorbatchev l'ont aidé à prendre conscience des craintes de l'adversaire potentiel. Dans sa correspondance privée avec le leader soviétique (elle tient une place très large dans le livre), il se présente comme un homme épris de paix, une colombe égarée parmi les faucons de son administration.

Comme tous les présidents à la retraite, Ronald Reagan travaille

aussi pour la postérité : il entend bien évidemment justifier et défendre sa politique. Quitte à tirer la couverture à lui pour les succès, et à rejeter sur les autres la responsabilité de ses échecs. Les historiens trouveront peut-être de quoi compléter leur dossier sur les sommets Reagan-Gorbatchev. En revanche, ils seront déçus par les 72 pages consacrées à l'irrigation, cette nébuleuse et dévastatrice affaire de ventes d'armes secrètes à l'Iran, destinées à financer la Contre-antisandiniste.

Travailler pour la postérité

Si l'on en croit la « dernière version » des faits par M. Reagan, Israël, et plus particulièrement son premier ministre d'alors Shimon Pérès, a été l'instigateur de la vente d'armes aux « modérés » de Téhéran. M. Reagan en profite pour réaffirmer qu'en dépit des apparences il ne s'agissait pas d'échanger des armes contre la libération des otages américains. Quant à la diversion illégale des fonds en faveur des « contras », il persiste aussi à nier avoir jamais été au courant des initiatives prises par ses trop zélés subordonnés du Conseil national de sécurité. Au passage, il rend totalement le lieutenant colonel Oliver North, le principal protagoniste du scandale. En fait, s'il a un jour qualifié North de « héros national », explique aujourd'hui Ronald Reagan, un peu gêné,

c'est parce qu'il se référait seulement aux brillants états de service du colonel au Vietnam... L'ancien président ne nie pas ses responsabilités, mais se trouve des excuses. Son esprit était « préoccupé » par d'autres affaires importantes comme la négociation sur les armes nucléaires, la réduction des dépenses fédérales, etc.

Finalement, cette autobiographie confirme sa réputation d'homme chaleureux, d'une grande sincérité (« une simplicité d'esprit », disent ses détracteurs), dépourvu de malveillance. A la différence de Nancy, qui distille dans son livre un certain verin, Ronald Reagan n'attaque et même ne critique personne. L'image qui ressort de cet ouvrage, c'est sans doute celle que l'ancien acteur prête de lui-même, celle d'un naïf, d'une sorte de Jimmy Stewart, d'un « Monsieur Smith découvrant le cinéma », plutôt que d'un juge redresseur de torts à la John Wayne. En témoignage, le « happy end » de cette scène aussi simple que capitale dans la vie du futur président, lorsqu'il demande la jeune actrice Nancy Davis en mariage : « Nous finissons de dîner. Je lui ai dit : « Mais marions-nous donc ». Et il ajoute : « Elle méritait une déclaration plus romantique, mais, que Dieu la bénisse, elle plaça sa main dans la mienne, me regarda dans les yeux et dit « oui. »

HENRI PIERRE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN 0395-2037
Bernaiguement sur les microfilms et index du Monde au 01 40 46 25 53
Impression de « Monde » 12, rue de Valenciennes 94821 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 200.806 F

Le Monde
PUBLICITE
André Fontaine, président
François Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans, directrice du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 296 136 F
Tél. : 45-55-04-70 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse 54

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM
ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 281.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-ITALIE-LUXEMBOURG	AUTRES PAYS (tarif minimum)
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

021 MCH 01

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros manquants en capital de l'impression.

100 F. Paris 1991

La crise du Golfe

Les Douze sont prêts à discuter avec l'Irak

affirme le ministre luxembourgeois des affaires étrangères

La CEE pourrait discuter avec l'Irak des problèmes du Proche-Orient, y compris de la question palestinienne, à condition que les irakiens se retirent du Koweït, a annoncé lundi 31 décembre le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos, dont le pays assumera la présidence de la Communauté à compter du 1^{er} janvier. Dans une interview à la BBC, M. Poos a indiqué qu'il était prêt à rencontrer son homologue irakien, M. Tarek Aziz, en raison de l'échec des négociations entre les Etats-Unis et l'Irak. Une décision dans ce sens sera probablement prise au cours de la prochaine rencontre des ministres des affaires étrangères de la CEE, vendredi 4 janvier à Luxembourg.

M. Poos a souligné qu'il n'y aurait pas de « lien direct » entre la crise du Golfe et le problème palestinien, mais il a estimé qu'il était possible de discuter de la « sécurité régionale » avec l'Irak, en particulier de la garantie des frontières de tous les Etats de la région, une fois accompli le retrait « complet et

inconditionnel » du Koweït. « La question palestinienne existait bien avant l'occupation du Koweït et elle nécessite une solution », a-t-il ajouté.

Les Douze s'étaient mis d'accord le 20 décembre pour se retrouver après le 3 janvier, date butoir fixée pour l'instant par les Etats-Unis aux irakiens pour l'ouverture d'un dialogue direct avec eux. L'initiative d'organiser cette réunion dès le 4, que revendiquent à la fois M. Genscher et M. Dumas, vise à ménager une ultime possibilité de dialogue au cas où persisterait l'actuel blocage entre Washington et Bagdad.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a fait savoir récemment qu'il n'était pas opposé à une telle démarche à condition que le message des Européens à M. Saddam Hussein soit identique à celui des Américains, c'est-à-dire ferme sur l'ultimatum du 15 janvier décrété par l'ONU pour le retrait des forces irakiennes du Koweït.

Lors de leur dernier conseil à Bruxelles, les Douze avaient repoussé l'idée de prendre contact directement avec l'Irak indépendant des Etats-Unis et étaient convenus de ne recevoir M. Tarek Aziz qu'à son retour d'un éventuel voyage aux Etats-Unis. Dans sa

conférence de presse du 19 décembre, M. François Mitterrand avait précisé que les Européens ne s'interdisaient pas pour autant de prendre des initiatives, mais qu'ils ne le feraient qu'en concertation avec les Etats-Unis et sans créer le désordre dans les rangs de la coalition anti-irakienne.

L'Allemagne sort de sa réserve

La lettre adressée par M. Hans-Dietrich Genscher à son homologue luxembourgeois, M. Jacques Poos, pour lui demander d'organiser une réunion extraordinaire le 4 janvier, a été rendue publique le jour même où le ministre des affaires étrangères allemand devait rencontrer à Bonn son homologue algérien, M. Ahmed Ghazali, pour parler du Golfe. Cette rencontre a cependant été annulée. M. Ghazali jugeant plus urgent de se rendre à Ryad pour poursuivre la tentative de médiation algérienne.

Dimanche, nous indiquons notre correspondant à Bonn, M. Genscher a rappelé les trois points qui conditionnent, à son avis, une issue pacifique du conflit : l'application par l'Irak des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ; la poursuite des efforts diplomatiques ; le renforcement éventuel des sanctions contre l'Irak. Cette

Le transfert de la Ligue arabe au Caire a été mené à bien

TUNIS

de notre correspondant

Les polémiques se sont calmées. Le transfert du siège de la Ligue arabe de Tunis au Caire, où le secrétariat général est déjà installé depuis deux mois (le *Monde* du 2 novembre) a été terminé le 31 décembre. Ainsi aura été respecté le calendrier établi à la courte majorité de douze des vingt et un membres de l'organisation.

Si l'on excepte l'Irak, toujours catégoriquement opposé à cette décision – aussi précipitée que controversée –, les autres contestataires, OLP et Tunisie en tête, ont préféré ne pas prolonger plus longtemps la querelle, « afin de ne pas aggraver davantage les divisions du monde arabe, que la crise du Golfe a fait éclater au grand jour ».

La Tunisie, principale intéressée, avec trois cent onze employés et cadres exerçant au sein de la Ligue, a bien voulu, même si elle n'en pense pas moins, mettre de côté « les questions de principe ». Mais elle tenait à ce que, dans cette affaire, priorité soit donnée à l'indemnisation de ses ressortissants. C'est aujourd'hui chose faite. Grâce aux bailleurs de fonds tradi-

tionnels du Golfe, qui, un moment, se sont fait tirer l'oreille, une enveloppe de 19 millions de dollars a pu être dégagée, avec une participation égyptienne de 7 millions, retirée des avoirs que Le Caire avait bloqués en 1979, lors de l'installation de l'organisation à Tunis. Cette somme servira plus particulièrement à indemniser les deux cent quarante et un petits employés et fonctionnaires tunisiens qui ont été remerciés, ainsi qu'une quarantaine de cadres refusant de partir, les trente autres acceptant leur transfert sur les rives du Nil.

Alors que l'on achève de répertorier et d'empaqueter les archives qui doivent être acheminées vers Le Caire, il ne restera plus à Tunis, au 1^{er} janvier, que les bureaux de l'Organisation arabe pour l'éducation, la science et la culture (ALECSO), du Conseil des ministres arabes de l'intérieur, de l'Union des radios et télévisions arabes et de l'Agence arabe pour l'énergie nucléaire ainsi qu'un « centre » de la Ligue, avec une vingtaine de fonctionnaires dont les attributions demeurent encore imprécises.

MICHEL DEURE

Gaza au bord de l'explosion

Suite de la première page

Selon la version des autorités, et un scénario déjà bien rodé, une patrouille a voulu arrêter des nationalistes masqués et armés de couteaux. Elle a ouvert le feu alors qu'ils s'enfuyaient : deux Palestiniens (seize et dix-neuf ans) ont été tués sur le coup. Dès la nouvelle connue, plusieurs centaines de résidents de Rafiah sont descendus affronter l'armée à coups de pierres et de cocktails Molotov. La bataille a duré plus de quatre heures : deux autres Palestiniens ont été tués par balles, une centaine blessés, dont une dizaine sérieusement.

La bande de Gaza a été déclarée zone militaire fermée, des quartiers entiers ont été placés sous couvre-feu et l'armée a dépêché des renforts en prévision du 2 janvier, qui marque la « journée du Fatah ». Traditionnellement, les territoires célèbrent ce jour-là l'anniversaire de la première opération armée menée – en 1965 – par le mouvement de M. Yasser Arafat.

Le Fatah, tout comme les autres composantes de l'OLP, vient d'enregistrer un échec politique à Gaza à l'occasion des élections professionnelles organisées parmi les quatre mille deux cent cinquante employés palestiniens de l'UNRWA dans le territoire. Ce sont les islamistes du Hamas – dont quatre dirigeants sont en voie d'être bannis – qui ont obtenu la majorité.

En Cisjordanie, en revanche, ces élections – un des rares tests sur l'équilibre des forces dans les territoires occupés – se sont soldées par une victoire de l'OLP : les trois mille employés locaux de l'organisation humanitaire onusienne ont donné la totalité des sièges à pourvoir aux candidats des différents groupes de la centrale palestinienne.

Dimanche, de nouveaux accrochages ont eu lieu à Gaza, en dépit du couvre-feu, et ont fait une dizaine de blessés chez les Palestiniens. Dans la soirée, la radio annonçait que cinquante et un soldats et quelques officiers, venant tout juste de terminer une période à Gaza, avaient écrit au gouvernement pour dire que la situation dans le territoire était devenue « intenable » et qu'Israël devait en partir au plus vite.

ALAIN FRACHON

Dialoguer avec Bagdad

Suite de la première page

Alors que la coalition internationale cherche à se prémunir contre tous les dangers en cas d'éclatement d'un conflit dans le Golfe, Bagdad a décidé de tenir le 9 janvier prochain une « conférence populaire islamique » en vue d'élaborer « une stratégie destinée à contrer une éventuelle agression américaine » et « à protéger les sanctuaires de l'Islam ».

Dans divers pays musulmans, quelque trois cent cinquante mouvements et associations islamiques – pour la plupart dans l'opposition – ont été invités à participer à cette conférence, selon le ministre irakien des affaires religieuses. Ce dernier a précisé que devraient être notamment présents les mouvements de la résistance islamique Hamas et le Jihad islamique (des territoires occupés) ainsi que les Frères musulmans d'Egypte, de Syrie, de Jordanie et du Yémen. Cette conférence sera « celle du djihad (guerre sainte) », a-t-il dit.

L'Irak a fait savoir samedi que des commandos-suicide étaient entraînés pour pouvoir lancer, dès le début d'un conflit armé, des opérations contre les forces américaines dans le Golfe. Le ministre irakien de la défense, le général Saadi To'ma Abbas, a affirmé dimanche que ses troupes étaient « fin prêt » et « en mesure de riposter à toute agression », et la presse a menacé les forces américaines et occidentales dans le Golfe « d'une guerre de couteaux et de poignards », faisant allusion à une agression au couteau contre un militaire britannique à Bahreïn.

Selon des sources officielles à Bagdad, les camps d'entraînement des commandos-suicide créés par l'armée populaire – corps de suppléants de l'armée régulière dirigé par le parti Baas au pouvoir – comptent déjà « plusieurs milliers » de volontaires irakiens et arabes. Alors que le vice-président Dan Quayle est parti en Arabie saoudite pour passer le 1^{er} janvier avec les troupes améri-

caines, le président George Bush a apporté une petite note d'optimisme en estimant que Saddam Hussein pourrait se retirer du Koweït, même au risque d'être renversé par son peuple.

M. Bush « devait être saoul »

Dans une interview au magazine américain *Time*, recueillie le 20 décembre et publiée lundi, M. Bush a réaffirmé qu'il était déterminé à faire tout ce qui était nécessaire pour obliger l'Irak à quitter le Koweït, en ajoutant : « Cela comprend chaque centimètre de territoire, pas de concessions. » De plus, il a indiqué que « son instinct » lui

disait que l'Irak allait se replier avant d'y être contraint par une offensive militaire : il a toutefois admis que ce sentiment n'était pas partagé par certains dirigeants arabes. Commentant l'impression du président américain sur l'éventualité d'une évacuation du Koweït, le ministre irakien de l'information, M. Nassif Latif Jassem, a déclaré que M. Bush « devait être saoul ».

Trois responsables du Congrès ont insisté dimanche pour que le président Bush redouble ses efforts afin de régler la crise du Golfe par la diplomatie, estimant que les Américains voulaient que tout soit tenté avant qu'une guerre ne soit déclenchée.

« J'aimerais que le président fasse encore un effort pour trouver une date afin que le secrétaire d'Etat James Baker puisse se rendre à Bagdad et que son homologue irakien Tarek Aziz puisse venir à Washington », a déclaré le sénateur Robert Dole, le leader républicain du Sénat. Il a dit aussi avoir parlé avec l'am-

bassadeur d'Irak à Washington, M. Mohammed Al Machat, et a fait état d'une « certaine flexibilité » de la part des irakiens. « J'ai appelé l'ambassadeur il y a quelques jours à Bagdad et je lui ai dit que je ne pouvais pas croire qu'ils ne puissent pas se mettre d'accord sur des dates. J'imagine qu'il a eu quelque contact avec le président Hussein. Il m'a rappelé hier soir. Je pense qu'il y a une certaine flexibilité », a déclaré M. Dole.

Le démocrate Les Aspin, président de la commission des forces armées de la Chambre, a pour sa part critiqué l'administration Bush à propos de ce désaccord sur les dates de visite. « Ils doivent se rencontrer le 12 janvier ou trouver une autre date que Saddam Hussein accepterait, j'imagine entre le 3 et le 12 janvier », a déclaré M. Les Aspin, estimant qu'une solution diplomatique restait « entièrement possible ». — (AFP, Reuters, AP)

Selon le secrétaire d'Etat à la défense

Le rôle des troupes françaises se limiterait à la « libération du Koweït »

Le secrétaire d'Etat français à la défense, M. Gérard Renon, a affirmé, samedi 29 décembre, que le rôle des troupes françaises déployées dans le Golfe se limiterait à la « libération du Koweït », conformément aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies. « Nous nous limiterons aux résolutions du Conseil de sécurité, qui exigent le retrait des troupes irakiennes du Koweït », a déclaré samedi à l'AFP M. Renon, en visite dans les Emirats arabes unis, dans le cadre d'une tournée dans plusieurs pays du Golfe.

M. Renon, qui a rencontré ces derniers vingt-quatre heures des soldats français stationnés dans les Emirats arabes unis, a affirmé que le nombre des militaires fran-

çais dans le Golfe était suffisant pour entreprendre une éventuelle action décidée par le président François Mitterrand. « Nous sommes favorables à tout règlement pacifique et nous soutiendrons toute démarche diplomatique, mais nous sommes en même temps préparés [à entreprendre une action militaire] au cas où la solution pacifique s'avérerait impossible », a-t-il conclu.

Par ailleurs, selon les déclarations, samedi, du chef d'état-major des armées, le général Maurice Schmitt, les militaires français stationnés en Arabie saoudite ont « déjà été vaccinés » contre les maladies que pourraient provoquer les armes bactériologiques. — (AFP, Reuters)

Dans la presse américaine

M. George Bush et M. Saddam Hussein élus respectivement « double homme de l'année » et « joueur de l'année »

Le magazine américain *Time* a nommé « les deux George Bush » « homme de l'année » 1990, estimant que le chef de la Maison Blanche avait paru être deux présidents à la fois, pour le meilleur et pour le pire, face aux événements de l'année. « On aurait dit deux présidents à la fois, montrant au monde deux visages très différents (...). L'un, en politique étrangère, fait de fermets et d'habileté, l'autre, en politique intérieure, marqué aussi fortement par l'indécision et la confusion », fit-on dans le numéro de *Time*, daté du lundi 31 décembre. En présentant le choix du magazine au cours d'une conférence de presse samedi, le directeur de la publication, Henry Muller, a déclaré qu'il s'agissait d'un « choix peu orthodoxe » dans la mesure où le président répond aux critères de *Time* à la fois pour le meilleur et pour le pire.

Le directeur de la rédaction a déclaré par ailleurs que le président irakien Saddam Hussein était

le seul concurrent de George Bush. Au point que, dans sa dernière édition, le concurrent de *Time*, l'hebdomadaire *Newsweek*, a élu, lui, Saddam Hussein « joueur de l'année ».

Pour *Newsweek*, le président irakien a su jouer à merveille de ses atouts en faisant traîner la situation tout en se posant en sauveur du monde arabe. « Il a beaucoup de cartes en main et sait comment les jouer », commente le magazine. — (Reuters)



EUROPE

URSS

Le bidonville de la place Rouge a été rasé

La police a chassé les déshérités qui campaient depuis plusieurs mois devant l'hôtel Rossia à quelques dizaines de mètres du Kremlin et le campement a été rasé.

Les forces du ministère de l'intérieur ont arrêté, avant l'aube du dimanche 30 décembre, 47 personnes qui vivaient dans le camp. Des bulldozers ont ensuite détruit les 52 abris de carton et de plastique. L'opération a été conduite sur ordre du procureur de Moscou en application d'une décision de la commission exécutive, une des instances de l'administration municipale, a précisé un porte-parole du ministère de l'intérieur.

Précisions sur le sort de M. Chevardnadze

Le mouvement de protestation avait commencé le 2 juillet dernier, et le « village » était devenu depuis lors le point de ralliement de nombreuses personnes (jusqu'à 300 à certaines périodes), marginaux et chômeurs qui voulaient attirer l'attention sur leur sort. La mairie de Moscou avait ordonné en juillet à la milice de ne pas les déloger, et depuis le campement s'était agrandi. A l'approche de l'hiver, beaucoup avaient commencé à construire de véritables cabanes pour s'abriter du froid, créant un bidonville à deux pas de la Place Rouge.

La « normalisation » a également progressé en Moldavie, dont le Parlement a accepté, selon l'agence Tass, le décret présidentiel du 22 décembre imposant à la République

de revoir sa législation sur les langues en échange d'une renonciation des ethnies minoritaires (gagauzes et russes) à leurs visées séparatistes. Le Parlement moldave a également annulé une précédente décision sur « la formation d'une garde républicaine ».

D'autre part, quelques précisions contradictoires ont été apportées sur le sort de M. Chevardnadze, démissionnaire depuis le 20 décembre. Tandis que M. Gorbatchev, dans un entretien publié dimanche par le quotidien japonais *Asahi Shimbun*, assurait : « Il n'y a aucune différence d'opinion ou de vue entre nous » et estimait que le ministre des affaires étrangères pourrait conserver ses fonctions s'il le souhaitait, le porte-parole de M. Chevardnadze, M. Tchourkine, a exclu catégoriquement que son ministre reste aux affaires, et s'est même dit incapable de confirmer s'il participerait au sommet soviéto-américain prévu à Moscou du 11 au 13 février.

Un autre collaborateur de M. Chevardnadze, M. Teimouraz Stepanov, explique pour sa part dans la *Komsomolskaïa Pravda* que cette démission était envisagée « depuis un an déjà ». Notant que le ministre était critiqué en URSS « pour ce qui a permis à Gorbatchev de remporter le prix Nobel de la paix », M. Stepanov ajoute : « La base interne pourrait lentement, s'appuyant la politique étrangère que nous poursuivons au nom du chef de la diplomatie. Ce dernier (M. Chevardnadze) a épuisé toutes ses réserves et n'est plus capable d'influer sur la situation ». — (AFP, Reuters, AP, UPI).

Deux décrets présidentiels entrent en vigueur le 1^{er} janvier

L'Union soviétique se dote d'une TVA et d'un fonds de stabilisation économique



Deux décrets présidentiels rendus publics le samedi 29 décembre viennent de doter l'Union soviétique d'un fonds de stabilisation économique et d'une taxe de 5 % sur les ventes de biens et services, hormis l'alimentation.

Le fonds de stabilisation économique est destiné à aider les entreprises soviétiques qui « rencontrent des difficultés sans qu'il y ait de leur faute ». Selon les précisions données par le ministre des finances, M. Valentin Pavlov, il s'agit de protéger les entreprises déficitaires pour limiter l'augmentation du chômage durant le passage à l'économie de marché.

Les ressources du fonds, non précisées, proviendront, d'une part, de la réorientation de sommes consacrées jusque-là à l'entretien du parc industriel ou à certaines prestations sociales et, d'autre part, de nouvelles recettes liées à la hausse de nombreux prix et aux privatisations. Ce fonds sera géré par l'Etat fédéral, mais les quinze Républiques sont invitées à établir localement des mécanismes similaires.

La taxe de 5 % sur les ventes de biens et services servira à combler une partie de l'énorme déficit budgétaire. Elle devrait être partagée entre l'Etat fédéral (30 %) et les Républiques (70 %). Cet impôt indirect, qui se rapproche de la TVA, a l'avantage de rapporter très vite de l'argent, sans nécessiter d'organisation particulière, puisqu'il est calculé et perçu par les commerçants. Ce nouveau impôt sera plus difficile à lever dans l'économie parallèle : il risque d'ailleurs d'en favoriser le développement. En période de forte hausse

des prix, il offre aussi la particularité d'être automatiquement indexé.

L'instauration de la nouvelle taxe dès le 1^{er} janvier 1991 coïncide avec une série de hausses de prix qui s'effectue dans le plus grand désordre. Le prix de l'essence devrait tripler, ainsi que ceux de certains produits alimentaires, comme la viande de porc, de même que les tarifs des transports en commun. Dans la pratique, les autorités locales sont souvent obligées de revenir sur les mesures par trop impopulaires, tandis que les prix « libres » montent sans contrôle. Ceux-ci concernaient 70 % des produits, selon M. Pavlov. — (AFP).

■ IRLANDE DU NORD : fusillade avec l'armée (un mort et un blessé). — Un homme a été tué et un autre grièvement blessé dimanche après-midi 30 décembre au cours d'une fusillade avec des soldats britanniques pris du village de Cullyhanna, à la frontière entre l'Ulster et la République d'Irlande, a annoncé la police locale. Selon certains témoignages, des soldats ont ouvert le feu sur une voiture dans laquelle se trouvaient les deux hommes peu après un poste de contrôle de l'armée. Les victimes seraient deux frères vivant dans la région, âgés d'une vingtaine d'années. Dans un communiqué publié à Belfast au début de soirée, le Sinn Féin (branche politique de l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise) a accusé les troupes britanniques d'avoir « exécuté » les deux jeunes gens. — (AFP).

POLOGNE

M. Walesa a désigné M. Bielecki au poste de premier ministre

Le 6 décembre, à trois jours du second tour de l'élection présidentielle, M. Jan Krzysztof Bielecki démentait les spéculations selon lesquelles M. Walesa le choisirait comme premier ministre, une fois élu président. « Je suis toujours heureux », ajoutait M. Bielecki, que *Lech Walesa* ait cité quelque un du mouvement libéral parmi les premiers ministres possibles. L'un de ses amis du Congrès libéral-démocrate, M. Janusz Lewandowski, lui aussi un homme de Gdansk, et qui a de grandes chances de devenir ministre des privatisations, nous expliquait au même moment que le choix de M. Bielecki pour former un gouvernement pourrait faire craindre à Varsovie qu'un véritable « train de Gdansk » arrivait au pouvoir avec M. Walesa.

Mais l'éventail de possibilités du président Walesa s'est considérablement restreint après le refus de l'avocat Jan Olszewski de former une équipe aux conditions imposées par le nouveau chef de l'Etat. M. Walesa a dû finalement renoncer à nommer une personnalité trop politique, avec laquelle la répartition des tâches aurait pu être délicate ; les compétences économiques de M. Bielecki, son pragmatisme et le fait qu'il n'ait pas joué de rôle personnel important dans les divisions qui ont déchiré Solidarité ces derniers mois, ont finalement fait de lui un candidat parfait. Au cours d'une conférence de presse, samedi 30 décembre, M. Bielecki a confirmé qu'il serait un premier ministre de transition, en indiquant qu'il entendait diriger le

gouvernement jusqu'aux élections législatives anticipées, prévues en principe pour le printemps prochain. Il a aussi réaffirmé son soutien au programme économique de M. Balcerowicz, qui devrait rester vice-premier ministre, et souligné l'importance d'une monnaie forte.

Défilé de « ministères »

Le premier ministre désigné attend d'être investi par le Parlement, sans doute à la fin de cette semaine, pour annoncer la composition de son gouvernement, apparemment déjà prête dans ses grandes lignes. Mais c'est chez le président Walesa, au palais du Belvédère, que certains « ministères » ont défilé au cours du week-end, comme le vice-amiral Piotr Kolodziejczyk, ministre de la défense dans le gouvernement sortant, qui a annoncé qu'il conserverait son portefeuille dans le nouveau cabinet. Le ministre de l'intérieur, M. Krzysztof Kozłowski, a lui aussi été invité au Belvédère : très apprécié pour l'important travail qu'il a fait dans le démantèlement des structures répressives, il n'est cependant guère enthousiasmé par l'idée de rester en fonctions dans un gouvernement de transition.

On a aussi vu au Belvédère le professeur Geremek, qui s'est déclaré « très satisfait » de son entretien avec M. Walesa. De toute évidence, le président Walesa joue la continuité.

S. K.

Un libéral pragmatiste



A trente-neuf ans, Jan Krzysztof Bielecki incarne cette nouvelle génération d'hommes politiques que les transitions démocratiques à l'Est ont progressivement émergé : sans être un nouveau venu sur la scène politique — député de Solidarité depuis juin 1989, il militait dans ce mouvement dès 1980, — il ne faisait pas partie du cercle des intellectuels qui symbolisaient l'opposition au régime communiste. La future première ministre polonaise est avant tout un homme d'affaires libéral et pragmatiste, profondément attaché aux valeurs de l'économie de marché.

Né à Bydgoszcz dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle, il est marié à une musicienne et considéré dans les cercles politiques comme un « homme de Gdansk », par opposition à l'élite de Varsovie. C'est d'ailleurs à Gdansk qu'il fit ses études supérieures, à la faculté d'économie des transports, puis qu'il devint assistant à l'université.

Ancien conducteur de camion

Pendant dix ans, il y dirigea aussi un atelier de formation de cadres de l'industrie et du commerce, jusqu'à ce que les autorités lui retirassent ces fonctions en 1982, après l'instauration de l'état de guerre. Il ne lui reste plus alors qu'à gagner sa vie comme conducteur d'un vieux camion qu'il a retapé avec un

ami. Le camion, dit-on, servait aussi aux activités clandestines de Solidarité, devenu illégal.

Victime d'un accident en 1985, il créa à Sopot, près de Gdansk, une coopérative de conseil et d'expertise juridique-économique dont l'activité lui permet d'entretenir des relations avec le monde occidental. Il est l'un des fondateurs, début 1989, du Congrès des libéraux, devenu cette année le Congrès libéral-démocrate, un petit parti qui regroupe toute une équipe de jeunes et brillants économistes et qui s'est montré loyal à l'égard de M. Walesa, sans pour autant faire partie de sa « cour ».

S. K.

GRECE : volte-face du gouvernement

Les putschistes de 1967 ne seront pas graciés

Le gouvernement conservateur grec a fait une spectaculaire volte-face, dimanche soir 30 décembre, en renonçant à engager la procédure conduisant à la grâce des chefs de la junte militaire responsables de la dictature de 1967 à 1974.

Le porte-parole du cabinet, M. Byron Polydoras, a déclaré à l'issue d'un conseil restreint, présidé par le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis (Nouvelle Démocratie), que ce revirement avait été décidé à l'unanimité pour éviter à l'opposition social-démocrate d'exploiter politiquement une mesure de « nature humanitaire ». « La démocratie ne se venge pas, elle punit seulement. Elle est si forte qu'elle doit montrer son caractère

humain », a ajouté M. Polydoras, soulignant que le gouvernement restait convaincu du bien-fondé de l'initiative.

C'est vendredi dernier que le gouvernement avait annoncé son intention de saisir le comité national des grâces, dont la réunion était prévue mercredi 2 janvier, pour procéder à la libération de la douzaine d'officiers factieux encore détenus à la prison de Korydallos, près du Pirée, au sud d'Athènes.

« Une dette » envers l'extrême droite

L'annonce de cette décision avait suscité une grande émotion en Grèce. L'opposition de gauche a immédiatement crié au scandale et s'est élevée contre une mesure que les condamnés, non repentants, s'étaient eux-mêmes refusés à deman-

der. Pour M^{me} Melina Mercouri, ancienne ministre socialiste de la culture, « M. Mitsotakis n'aurait pas dû accepter cette mesure de clémence ». La presse avait aussi presque unanimement critiqué ce geste de clémence accordé à des hommes qui « défigurèrent » pendant sept ans le pays, « berceau historique de la démocratie ». Lundi, d'ailleurs, de grandes manifestations de protestation devaient être organisées dans le centre de la capitale ainsi que devant le pénitencier de Korydallos, où les ex-officiers généraux, parmi lesquels figure l'ancien dictateur Georges Papadopoulos, purgent depuis 1975 des peines allant de quinze ans de détention à l'emprisonnement à vie. « Il s'agit d'une injustice à l'égard de ceux qui ont combattu pour la démocratie », avait déclaré le chef de l'opposition, l'ancien premier ministre socialiste, M. Andreas Papandréou.

Les raisons du brusque revirement du gouvernement dans cette affaire ne sont pas claires. Certes, M. Mitsotakis pouvait s'attendre à cette vague de protestations tant les dures années de dictature restent encore présentes à l'esprit de nombreux Grecs, à droite comme à gauche. Plusieurs anciens ministres socialistes et actuels ministres de la Nouvelle Démocratie avaient choisi l'exil durant cette période ou dimanché dans la presse l'existence d'un tel pacte. La mesure de grâce avait aussi provoqué l'irritation des autorités chypriotes. Selon un porte-parole officiel, M. Akis Fantis, les colonels déçus ont « joué un rôle important dans la tragédie chypriote et ont tant fait souffrir la nation grecque ». Le général Dimítris Ioannídis, qui d'ailleurs était le seul militaire exclu de la mesure de grâce, avait organisé un complot pour éliminer le président chypriote de l'époque, Mgr Makarios, fournissant ainsi à la Turquie le prétexte, selon Athènes, pour envahir la partie orientale de l'île, en juillet 1974.

Irritation des Chypriotes

Autre version de l'affaire et du retour en arrière des conservateurs : selon la Nouvelle Démocratie, cet accord avait effectivement été donné par ces deux partis l'an dernier lors de l'expérience commune de gouvernement « économic » regroupant conservateurs, socialistes et communistes et mis en place pour tirer au clair les sombres scandales politico-financiers qui avaient secoué le pays pendant plus de deux ans. En d'autres termes, le PASOK et la Coalition de la gauche et du progrès n'auraient pas respecté leurs engagements et joué ainsi un mauvais tour au gouvernement, qui n'a qu'une seule voix de majorité au Parlement. Mais les proches du premier ministre de l'époque, M. Kékonas, ont démenti dimanche dans la presse l'existence d'un tel pacte. La mesure de grâce avait aussi provoqué l'irritation des autorités chypriotes. Selon un porte-parole officiel, M. Akis Fantis, les colonels déçus ont « joué un rôle important dans la tragédie chypriote et ont tant fait souffrir la nation grecque ». Le général Dimítris Ioannídis, qui d'ailleurs était le seul militaire exclu de la mesure de grâce, avait organisé un complot pour éliminer le président chypriote de l'époque, Mgr Makarios, fournissant ainsi à la Turquie le prétexte, selon Athènes, pour envahir la partie orientale de l'île, en juillet 1974.

ROUMANIE : les suites de l'expulsion de l'ex-roi

Le ministre de la culture a présenté sa démission

Le ministre roumain de la culture, M. Andrei Pleșu, a offert vendredi 28 décembre sa démission à la suite de l'expulsion du territoire de l'ancien roi Michel de Roumanie, après un séjour de onze heures. M. Pleșu a fait savoir notamment qu'il n'avait à aucun moment été consulté sur le communiqué publié par le gouvernement à ce sujet. On ignore encore dimanche si le premier ministre, M. Petre Roman, avait accepté sa démission. Ancien opposant, M. Pleșu, le seul intellectuel indépendant qui ait jusqu'ici accepté de rester

au gouvernement, avait déjà présenté sa démission une première fois en juin, après l'intervention des minceurs pour « ramener l'ordre à Bucarest » à la demande du président Iliescu. Il était toutefois resté au gouvernement. Le ministre de l'intérieur, M. Doru Viorel Ursu, a affirmé samedi que le roi pouvait revenir quand il voulait, « à condition qu'il le fasse légalement ». En décidant de le renvoyer la semaine dernière, a-t-il dit, les autorités roumaines ont agi « par respect de la loi et non pas par peur de la désé-



5010150

AMÉRIQUES

ARGENTINE : après l'annonce de la grâce présidentielle

Quarante mille personnes ont manifesté contre la libération des anciens chefs de la dictature

M. Claude Cheysson, ancien ministre français des relations extérieures, s'est dit « très triste » ; le pianiste argentin Miguel Angel Estrella, torturé et emprisonné deux ans dans les geôles uruguayennes, et depuis naturalisé français, s'est déclaré « immensément triste ». L'écrivain argentin Ernesto Sabato, soixante-dix-neuf ans, qui avait présidé la Commission nationale sur la disparition des personnes en 1983, a été victime d'une crise nerveuse.

Le représentant argentin à la commission des droits de l'homme de l'ONU, M. Julio Strassera, a démissionné de son poste : il avait été en 1985 le procureur chargé de l'accusation contre les militaires criminels. Telles sont quelques-unes des

réactions - avec la manifestation de dimanche, à Buenos-Aires - à l'annonce de la grâce accordée aux neuf anciens chefs de l'armée et de la police de la junte.

Décision dont le gouvernement espagnol espère qu'elle contribuera à la « réconciliation » entre Argentins, et dont le Quai d'Orsay, à Paris, estime qu'elle relève de la souveraineté d'un pays ami, tout en ajoutant que le gouvernement français « ne peut oublier, pour autant, les victimes innocentes » de la dictature, « ni la disparition de plusieurs de nos compatriotes, dont deux réfugiées, les Sœurs Alice Domon et Léonie Duquet ».

milieu des injures proférées contre les militaires graciés et contre le président Menem, des manifestants ont éclaté en sanglots.

L'émotion a atteint son comble avec l'arrivée des mères de la place de Mai, qui ont été longuement applaudies. Avec leur traditionnel mouchoir blanc sur la tête, celles que les militaires appelaient « les folles » se sont avancées avec des centaines de pancartes portant les noms et les photos de leurs enfants disparus pendant la « sale guerre » menée par la dictature contre la subversion. C'est une des mères qui, dans un silence lourd de tension, a lu le document préparé par les organisations de défense des droits de l'homme, qualifiant de « *etatement fallacieux* » les arguments de pacification et de réconciliation avancés par le chef de l'Etat pour justifier son pardon.

Dans la foule, M. Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix en 1980, dénonçait « la politique de concession et de négociation menée avec les militaires ». M. Pérez Esquivel, qui a été arrêté et torturé pendant la dictature militaire, estime qu'avec cette grâce le président Menem veut s'assurer le soutien des forces armées pour « répri-

mer les revendications populaires qui peuvent éclater en raison de la grave crise économique ».

Les déclarations contre la libération des militaires, dans la nuit, samedi, se sont multipliées le 30 décembre alors que le chef de l'Etat était parti se reposer dans sa province natale de la Rioja. « *J'ai la conscience tranquille* », a-t-il cependant déclaré.

Le général Videla a communiqué

Les militaires graciés, qui avaient été condamnés à de lourdes peines de réclusion, se sont montrés sereins à la sortie de prison. Les quotidiens locaux ont publié une photo souriante de Mario Firmenich, le fondateur du mouvement de guérilla des Montoneros (péronistes d'extrême gauche), qui a été libéré en même temps qu'eux.

Dimanche matin, le général Jorge Rafael Videla, qui a dirigé le putsch du 24 mars 1976 et qui a été le premier président de la dictature militaire, s'est rendu à la messe dans un quartier élégant de la capitale. Il a même communiqué.

CHRISTINE LEGRAND

Deux des militaires libérés avaient été condamnés à la prison à vie

Parmi les personnalités graciées par le président Carlos Menem, deux avaient été condamnées à la prison à perpétuité. Il y a eu au total douze grâces.

● Jorge Videla, soixante-cinq ans, ancien commandant de l'armée, président de l'Argentine de 1976 à 1981, reconnu coupable en décembre 1985 de 66 assassinats, 306 enlèvements, 97 cas de torture et 26 vols. Il avait été condamné à perpétuité.

● Roberto Viola, soixante-six ans, successeur de Jorge Videla comme commandant de l'armée, président de l'Argentine en 1981, condamné en décembre 1985 pour 86 enlèvements, 11 cas de torture et trois de vol. Il purgeait une peine de dix-sept ans de prison.

● Emilio Eduardo Massera, soixante-cinq ans, ancien chef d'état-major de la marine et membre de la première junte militaire, condamné en décembre 1985 pour trois assassinats, 69 enlèvements, 12 cas de torture et sept de vol. Il était condamné à la prison à vie.

● Carlos Suarez Mason, soixante-six ans, ancien commandant du 1^{er} corps d'armée (Buenos-Aires), accusé de 39 assassinats. Il avait fui l'Argentine en 1984 et été extradé des Etats-Unis en 1988. Emprisonné, il n'avait pas encore été jugé.

● Armando Lambruschini, ancien chef d'état-major de la marine et membre de la junte, condamné en décembre 1985 à huit ans de prison pour 10 cas de torture et 35 enlèvements. Il

avait été libéré en février 1990 après avoir purgé les deux tiers de sa peine.

● Orlando Agosti, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air et membre de la junte, condamné à trois ans de prison pour huit cas de torture et trois vols. Il avait été relâché en avril 1989.

● Pablo Riccheri, ancien chef de la police de Buenos-Aires, reconnu coupable de 20 cas de torture. Il purgeait une peine de quatorze années d'incarcération.

● Ramon Camps, soixante-trois ans, ancien chef de la police de la province de Buenos-Aires. Déclaré coupable de 73 cas de torture, il avait été condamné à vingt-cinq ans de prison.

● José Martinez de Hoz, ministre de l'économie durant la plus grande partie de la dictature (1976-1983). Il avait été déclaré coupable de l'arrestation illégale de deux Argentines et brièvement incarcéré en 1988.

● Norman Kennedy, cinquante-sept ans, condamné en 1987 pour fraude envers l'Etat argentin et libéré depuis.

● Duilio Brunello, condamné pour détournement de fonds publics et libéré depuis.

● Mario Eduardo Firmenich, quarante-deux ans, cofondateur du mouvement de guérilla d'extrême gauche Montonero. Extradé du Brésil en 1984 à la demande du gouvernement de M. Alfonsín et reconnu coupable de quatre assassinats, il avait été condamné à trente ans de prison. - (AFP, AP.)

SURINAME : après le coup d'Etat militaire

Le Parlement a désigné un président par intérim

Le Parlement surinamien a désigné, samedi 29 décembre, un homme politique en retraite, M. Johan Kraag, comme président par intérim. Il remplacera M. Ramsewak Shankar, contraint à démissionner jeudi dernier à la suite d'un coup d'Etat militaire sans effusion de sang.

Sur les cinquante et un membres de l'Assemblée nationale, seuls trente-quatre députés s'étaient déplacés pour participer à l'élection. M. Johan Kraag, soixante-dix-sept ans, ancien dirigeant créole, devra préparer de nouvelles élections, promises dans un délai de cent jours par les putschistes. Candidat appuyé par l'armée, il était seul à se présenter. En l'absence d'objection du Parlement, il a été déclaré automatiquement élu, sans qu'aucun scrutin ne soit organisé.

Jules Wydenbosh, chef du Parti national démocratique, étroitement lié aux militaires, a été élu vice-président, un poste qui, aux termes de la Constitution, le place de fait à la tête du gouvernement.

Le colonel Desi Bouterse, qu'un précédent coup d'Etat militaire avait porté au pouvoir entre 1980 et 1988, est généralement considéré comme le véritable instigateur du putsch. Il avait dû céder le pouvoir à Ramsewak Shankar après la défaite électorale du parti appuyé par l'armée, en 1987. Il gardait cependant une grande influence en tant que chef d'état-major de l'armée, un poste dont il avait démissionné la veille du putsch en invoquant un désaccord avec le président.

L'armée, dont la principale caserne est située à moins d'un kilomètre du Parlement, a organisé un défilé en fanfare au moment où celui-ci se réunissait. Mis à part ce défilé, il n'y a pas eu de démonstration de force et la circulation était normale dans la capitale, Paramaribo, où aucun couvre-feu n'a été imposé. - (Reuters.)

Bonnes Fêtes!

87.8 FM

France inter

LE COURAGE DE DIRE, L'ÉLÉGANCE D'EN RIRE.

ASIE

CHINE : le plénum du PCC

La crise de succession continue de bloquer toute décision majeure

La direction du PC chinois s'est montrée incapable, en six jours de débats acharnés, de fournir un programme concret de développement économique pour la Chine d'après M. Deng Xiaoping. Cette conclusion ressort d'un communiqué publié dimanche 30 décembre à l'issue de la septième session plénière du comité central, qui s'était ouverte le 25 décembre.

PÉKIN

de notre correspondant

Picots et poings liés par la crise de succession, le régime a échoué à mener à bien un exercice pourtant élémentaire pour une « démocratie populaire » : se doter d'un plan quinquennal. C'est à un « plénum de l'impasse » qu'il s'est livré. Sagement, son plus haut dirigeant, M. Jiang Zemin, secrétaire général du PC, s'est abstenu de s'y associer trop personnellement : fait inhabituel, la session était présidée collectivement par le bureau politique. Manière de faire comprendre que la présence des généraux dans les couloirs empêche quiconque de prétendre à quoi que ce soit d'autre que la gestion quotidienne d'une armée.

Le régime l'a explicité par une logorrhée alignant l'interminable chapelet des slogans disponibles, sans avancer la moindre proposition précise sur la manière dont doivent être réalisés les objectifs pour l'an 2000, qui intéresse au premier chef la plus forte population du monde : « Améliorer les conditions de vie du peuple pour qu'il puisse d'un seul coup d'aile à la fois vivre et se voir à l'œuvre où il mènera une vie relativement confortable, avec des moyens de subsistance accrus. »

La réunion devait en principe formuler un VIII^e Plan commençant le 1^{er} janvier 1991 et un programme de développement accompagnant les réformes économiques pour toute la décennie. En fin de compte, le comité central n'a fait qu'approuver des « propositions » non publiées, ce qui revient à ne laisser dans le flou de façon à pouvoir en renégocier les termes. Il a laissé à M. Li Peng le soin de rédiger ces textes pour les soumettre à l'Assemblée nationale

en mars. Le premier ministre se retrouve ainsi dans la situation embarrassante de devoir satisfaire aux exigences contradictoires des différentes factions : le communiqué contient tout l'éventail des grands principes idéologiques qu'on a vu, depuis la crise du printemps 1989, s'étaler dans les journaux, reflets des débats du pouvoir.

Ainsi, dit le comité central, il faut ouvrir davantage la Chine au capital et à la technologie de l'étranger tout en « renforçant sa capacité à l'auto-suffisance ». Maintenir le système de responsabilité pour les foyers ruraux (c'est-à-dire la décollectivisation), mais aussi « accroître la puissance de l'économie collective ».

Le texte décrit un pays idéal, où

les entreprises d'Etat tournent aussi bien que le capitalisme déguisé de l'économie privée, où les relations entre gouvernement central et provinces sont harmonieuses, où marché et planification font un merveilleux mélange, mais ne donne aucune de ces pratiques. Quant aux impasses ou aux références trop vagues pour être significatives, elles sont d'autant plus criantes qu'elles portent sur les problèmes réels de l'économie : chômage ou sur-emploi, inflation, réforme des prix.

Qu'il ait fallu aux 171 membres présents, entourés de pas moins de 413 suppléants et observateurs, prolonger deux jours, voire de trois, la brève réunion initialement prévue pour accoucher d'une si petite souris,

est éloquent. Après plus de six mois de débats intenses, où avaient été enfin abordés les problèmes concrets que la Chine affronte, le consensus n'a pu se faire que sur des abstractions dénuées de modalités d'application.

Marchandises de clientèles

La raison, semble-t-il, n'en est pas tant dans un conflit entre réformateurs et orthodoxes, mais dans les marchandises de clientèles en prévision de la disparition prochaine des généraux. Rétrospectivement, on comprend maintenant que les partisans de M. Deng Xiaoping aient gâché le débat économique en parvenant à le montrer en public le 26 décembre. Il s'agissait de bien marquer qu'on ne reviendrait pas sur ses réformes de la période 1978-1989.

Pour ce faire, il a suffi de tordre un peu le bras à l'histoire récente : c'est à M. Deng, ou en tout cas à son inspiration, qu'est attribuée la célèbre formule de M. Zhao Ziyang, secrétaire général limogé en 1989, selon laquelle la Chine est en « stade initial du socialisme ». Cette formule est capitale : elle est le fondement du tour de passe-passe auquel avaient eu recours les réformateurs pour commencer à briser le carcan socialiste.

L'attitude du régime tient en peu de mots : on ne touche à rien et on attend le tour prochain des grands ancêtres. Toutefois, le comité central a reconnu les risques de cet attentisme en pleine période de mutation à l'échelle planétaire : « Il est crucial que nous évitions soigneusement nos affaires intérieures dans une situation internationale complexe et faite de changements permanents. » Sans doute est-ce la raison pour laquelle, hormis une référence unique à la « lutte contre le libéralisme bourgeois », le texte est d'une remarquable discrétion à l'égard des grands thèmes xénophobes de la propagande des derniers mois.

La génération des successeurs rassemblée autour de M. Jiang Zemin, présentée comme le « noyau » de la future direction, sait qu'elle ne pourra indéfiniment différer les choix fondamentaux. Du moins, pendant qu'elle pèrera à Pékin, le pays réel peut-il continuer à vivre sa vie libérale.

FRANÇOIS DERON

La mort de l'écrivain Liao Mosha

L'homme qui avait tenu tête à Mao Zedong

PÉKIN

de notre correspondant

Dans un silence à peine troublé par un communiqué laconique, un des trois seuls hommes qui avaient relevé, sous Mao Zedong, le défi de l'abrutissement idéologique triomphant, s'est éteint le 27 décembre : Liao Mosha, écrivain de renom, est décédé à l'âge de quatre-vingt-quatre ans d'une maladie non précisée.

Il avait formé, avec Deng Tuo et Wu Han, un trio célèbre dans les années 1960. Les trois hommes avaient été les seuls écrivains à dénoncer, en termes à peine voilés, les tentatives de la clique entourant Mao visant à s'emparer du terrain de la culture pour servir ses ambitions politiques. L'affrontement devait mener à la révolution culturelle, épisode qui, en dépit de son libellé, fut plus de morts réels que de victimes littéraires. Deng Tuo et Wu Han moururent en

détention. Liao survécut par miracle.

La discrétion gênée avec laquelle le régime a signalé sa disparition en cette fin d'année 1990, dans une annonce d'une phrase pas même accompagnée d'une biographie, est en soi tragique pour la mémoire du personnage. Brisé par le maoïsme, Liao fut rétrogradé à sa retraite par M. Deng Xiaoping pour témoigner, il y a exactement dix ans, contre celle-là même qui avait causé sa perte. M. Jiang Qing, veuve de Mao, lors de son spectaculaire procès à Pékin.

La télévision officielle diffusa alors les images extraordinaires de l'algèbre que les opposés sur les querelles littéraires ayant mené à la révolution culturelle. Avant de disparaître des écrans, Liao avait conclu l'échange par une apostrophe inouïe pour les médias chinois : « *Ta gueule, ordure !* Jamais plus on n'entendit parler de lui.

F. D.

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Les deux pirates de l'air qui avaient détourné un Boeing-737 se sont rendus

Le détournement d'un Boeing-737 d'Alger à Agadir, connu dimanche matin 30 décembre, son épilogue, sans effusion de sang, sur la piste de l'aéroport d'Annaba. Les quatre-vingt-deux passagers et les six membres d'équipage ont été libérés, apparemment en bonne santé. Les deux pirates – des déserteurs âgés de vingt-deux et vingt-trois ans – se sont rendus et ont été conduits vers une destination inconnue.

Les négociations avaient duré près de vingt-quatre heures entre une « cellule de crise », installée dans le tour de contrôle de l'aéroport, et les pirates qui, selon les autorités, n'auraient pas formulé de revendications précises. Le pilote du Boeing-737 qui reliait Ghardaïa à Alger a révélé que la destination initiale des pirates était la Libye. (AFP)

CORÉE DU SUD

L'ancien dictateur Chun Doo-hwan a regagné Séoul

L'ancien dictateur sud-coréen, le général Chun Doo-hwan, a regagné son domicile à Séoul, dimanche 30 décembre, après plus de deux ans d'exil « intérieur », en compagnie de son épouse, dans le monastère bouddhiste de Paekdam, dans l'est du pays. Il a été accueilli dans la capitale par un millier de ses partisans. Ce retour, annoncé quelques jours auparavant par le président Roh Tae-woo, selon lequel « cela n'aide pas la tradition démocratique ni le processus politique de la maintenir en exil », n'a pas encore suscité de

manifestations hostiles. Mais les milieux étudiants annoncent des rassemblements pour la fin des vacances d'hiver.

Les excuses publiques de l'ancien dictateur, lors de son arrivée dans le monastère, n'avaient pas suffi à calmer le mécontentement d'une large partie de l'opinion à l'égard d'un homme accusé d'avoir ordonné le massacre de centaines d'étudiants à Kwangju en 1980 et d'avoir été mêlé, avec des membres de sa famille, à des scandales financiers. A sa sortie, M. Chun n'a manifesté aucun remords, se félicitant d'avoir réussi « la première passation de pouvoir pacifique de l'histoire constitutionnelle » de la Corée. Il avait en fait dû quitter le pouvoir sous la pression étudiante. Trois cents policiers ont été déployés autour de son domicile pour assurer sa protection. (AFP, UPI, Reuters)

TCHAD

Retour en Libye de quarante-cinq membres des commandos anti-Kadhafi

Le retour en Libye, samedi 29 décembre, de quarante-cinq membres des commandos anti-Kadhafi pour des « raisons humanitaires » a été obtenu à l'issue de discussions entre le ministre Beyen des affaires étrangères, M. Ibrahim Al Badrali et son homologue zairais, et sous contrôle du Comité international de la Croix Rouge. Ces prisonniers de guerre étaient, depuis le 14 décembre, cantonnés – en compagnie de quelques six cents autres – sur la base militaire de Kamina, dans l'extrême-sud du Zaïre. Capturés au Tchad, ils avaient été « retournés » par les Etats-Unis. Après la chute de l'ex-président Habyarimana, ils avaient été évacués par les Américains sur Kinshasa via Lagos, où le président Mobutu leur avait accordé l'asile temporaire. (AFP)

JAPON

Le remaniement du gouvernement souligne la faiblesse de la position de M. Kaifu

TOKYO

de notre correspondant

Le remaniement ministériel auquel vient d'être procédé M. Toshiki Kaifu (le Monde daté 30-31 décembre) tient plus d'un renouvellement périodique du cabinet qu'il n'a de signification politique réelle. Il est en effet devenu habituel pour un premier ministre, arrivé à la moitié de son mandat de deux ans, d'opérer un remaniement afin de permettre une rotation aux affaires des membres du parti libéral-démocrate (PLD). En politique comme dans d'autres domaines, l'avancement au Japon se fait à l'ancienneté : les députés ayant plus de six mandats parlementaires ont « droit » à prétendre à un portefeuille. L'actuel cabinet Kaifu avait donc légèrement excédé la durée moyenne d'un gouvernement.

Cette tradition s'est instaurée à la faveur de la prééminence au pouvoir du camp conservateur, qui a tendance à confondre portefeuilles et postes de la hiérarchie du PLD. Elle vise en outre à satisfaire les appétits des clans qui le composent, chacun souhaitant avoir un certain nombre de ses hommes au gouvernement. De ce point de vue, le nouveau cabinet respecte l'équilibre intérieur. M. Kaifu étant toujours soutenu par l'axe Takeshita-Abe, les deux plus puissants clans du parti.

L'influence des barons

Ce remaniement confirme surtout la faiblesse du premier ministre. Bien qu'il ait traité les pieds, M. Kaifu a dû se résoudre à un remaniement que lui imposaient ses « barons ». En outre, c'est moins lui qui a décidé de la répartition des portefeuilles que le grand manipulateur de la politique japonaise, M. Shin Kanamori, chef de la faction Takeshita, qui, en une demi-heure d'entretiens avec le

secrétaire général du PLD, M. Ozawa, a procédé aux arbitrages.

Le nouveau cabinet, légèrement rajouté – la moyenne d'âge est de soixante ans – comprend treize nouveaux venus sans expérience ministérielle. Il conserve ses piliers, MM. Hashimoto aux finances, Nakayama aux affaires étrangères et Sakamoto comme secrétaire et porte-parole du gouvernement.

Le remaniement a néanmoins permis de faire entrer du sang neuf, notamment pour traiter de deux dossiers particulièrement sensibles étant donné les négociations du GATT : l'agriculture (qui revient à un expert, M. Motoji Kondo) et le commerce international et l'industrie (MITI), confié à M. Eiichi Nakao, ancien ministre de l'Agence de planification.

Etant donné une conjoncture défavorable avec l'inculpation de l'ex-directeur de l'Agence de l'environnement, M. Inamura, pour fraude fiscale massive, aucun politicien impliqué dans les affaires de corruption découvertes jusqu'à présent ne figure dans le gouvernement.

Afin peut-être de donner une touche de nouveauté à ce cabinet, une femme y fait son entrée : M^{me} Akiko Saito. Membre du Sénat, cette ancienne actrice, habitué des émissions de variété de la télévision, est la sœur japonaise à détenir un portefeuille. Elle avait surtout fait parler d'elle il y a quelques mois pour avoir été jouée au golf pendant une session parlementaire. Elle est devenue directrice de l'Agence des sciences et techniques. Elle aura, semble-t-il, pour mission de persuader des avantages de l'énergie nucléaire aux Japonaises, particulièrement actives dans les mouvements anti-nucléaires.

PHILIPPE PONS

POLITIQUE

La gestion de M. Médécine

D'autres élus niçois seraient susceptibles d'être démis d'office

La chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur vient d'adopter sa « lettre d'observations définitives » sur la gestion de la ville de Nice pour les exercices de 1983 à 1987. Ce document va être notifié au maire, M. Honoré Bailet, auquel une loi du 15 janvier 1990 fait obligation de le lire lors de la prochaine séance publique du conseil municipal, fixée au 25 janvier. Des élus niçois pourraient être déclarés, à leur tour, « comptables de fait » et seraient, alors, susceptibles d'être démis d'office par le préfet.

NICE

de notre correspondant régional

L'ancien maire de Nice, M. Jacques Médécine, avait reçu de la chambre régionale des comptes, le 8 septembre dernier – soit une semaine avant sa démission de ses mandats de conseiller municipal et de conseiller général –, une « lettre d'observations provisoires », à laquelle son successeur, M. Bailet, adjoint aux finances de 1985 à 1989, avait répondu début novembre. La « lettre d'observations définitives », dont la chambre a achevé la rédaction cette semaine, se présente sous la forme d'une synthèse d'une vingtaine de pages, complétée par de nombreux documents annexes. Elle reprend l'ensemble des critiques émises précédemment par cette institution et dénonce, particulièrement, le lourd endettement de la ville.

Les magistrats marseillais reviennent, à ce sujet, sur les conditions dans lesquelles la municipalité avait renégocié, en 1986, cette opération ayant fait l'objet d'un jugement provisoire, le 17 juillet dernier, déclarant « comptables de fait » M. Médécine et quatre autres élus niçois, dont M. Bailet. Dénuée de tout caractère contentieux, la « lettre » ne doit pas, toutefois, être confondue avec le jugement définitif, qui n'interviendra pas avant plusieurs mois, au terme de la procédure contradictoire. Elle ne se rapporte

pas davantage au fonctionnement des associations paramunicipales, qui feront l'objet, ultérieurement, de rapports complémentaires.

La chambre souligne, cependant, l'énormité des subventions accordées par la ville à ces associations, qui ont représenté, en quelques années, l'équivalent des ressources de la taxe d'habitation. Or, comme elle l'avait déjà fait remarquer, les dites associations ont souvent permis à la ville de se soustraire aux règles de la comptabilité publique et ont pu servir à dissimuler « une appropriation privée de fonds publics ».

De nouvelles élections ?

Il n'est pas exclu que les élus – toujours les mêmes – siégeant dans leurs organes dirigeants, puissent être, à leur tour, déclarés « comptables de fait ». Ils seraient, alors, susceptibles d'être démis d'office de leur mandat par le préfet des Alpes-Maritimes, lequel, en vertu de l'article L.236 du code électoral, dispose d'un pouvoir d'opportunité en la matière.

L'actuelle majorité municipale dont la légitimité est contestée par une fraction du RPR local, ainsi que par le PS et le Front national, se trouverait, alors, dans une situation très difficile. Cette éventualité entretient les spéculations sur de nouvelles élections, auxquelles tous les partis se sont déjà, plus ou moins, préparés. Elle s'ajoute, d'ailleurs, aux menaces de décisions judiciaires qui pourraient être prises dans le cadre de plusieurs enquêtes concernant, notamment, le fonctionnement des associations Nice-Communication, Nice-Opéra et de Radio-Baie des Anges.

La chambre régionale des comptes n'en aura pas fini, pour autant, avec la vérification de la gestion de la ville. Les quatre magistrats et leurs quatre assistants, qui s'y consacrent en permanence, vont de recevoir du trésorier municipal près de cent cinquante sacs postaux, ne contenant pas moins de quatre cent cinquante liasses de documents se rapportant à l'exercice 1989.

GUY PORTE

Les Français sont pessimistes pour 1991

Selon un sondage réalisé par la SOFRES et publié dans le Figaro du 31 décembre (1), une majorité relative de Français (41 %) s'attend à ce que 1991 soit « une année plutôt mauvaise ». Quarante pour cent des personnes interrogées sont d'un avis contraire, et 33 % estiment que ce sera « une année comme les autres ». Quarante-trois pour cent des Français jugent d'autre part que l'année 1990 a été « une année comme les autres », 39 % pensent qu'elle a été « une mauvaise année », et 16 % sont d'un avis contraire.

Parmi les événements qui ont marqué cette année 1990, les Français retiennent en premier lieu la réunification de l'Allemagne (74 %), l'invasion du

Koweït par l'Irak (56 %), la libération des otages français d'Irak et du Koweït (46 %), puis enfin la libération de M. Nelson Mandela (34 %) et la démission de M^{me} Margaret Thatcher (27 %). A propos des « personnalités internationales ayant marqué le plus de points en 1990 », M. Mikhail Gorbatchev (50 %) devance nettement MM. Lech Walesa (30 %) et George Bush (27 %). Parmi les personnalités politiques françaises, M. François Mitterrand (34 %) l'emporte devant M. Michel Noir (28 %) et M. Michel Rocard (22 %).

(1) Enquête réalisée du 19 au 23 décembre auprès de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus.

M. Pinay félicite M. Béréguvo

Étant dimanche 30 décembre ses quatre-vingt-dix-neuf ans, M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, a affirmé, dans un entretien à France-Inter, que l'on enregistre actuellement un « déclin de la morale, des mœurs, du civisme et de toute spiritualité ». « Dans ma longue vie, je n'ai jamais vu cela. (...) Je ne suis pas fait pour vivre dans cette société », a-t-il indiqué.

L'ancien président du conseil s'en est pris aux hommes politiques. « Bien déçu » par M. Raymond Barre « qui critique tout et ne propose rien de précis », il a conseillé à MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac de ne pas se précipiter autant de leurs « situations personnelles » et de « penser un peu à l'intérêt du pays ». M. Pinay, qui fut également ministre des finances du général de Gaulle, a cependant accordé un satisfecit à M. Pierre Béréguvo, ministre des finances, qui « ne s'en tire pas si mal » et « fait, au fond, la politique économique que je ferais moi-même ». Reprochant aux Français de « voter tout tout de suite », M. Pinay leur a demandé de « se remettre à épargner » car « c'est une nécessité urgente ».

M. Guidoni (PS) ironise sur la « recomposition au centre »

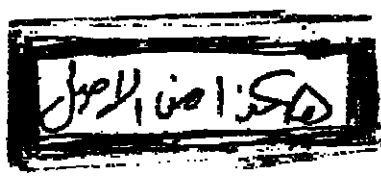
M. Pierre Guidoni, membre du secrétariat national du PS chargé des relations internationales, l'un des animateurs du courant Socialisme et République, explique, dans un entretien publié par le Figaro du lundi 31 décembre que les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, en manifestant publiquement leurs désaccords avec la politique du gouvernement sur plusieurs sujets (statut de la Corse, réévaluation du montant des retraites, crise du Golfe), ont « dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas ». M. Guidoni ajoute que la situation est « suffisamment grave pour qu'on s'explique avant que les décisions soient prises. (...) »

M. Guidoni déclare enfin : « Depuis deux ans et demi, on nous explique que la seule chose importante se passe autour de Sotison et Durafour, que la grande idée de la fin du siècle, c'est la recomposition au centre. Ça me rappelle la fable de Perrette et le pot au lait. (...) Il faut enlever le 70 % de Français l'idée que la droite et la gauche, c'est pareil. »

les marchés financiers 1990

Bourse de P

seraient susceptibles de démission d'office



Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Les marchés financiers en 1990

Malaises

A la veille de la dernière décennie du deuxième millénaire, les malaises des marchés boursiers sont allés croissant. Les investisseurs ont été rapidement tirés de leur euphorie née de l'écroulement du mur de Berlin le 9 novembre 1989. L'essor économique mondial, à peu près ininterrompu depuis huit ans, s'est nettement ralenti, provoquant un alourdissement des valeurs.

L'inévitable cycle boursier de baisse se serait-il amorcé sur fond de récession aux Etats-Unis? Le conflit du Golfe n'a en tout cas fait qu'amplifier la tendance. De plus, en fin d'année, les vents d'Est sont devenus menaçants. La plupart des places internationales en ont pâti. Tokyo en tête avec 38,7 % de baisse, Paris 24,14 %, Francfort 21,9 %, Londres 11,2 % et New-York 4,5 %. Seule Hongkong a tiré son épingle du jeu avec 8,5 % de gains.

Partout, le reflux s'est opéré dans des marchés creux, sans aucune panique de la clientèle. La prudence l'a emporté comme l'atteste la frilosité vis-à-vis des marchés boursiers. Ainsi au Kabuto-cho, la moyenne des transactions par séance est tombée à 410 millions de titres cette année (contre près de 600 millions en 1989), son niveau le plus bas depuis 1985. Au palais Brongniart, les échanges quotidiens sur le marché à règlement mensuel ont difficilement franchi les 2 milliards de francs contre 3 milliards en 1989. Et la baisse du volume réel des ordres sur le marché des actions dépasse les 30 %.

Cette désaffection s'explique aussi par de nombreux accidents de parcours. Champion toutes catégories, le Japon, après

l'affaire Recruit Cosmos, à laquelle dirigeants politiques et industriels furent mêlés, a été éclaboussé par de nouveaux scandales boursiers qui ont mis en cause des personnalités bancaires. Aux Etats-Unis, la condamnation à dix ans de prison de Michael Milken, l'inventeur des junk bonds (obligations pumées), et la déconfiture de la société Drexel Burnham Lambert, dont il était devenu presque l'âme, ont sonné le glas d'une époque, celle des OPA faciles.

En Grande-Bretagne, la faillite de Polly Peck, groupe dirigé par l'homme d'affaires chypriote-turc, Asil Nadir, a confirmé la fragilité de ces jeunes et brillantes étoiles de la Bourse au parcours trop fulgurant. En France, le dépôt de bilan de la société de Bourse Tuffier Ravier Py, victime d'une expansion mal maîtrisée, a remis en question la notion de sécurité des produits boursiers.

Enfin, les tensions sur les taux d'intérêt dans le monde se sont conjuguées à la pénurie des disponibilités monétaires et aux difficultés du système bancaire américain. Ne disposant plus des moyens financiers nécessaires à leurs acquisitions, les entreprises ont été nombreuses à se recentrer sur leurs points forts et à s'efforcer de se désendetter. Les marchés paraissent entrés dans une ère de vaches maigres, avec la crainte que le phénomène n'amplifie les turbulences.

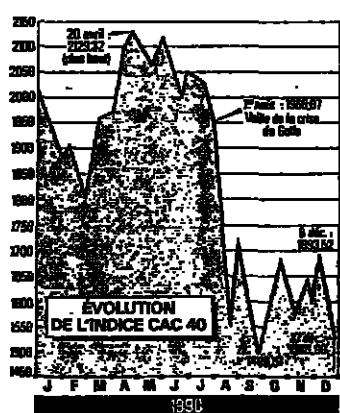
Dossier établi par François Bostravaron, André Dessot, Chantal Dunoyer, Dominique Gaillois et François Renard, avec la participation de Françoise Holtz.

Bourse de Paris : la fin d'une époque

Après les performances de ces deux dernières années (48 % de hausse en 1988, 33,3 % en 1989 malgré le mini-krach), qui ont effacé le sinistre souvenir de 1987 (-29,4 %), la Bourse française a de nouveau vécu une période agitée et a perdu 24,14 % de sa valeur. A la dépression des premiers mois a suivi une phase euphorique peu avant les premiers jours de mai. Le marché a ensuite sombré dans la léthargie avant d'entrer dans une zone de turbulence dès le mois d'août avec la crise du Golfe.

A la surprise générale, après l'euphorie née de l'effondrement du mur de Berlin le 9 novembre 1989, la hausse n'était pas un rendez-vous de la nouvelle décennie. Au contraire un « krach larvé » venu de Tokyo aux premiers jours de janvier a contaminé la plupart des places mondiales, touchant particulièrement la Bourse française. Le 26 février, au plus fort de la tourmente, la chute par rapport à son niveau de fin d'année dépassait

10 %. Or, paradoxalement, rarement la conjoncture économique ne semblait aussi favorable, avec des prévisions de croissance annuelle dépassant 3 %, une inflation maîtrisée, un franc fort et même une marge de manœuvre à la baisse pour les taux d'intérêt. Les investisseurs étrangers étaient alors les premiers à se rendre compte du décalage de la situation et procédaient à des investissements massifs dès le milieu du mois de mars. Tant et si bien que pour ne pas rater le train de la reprise, les gestionnaires français le prenaient en compte et amplifiaient ainsi le mouvement. La liquidation d'avril fut particulièrement brillante, s'achevant sur un gain de 11,24 % et un record historique pour l'indice CAC 40. Le 20 du même mois, il culminait à 2129,32 points. Las ! Tout a une fin et se retirant sans crier gare pour investir leur gain sur d'autres places plus attrayantes, comme New-York, les intervenants étran-



gers stopperont près de deux mois de hausse. Toutefois, la décadence fut progressive avant le coup de frein un peu brutal donné par le gouvernement.

Premier coup de semonce, le 9 mai, avec le dépôt à l'Assemblée d'une motion de censure sur la loi d'amnistie. L'imminence du scrutin devait ralentir les initiatives. L'orage passé, l'optimisme revint et la Bourse s'offrit un petit bouquet de hausses. Simultanément, la capitalisation boursière de Paris dépassa pour la première fois de son histoire les 2 000 milliards de francs. Trois semaines plus tard, le 29 mai, le déclenchement d'une offensive sociale par le président de la République, à Auxerre, marquant ceux qui gagnent de l'argent en dormant, jetait un froid sur le marché. Froid d'autant plus dangereux qu'un député socialiste, M. François Hollande, présentait au même moment un rapport consacré à la fiscalité du patrimoine, proposant d'accroître les plus-values mobilières. Ces propos contribuèrent au ralentissement de l'activité dans un marché affecté depuis quelques semaines par les premières révisions à la baisse des résultats des entreprises et par la chute de Wall Street fin juillet en raison des craintes de récession. La Bourse était donc revenue au point mort (0,02 % depuis le début de l'année) à la veille de l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août.

Le coup de force de Saddam Hussein provoquant instantanément un quasi-doublement des prix du pétrole à près de 40 dollars le baril et une chute des marchés boursiers dans le monde entier. Paris n'échappait pas à ce vent d'inquiétude. La journée du jeudi 2 août fut littéralement noire, avec une chute des cours durant la séance de 3,13 % accompagnée d'un gonflement des transactions (3,16 milliards de francs contre 1,66 milliard la veille). La décision du président américain, George Bush, d'envoyer les marines défendre l'Arabie saoudite et de mettre fin à l'escalade expansionniste de l'Irak inquiéta plus qu'elle ne rassura. La perspective d'un conflit armé provoquait de nouvelles secousses. Mini-krach, débacle, krach mon, chaque commentateur y allait de son couplet pour qualifier la dépression brutale des marchés. Le mois d'août s'achevait sur un score véritablement désastreux, avec une baisse moyenne des cours de 21,95 %. Battus les tristes records établis en mai 1981

(-21,51 %), après l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République, et en octobre 1987 (-21,19 %), à la suite de la première vague de la crise boursière. Toutefois, celle d'août 1990, à la différence des précédentes, s'est effectuée sans panique, avec peu de transactions.

Dans cette ambiance tourmentée, les reprises éphémères sont parfois aussi très vives. Lundi 27 août, la journée s'illustra par une performance spectaculaire (+5,09 %), la hissant parmi les plus fortes progressions historiques. Jusqu'à la fin de l'année, le marché vivra sous l'emprise des événements du Golfe, et des publications confirmeront le ralentissement de l'économie française et la baisse des résultats des entreprises. Coté valeurs, beaucoup furent littéralement massacrées, notamment Ceres, Michelin, Dassault électronique, Valeo, avec des pertes sur l'année oscillant entre 70 % et 50 %. L'indice CAC 40 tombait à

son plus bas de l'année le 25 septembre (1485,39).

A partir de la fin novembre, l'espoir d'un règlement pacifique provoquait une reprise éphémère avant une nouvelle baisse. Le vote à l'ONU, le 29 novembre, d'une résolution autorisant le recours à la force contre l'Irak si les troupes de ce pays n'ont pas évacué le Koweït le 15 janvier prochain était accueilli avec scepticisme. En revanche, vingt-quatre heures plus tard, l'annonce surprise du président Bush d'envoyer à Bagdad son secrétaire d'Etat et d'inviter le ministre irakien des affaires étrangères à se rendre à Washington provoquait une détente sur les marchés pétroliers, avec un baril retombant sous les 26 dollars, et une flambée des marchés boursiers. Du 3 au 7 décembre, les valeurs progressaient en moyenne de 5,3 % avec un volume d'activité important, et même record pour l'année. Le 6 décembre, les échanges sur le marché à règlement

mensuel dépassaient les 4,4 milliards de francs. Le tassement général de l'activité, l'absence d'OPA à l'exception de la bataille autour de la SAE déclenchée en fin d'année et la concurrence vive entre les intermédiaires ont entraîné la poursuite du mouvement de concentration des sociétés de Bourse entre les mains des banques et la réduction drastique de leurs effectifs. L'une d'entre elles, Tuffier Ravier Py, a été même contrainte de déposer son bilan à la mi-janvier, provoquant un véritable traumatisme chez les clients dont les comptes ont été bloqués pendant de longs mois, même après la reprise en septembre de Tuffier par Altus Finance et la Cogespar. Enfin, malgré ce tassement de l'activité, l'UAP n'a pas hésité à procéder au début d'année à la plus importante augmentation de capital jamais réalisée en France en levant 10,6 milliards de francs. Toutefois, le placement fut mieux accueilli à l'étranger que dans l'Hexagone.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

COMPARTIMENTS	5 janv. 1990	Plus haut 1989	Plus bas 1990	21 déc. 1989	DNE en %
Indice général					
Indice général	100,7	104	73,2	74,6	-25,4
Valeurs françaises à revenu variable	101	103,5	75	75,6	-24,6
Valeurs industrielles	102,6	102,7	76,4	80,1	-19,9
Valeurs étrangères	103,8	136,2	100,0	111,2	+11,2
Pétrole, énergie	101	101	71,5	74,5	-25,5
Chimie	98,9	101,1	57,8	57,8	-42,2
Métallurgie, mécanique	102,9	113,1	83,9	93,4	-6,6
Electricité, électronique	101,8	101,8	63,8	65,9	-34,1
Bâtiment et matériaux	99,6	99,6	64,5	64,5	-35,5
Ind. de consommation non alimentaire	100	100,4	75,3	76,6	-23,4
Agricole	99,4	99,4	69,2	76,1	-23,9
Distribution	100,2	117,9	82,5	86,7	-13,3
Transport, loisirs, services	99,8	103,1	69,5	74	-26
Assurances	100,9	113,7	68,1	69,8	-30,2
Credit, banque	100,6	100,6	75,1	78,2	-21,8
Sociétés	99,3	100,5	71,4	80	-20
Immobilier et foncier	100,8	100,9	62,4	64,8	-35,2
Investissement et portefeuille					
Base 100 : 29 décembre 1989					
Valeurs françaises à revenu fixe	98,7	99,5	95	97,2	-2,8
Emprunts d'Etat	99,1	99,7	95,5	97,6	-2,4
Emprunts garantis et assimilés	98,3	99,7	95	97	-3
Sociétés	99	99,3	94,8	97	-3
Base 100 en 1949					
Valeurs françaises à revenu variable	4 626,2	4 777,8	3 362,3	3 427,1	-25,9
Valeurs étrangères	4 799,6	4 804,3	3 574,0	3 747	-21,9
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice général	554,7	564,62	410,18	416,5	-24,9
Produits de base	380,4	429,78	335,57	338,9	-10,9
Construction	532,2	583,63	390,53	399,3	-25
Biens d'équipement	360,2	372,44	243,58	251,6	-30,1
Biens de consommation durables	611,2	616,84	322,76	338,8	-44,6
Biens de consommation non durables	667	686,46	480,94	492,2	-26,2
Biens de consommation alimentaires	366,9	373,15	231,76	246,2	-25,5
Services	556	586,37	428,69	452,1	-18,7
Sociétés financières	679,2	679,25	440,62	459,4	-32,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	587,1	587,17	372,70	373,5	-36,4
Valeurs industrielles	522,4	539,91	394,96	392,1	-24,9
Bourses régionales					
Base 100 : 31 décembre 1984					
Indice général	389,4	389,4	256,4	252,2	-35,2
Second marché					
Base 100 : 31 décembre 1984					
Indice général	227,3	238,4	176,3	176,3	-22,4

Emissions et transactions : recul des actions

Resté pratiquement étale en 1989 après une progression de 24 % en 1988, le volume des transactions à la Bourse de Paris a fléchi d'un peu moins de 2 % en 1990, revenant de 3 800 milliards à environ 3 840 milliards de francs. Ce recul est imputable uniquement au marché des actions, qui a reculé de 11 %, en raison essentiellement de la crise du Golfe. Cette dernière, au cours du second semestre, a fait baisser à la fois les cours et les transactions. A 640 milliards de francs, les échanges se retrouvent tout de même bien au-dessus de ceux de 1988 (456 milliards de francs) et consolident donc le bond de 60 % effectué en 1988.

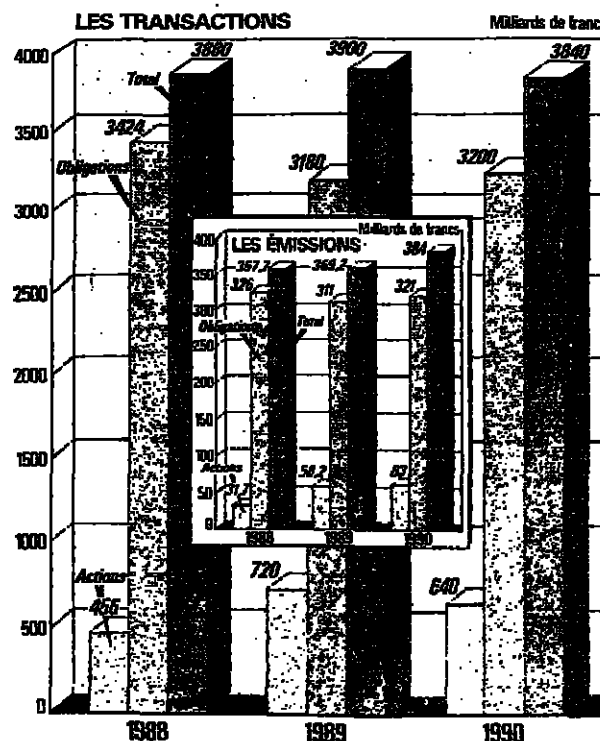
Quant au marché des obligations, en régression de 7 % en 1989, après de très fortes progressions les deux années précédentes, il s'est pratiquement stabilisé à 3 200 milliards de francs. Sur le front des émissions, le volume global a légèrement augmenté, tant sur les obligations que sur les actions. Pour ces dernières, le gros des émissions a été effectué au premier semestre avant la crise du Golfe, à l'exception notamment d'Eurotunnel. Au total, les sociétés françaises auront fait appel à l'épargne publique pour 63 milliards de francs en 1990, contre 58,7 milliards de francs en 1989. En tête vient l'UAP (10 milliards de francs) suivie d'Eurotunnel (5 milliards de francs) et Accor (1,9 milliard de francs). Dans ces 63 milliards de francs contre 12,6 milliards de

francs résultant de l'exercice de bons de souscription et 8,8 milliards de francs de paiements de dividendes sous forme d'actions. Quant aux obligations, le total des émissions a peu augmenté, à 3 212 milliards de francs, contre 3 107 milliards de francs en 1989.

L'Etat aura emprunté 137 milliards de francs en brut. De ce total, il faut déduire les émissions d'obligations assimilables du Trésor pour rembourser les obligations renouvelables (ORT) livrées en paiement pour

13,27 milliards de francs, ce qui le ramène à 124 milliards de francs, contre 97,6 milliards de francs en 1989, et à 116 milliards de francs, si on tient compte des émissions effectuées pour la première fois au-dessous de leur valeur nominale.

Notons enfin un recul des emprunts à taux variable (-33 %) à 45,6 milliards de francs, et une augmentation des émissions d'obligations convertibles à 21,4 milliards de francs, contre 18,68 milliards de francs.



CHAMPS ECONOMIQUES

LE MARCHÉ DE PARIS EN 1990

BANQUE

Net tassement

Avec une tension sur les taux d'intérêt, un environnement économique en net ralentissement et une concurrence très vive entre banques, l'année n'a pas été des meilleures pour les établissements financiers. La baisse moyenne des cours a alors été de 30 %. Des événements dans ce secteur, le plus important restera l'OPA ratée de Paribas sur la Navigation mixte et ses conséquences. Cet échec a entraîné une modification à la tête de cette compagnie financière devenue société de conseil de surveillance et de direction. M. André Lévy Lang, président de la Compagnie bancaire, a pris les rênes au mois de mai du directeur de Paribas, l'ancien président M. Michel François-Poncet étant nommé à la

tête du conseil de surveillance. Entre-temps, la participation de Paribas dans la Navigation mixte a été ramenée de 40,5 % à 30 % et celle de la Mixte dans Paribas de 12,7 % à 9,7 %. Cette réduction entraine dans le cadre de l'armistice signé entre les deux groupes. De leur côté la Compagnie financière du CFC et la Banque de l'union européenne ont fusionné donnant naissance à la Compagnie financière de l'union européenne. Le Crédit lyonnais a poursuivi sa stratégie de construction d'une banque à l'allemande. Enfin, Altus Finance (Crédit lyonnais) a lancé une OPA sur la BAFIP.

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
BAFIP (1)	388	400	177,6	177,6
Bail Investissement	1 020	1 025	746	810
Banque (Cie)	430	665	321	475
BNP (certificat d'investissement)	430	492	211,1	226,9
CCF	218,5	265	140,2	150
CIC (certificats d'investissements privilégiés)	244,1	282	150	151
Comptoir des entrepreneurs	245,5	440	230	263
Crédit foncier de France	1 288	1 433	803	865
Crédit lyonnais (certificat d'investissement)	707	901	490	560
Crédit national	1 189	1 594	856	960
Interbail	537	541	365,1	410
Locofrance	510	549	380	415
Locindus	875	881	596	650
Midland Bank	180	184	71,5	93
Paribas	729	725	414	462
CRP	480	514	236,9	326,9
Société générale	531	635	330,1	400,1
SOVAC	777	794	464	520
UCB	245	274,5	135	145,2
UCB Locobail	158	494	179	192
UIC (2)	1 130	1 070	703,59	764
VIA Banque	406	440	346	378

(1) OPA sur la BAFIP par Altus Finance (248,50 francs par action).
(2) Attribution gratuite à raison d'1 pour 6.

INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE

Vivement affectées

La crise du Golfe a énormément pesé sur les sociétés d'investissements et de portefeuilles dont les participations sont allées en se dépréciant. L'exemple le plus marquant dans cette catégorie reste Cerus, le holding français de M. Carlo de Benedetti avec une chute de plus de 70 % du cours de l'action. Le titre est même passé en dessous de sa valeur nominale (200 francs). Outre la dépréciation de ses participations, Cerus subit le poids d'un endettement très lourd (4,5 milliards de francs) dû à l'échec de son raid sur la Société générale de Belgique (SGB) en 1988. La stratégie est donc à présent de se désendetter en vendant les participations non stratégiques pour se concentrer sur Valco, Dumenil Leblé et Suez. Cerus a donc cédé ses parts dans Arnault et Associés au

Crédit lyonnais, cherche un acquéreur pour Yves Saint Laurent tout comme pour la SGB dont il a vendu déjà une part à Suez. Cette compagnie financière de la rue d'Astorg a désigné à sa tête le 12 octobre M. Gérard Worms à la suite de la maladie et du décès de M. Renaud de la Genière. La perspective de cette succession avait entraîné au début de l'automne une vive agitation autour de cette valeur à l'actionnaire fragile. Axia s'est ainsi renforcé, portant sa part à 3 %. Enfin, les Chargeurs, après avoir cédé UTA à Air France, ont décidé de se concentrer dans deux domaines, le textile et la communication. Schneider a pris le contrôle, en mars, de Federal Pioneer Corp., le numéro un de la distribution électrique canadienne, pour 1,4 milliard de francs.

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Chargeurs SA	1 310	1 400	650	666
CGIP	1 568	1 558	805	830
Eurofinance	2 680	2 708	1 251	1 323
La Hénin	633	724	460	471
Marine Wendel	494	494	237	275
Midi (Cie du)	1 440	1 445	810	995
Navigation mixte	1 900	2 350	1 100	1 300
Schneider	947	1 179	575	669
Suez (Cie)	448,90	505	255	196,10
Cerus	449	459	114	121

VALEURS A REVENUE FIXE

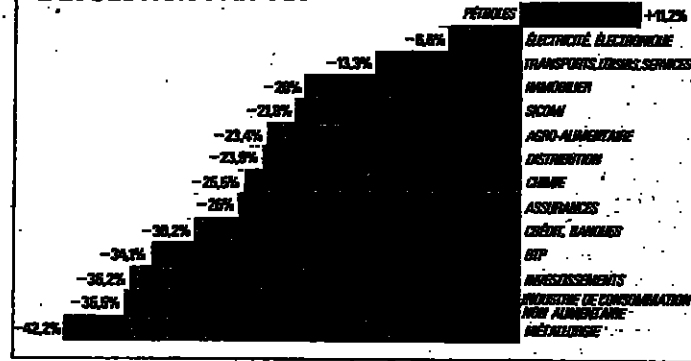
Nouveau recul

L'année 1990 n'a pas été plus favorable que l'année 1989 pour les valeurs à revenu fixe, et cela, pour la même raison : une nouvelle hausse des rendements a, derechef, déprimé les cours des obligations.

Les taux d'intérêt à long terme

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
CNE 3 %	3 834	3 900	3 620	3 860
8,80 % 1977	121,35	121	117	119,40
14,60 % février 1983	1 04,35	104,26	100,59	100,66
12,90 % mars 1984	102,75	102,75	100,44	100,50
11 % février 1985	108,65	108,60	101,68	104,65
8,125 % mai 1990	92,47	92,35	85,60	89,60
7,50 % juillet 2001	87,35	-	-	-
8,50 % 2012	92,15	120	79,90	85,60
8,50 % 2019	91,90	91,20	78,20	85,05

L'ÉVOLUTION PAR SECTEUR



Source : Indices INSEE

ASSURANCE

Augmentations de capital

De tous les compartiments, l'un des plus affectés cette année est celui des assurances avec une chute de 26 % des cours. A la faiblesse de la Bourse se sont ajoutées dans ce secteur d'importantes augmentations de capital qui ont pesé sur l'évolution des cours. En février, l'UAP lançait une augmentation de capital de 10,6 milliards de francs, la plus importante jamais réalisée en France (hors des privatisations). Dans ce cadre, la BNP participait pour 4 milliards de francs prenant ainsi 10 % des actions du numéro un français de l'assurance. En France, le placement étant plus difficile que prévu en raison du climat boursier, la part réservée à l'étranger était augmentée et passait du tiers à près de 40 %. En juin, le GAN, comme l'UAP, profitait des récentes ouvertures de

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
AGF (1)	1 185	673,5	390	457
Axa Midi Assurances (2)	360	375	157	243,1
Concorde	1 540	1 600	660	745
France (La) (3)	18 150	3 620	1 100	1 280
GAN (4)	2 300	2 470	1 580	1 675
Réassurances (Fr. de)	1 170	1 345	845	874
Rhin et Moselle (5)	1 400	1 360	801	890
UAP (6)	680	635	433	513

(1) Augmentation de 4,6 milliards de francs de capital par apport de titres détenus par l'Etat, division du titre par deux.
(2) Absorption de Drouot Assurances de Paternelle RD, Présence Vie et Présence Assurances. Puis OPE avec la Compagnie du Midi (4 Axa Midi Assurances pour 1 Midi).
(3) Division du nominal (5 actions nouvelles de 15 francs pour 1 action de 75 francs).
(4) Augmentation du capital de 3,6 milliards de francs (2,4 milliards immédiatement et 1,2 milliard à soulever par service des baux).
(5) Augmentation du capital par attribution d'actions gratuites (1 pour 1).
(6) Augmentation de capital de 10,6 milliards de francs, dont 4,5 milliards pour le public français. Prix d'émission 625 francs à raison d'1 pour 4.

DISTRIBUTION

A deux vitesses

Pour la distribution, les premiers résultats semestriels ont été mauvais. Casino a déposé une perte de 52,6 millions de francs contre un bénéfice de 114 millions de francs en 1989. La société a repris au mois d'avril La Roche Picarde pour 3 milliards de francs à la CFAO. Au cours de l'année, Casino a modifié ses structures juridiques, la société Eurosis devenant le seul associé commandité. Par l'intermédiaire de sa filiale Auto-Service, la société s'est associée avec le groupe Laurent (premier grossiste de pièces détachées automobiles) pour créer deux filiales communes, Casino a vendu le 14 décembre ses 172 stations-service à Shell et à Agip pour un montant de 660 millions de francs. Euromarché affiche encore 82 millions de pertes semestrielles, les problèmes de la SOCADIP, centrale d'achats d'Euromarché, à

laquelle CODEC était affiliée ont contribué à l'aggravation des résultats.

Les résultats semestriels des grands magasins sont meilleurs : retour au bénéfice pour le Printemps (57 millions de francs). Au mois de juillet, le Printemps a pris le contrôle des Magasins réunis de l'Est.

Les résultats (avant impôts) du BHV ont quadruplé au 1^{er} semestre 1990 par rapport à ceux de 1989. La société de portefeuilles suédoise Proventus a pris une participation de 19,1 % dans les Nouvelles Galeries et détient 16,5 % du capital du BHV. La Compagnie du Midi a acquis 10 % du capital des Galeries Lafayette au néo-zélandais Ron Brerley pour un montant de 241 millions de francs. Première implantation aux Etats-Unis prévue pour 1991, à New-York.

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Associations supermarchés (1)	2 606	2 783	1 150	1 522
BHV	785	823	501	686
Bon Marché	1 034	1 113	631	690
Carrefour	3 560	3 795	3 001	3 406
Casino	219	216,9	106	129
CFAO	112	134	42	33
Comptoirs modernes	1 214	1 239	951	1 095
Danart	4 240	4 330	1 770	1 770
Darty	1 090	1 081	635	659
Docks de France	5 750	5 880	2 720	3 863
Euromarché	4 810	4 950	2 802	3 340
Galeries Lafayette	2 011	2 250	1 410	1 562
Guyenne et Gascogne	1 230	1 315	831	1 045
Nouvelles Galeries	818	819	528	735
Printemps	730	785	416	575
Promodes	4 420	2 295	1 750	2 000
Redoute (La)	3 600	3 645	2 120	3 390
SCOA	43,25	47	13,1	14,1
Vimiprix	2 499	2 500	1 600	1 666

(1) Emission au prix unitaire de 2 100 F (1 pour 7).

Seul en tête

Sans afficher des niveaux comparables à ceux de fin 1989 (+ 41,7 %), le pétrole restera cette année le seul compartiment bénéficiaire et le seul à avoir su tirer profit de la crise du Golfe (+11,2 %). En demeurant la préoccupation principale et quotidienne de tous les places boursières depuis le 2 août, il a enregistré une des hausses les plus rapides de son histoire : de 15 dollars environ début juillet pour atteindre 40 dollars deux mois plus tard, soit 170 % d'augmentation. A la fin du

mois de novembre, devant la perspective d'éventuelles négociations pour débloquer la situation dans le Golfe conjuguées à la forte production constatée sur les marchés, l'or noir redescendait en dessous de 26 dollars. Ces mouvements se sont répercutés sur les prix à la pompe, bien sûr, mais aussi sur les bénéfices des compagnies pétrolières, dont les résultats, s'ils ont été moyens au premier semestre, devaient faire apparaître des marges plus confortables au terme de leur exercice.

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Elf-Aquitaine (1)	504	370	251	290
Esso	667	849	475	656
Francep	400	419	310	320
BP France	149,5	203	84,3	88,9
Sevrap	467	540	358	379,8
Total	374	734	308	646
Elf-Gabon	1 070	2 024	1 020	1 469

(1) Nominal porté de 10 F à 100 F, puis ramené de 100 F à 50 F.

Temps plus difficiles

Avec le ralentissement économique, les temps sont redevenus plus difficiles. La COFICA (groupe Compagnie bancaire) ne prévoit-elle pas une baisse de 5,1 % des immatriculations de véhicules automobile pour 1991 ?

En attendant, Michelin a commencé à souffrir. Après avoir enfin reçu le feu vert de l'administration américaine pour reprendre Uniroyal Goodrich, la firme de Clermont-Ferrand a pris la décision de supprimer 2 260 emplois dans ses usines suisses. Pour 1990, le groupe espère dans le rouge et devrait enregistrer un déficit de 2,3 milliards de francs après 2,45 milliards de bénéfices l'année précédente. Un plan de redressement a été mis en place.

Peugeot, qui vise la première place en Europe avec 14 % du marché mais en est encore loin, a dû réviser en baisse ses prévisions de bénéfices pour l'exercice écoulé. Selon son président, M. Jacques Calvet, ce bénéfice « sera peut-être un peu moins proche de celui de 1989 (10,3 mil-

liards de francs), que je ne le pensais ».

La nouvelle ZX de Citroën sera lancée à la fin du troisième trimestre 91... qui sera, de l'avis de M. J. Calvet, « assez intéressante ». Quoi qu'il en soit, M. F. Saint-Geours, directeur général d'Automobiles Peugeot parie sur une reprise du marché automobile européen à la mi-91.

Valco a mis en fin d'année un point final à son plan de recentrage en revendant ses activités dans le freinage (sauf matériaux de friction) et dans la fabrication d'avertisseurs.

La progression de son chiffre d'affaires pourrait être un peu moins forte qu'attendue, qui devrait seulement atteindre 21,5 milliards de francs (au lieu de 22 milliards). Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est élevé à 631 millions de francs (- 13 %). Il a représenté un peu plus de 4 % du chiffre d'affaires. A cause de l'inconnu du quatrième trimestre, Valco s'interdit de faire des pronostics pour l'exercice entier.

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Jaguar	259	260	40	40
Michelin	168	177,9	27,35	63,15
Peugeot	830	928	468	505
Valco	849	850	287	341,90

Reclassements

Si le bâtiment n'est plus « dernier de la classe » comme l'année précédente avec un gain de 11,4 %, il se situe, malgré tout, plutôt éloigné du radiateur pour celui qui vient de s'écouler avec une baisse de 34 %. La métallurgie et les industries de consommation non alimentaire se partageant le bouquet d'une baisse vaquante. Ce compartiment pour lequel les analystes prévoyaient une croissance de l'ordre de 3 % pour ces douze derniers mois n'aura pu tenir ses promesses.

Les deux faits marquants de l'année ont été, sans conteste, les « reclassements » observés dans le BTP, et dans une proportion, certes moindre, toutes les affaires de fusions-acquisitions qui n'ont pas épargné quelques grands noms du bâtiment.

A la recherche de l'effet de taille, les majors se sont lancées dans des opérations de restructuration. Ce fut

le cas notamment de la fusion de Dumez et de la Lyonnaise des Eaux au cours de l'été. D'autre part, les grands du BTP ont continué à se renforcer à l'étranger. Après l'Espagne et le Portugal, Dumez et GTM Entrepose ont jeté leur dévolu sur l'Allemagne vivement intéressés par les chantiers liés de la réunification. Il y eut aussi le « raid » initié au début de l'année par le groupe immobilier Pelège sur l'Auxiliaire d'Entrepose qui, d'une participation initiale de 3 % la porta à 33,08 % au mois de décembre, malgré des déclarations « pacifistes » de M. Pelège peu avant l'été, assurant qu'il renouait à prendre le contrôle de la SAE. L'offensive reprenait en fin d'année avec la participation du groupe de BTP Odisa qui avait acquis entre-temps 15 % de la SAE se plaçant en arbitre entre la direction de la SAE et Pelège.

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Auxiliaire d'entreprises	1 51	1 250	735	1 186
Bonygnon	680	692	361	425
Ciments français	1 670	1 815	910	920
GTI-Entrepose (1)	1 920	2 220	390	420
GTM-Entrepose (1)	1 192	480	275	311
Lafarge-Coppée	1 570	500	306,5	406,5
Poliet	625	660	365	405
SGE	253,5	279	154,1	163,6
SPIE Batignolles	735	900	351	376,1

(1) Division du titre par 4.

Jeudi 10/15

CHAMPS ECONOMIQUES

LE MARCHÉ DE PARIS EN 1990

AGRO-ALIMENTAIRE

Restructurations

Le compartiment des valeurs agroalimentaires a enregistré une baisse de 23 %, résultat sensible meilleur que la moyenne des autres secteurs.

« Perrier, c'est fou ! » A la suite de la découverte de benzène dans 13 bouteilles aux Etats-Unis, le groupe retire de la vente l'ensemble de son stock d'eau minérale. Coût de l'opération : 200 millions de francs. Malgré l'« effet benzène », le résultat du premier semestre a fait un bond de 115 % (856 millions de francs), en tenant compte des plus-values de cessions réalisées sur les boissons Oasis, Bati et Atoil et de celles de la société Acova (radiateur de décoration).

Un des événements marquants pour BSN a été la cession à LVMH des maisons de champagne Pommery et Lanson pour un montant de 3,1 milliards de francs, cette vente correspondant à la poursuite

de désinvestissements de BSN dans les secteurs où ses parts de marché sont faibles. Ainsi la société a-t-elle vendu la General Biscuit of America au groupe Iavis en août dernier. Le groupe a également effectué de nombreux investissements en Italie, en Europe de l'Est et en Asie.

Avec les dernières acquisitions rachetées au groupe BSN, LVMH contrôle le quart du marché du champagne. Le groupe a porté sa participation dans Guinness à 24 %, une opération de 8 milliards de francs. Afin de s'implanter sur le marché espagnol, LVMH a pris une participation de 10,75 % dans le capital de Loewe SA.

Au début de l'année, Pernod Ricard réussit son OPA sur le groupe australien Wyndham, producteur de vins et rachète par l'intermédiaire de SVF, la maison de négoce bordelaise Alexis Lichine.

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Beghin-Say	717	945	601	601
Bouygues	3 238	3 482	2 205	2 205
BSN	760	908	685	738
LVMH	5 380	5 530	3 105	3 430
Olivier	403	455	242,5	242,5
Pernod-Ricard (1)	1 500	1 575	852	937
Saint-Louis B.	1 594	1 645	1 000	1 230
Source Perrier	1 892	1 885	995	1 140
Nestlé	33 000	36 000	26 500	29 480

(1) Attribution gratuite : 1 pour 5.

Recentrage

Le secteur de la construction mécanique a fortement pâti du mauvais climat boursier cette année avec près de 43 % de dépréciation des cours.

Parmi les opérations les plus importantes figure la contre-OPA amicale de 11 milliards de francs

deux groupes étant liés depuis longtemps par des participations croisées.

Parmi les autres valeurs de ce compartiment, Dassault-Aviation a encore souffert de la conjoncture et des décisions du gouvernement

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Dassault Aviation	540	729	370	405
De Dietrich	2 226	2 230	1 115	1 470
Facem	1 619	1 980	1 065	1 276
Fichtel-Bauche	1 220	1 475	905	920
Fives-Lille	392	485	195	204
Sagem	1 560	1 705	1 256	1 301
Saint-Gobain (1)	633	670	320	361

(1) Augmentation de capital par absorption de la société Offices (3 actions Saint-Gobain pour 14 Offices).

lancée en avril par Saint-Gobain sur la totalité du capital de Norton. Ce fabricant américain d'abrasifs et de céramiques était alors victime d'un raid lancé par le conglomérat britannique BTR.

Cette acquisition réalisée, les dirigeants de Saint-Gobain ont décrété une pause des investissements jusqu'en 1992, pour réduire l'endettement du groupe.

D'autre part, la Générale des eaux s'est renforcée légèrement dans le capital de Saint-Gobain, les

français de réduire ses commandes d'avions de combat en 1991. M. Serge Dassault, président du groupe, a confirmé le 20 novembre la conversion progressive de son entreprise vers l'aéronautique civile.

Aujourd'hui vouée pour 70 % de son activité au domaine militaire, où Mirage et Rafale occupent la meilleure part, Dassault espère d'ici à 1995 travailler à 60 % pour l'aviation d'affaires et le secteur spatial.

Compartiment sinistré

Le compartiment de la consommation agroalimentaire fait partie des grands sinistrés de l'année 1990 en Bourse avec une perte de l'ordre de 36 %.

Afin de mettre en échec d'éventuels radeurs, DMC a mis en place un pacte d'actionnaires qui détiend 30 % du capital de la société de textiles.

Par ailleurs, DMC et Unikita, l'un des premiers groupes japonais du textile négociaient en fin d'année un accord pour l'implantation en France d'une société conjointe de production de fibres textiles synthétiques.

Epilège de l'OPA ratée par Valéo en 1988, Michel Thirry, l'un des principaux fournisseurs d'Epéda Bertrand Faure a pris une participation significative dans le groupe, en accord avec M. Pierre Richier, PDG d'Epéda (10 %).

Lechaire, filiale du groupe, a pris la dénomination de Bertrand Faure, holding qui contrôle désormais Epéda et Mérimos pour la literie, Delsey pour les bagages, Rastier Figeac pour l'aéronautique et Bertrand Faure pour les sièges auto-

mobiles. En Allemagne, Bertrand Faure Automobiles a pris le contrôle de Rentrop, deuxième fabricant allemand de sièges pour automobiles.

Hachette, candidat autrefois malheureux au rachat de TF 1, a obtenu du CSA la reprise de la Cinq, devenant aux côtés de M. Silvio Berlusconi le principal actionnaire de cette chaîne (25 %).

M. Yves Sabouret s'est installé

Activité soutenue

Le secteur des services, très diversifié dans sa composition, n'a pas trop mal tiré son épingle du jeu, ne cédant que 15,6 %, soit la troisième « meilleure » performance de la Bourse. Pour Accor, l'année 1990 devait être bonne, avec un bénéfice de l'ordre de 800 millions de francs, selon les prévisions des responsables du groupe. En tête des groupes mondiaux de l'hôtellerie, Accor a acquis la première chaîne américaine d'hôtellerie économique, Motel Six, pour 7,2 milliards de francs. Victime de son succès, la chaîne cryptée Canal Plus a dû suspendre pendant trois mois ses abonnements en raison

210 banques qui financent ce projet. En effet, le coût des travaux a augmenté de 50 % par rapport aux prévisions. Le consortium a réalisé à la fin du mois de novembre une augmentation de capital de 5,66 milliards de francs. Un an après l'introduction des titres Eurodisneyland à la Bourse de Paris, les dirigeants comptent accélérer la deuxième phase du projet, le MGM studio dont ils prévoient l'ouverture en 1995.

Europe N° 1 qui a pris cette année 51 % du capital de Multiplignes Conseil, première société dans le

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Accor (1)	908	1 077	623	680
Bic	640	729	258	267
Canal Plus	768	993	738	850
Cap Gemini (2)	500	490	326,10	358
Club Méditerranée	710	793	380,20	475
Eaux (Générale des) (3)	2 336	2 760	1 981	2 221
Lyonnaise des Eaux-Dumez (4)	589	755	421	496
Europe 1	1 082	1 449	841	1 134
Eurotunnel (5)	92,20	117	73,30	95,50
Sodexho	57,85	61,85	30,20	36,80
	745	772	373	495

(1) Augmentation de capital : 1 000 F à raison de 1 pour 10.
(2) Augmentation de capital : attribution d'actions gratuites 1 pour 10.
(3) Augmentation de capital : émission d'obligations convertibles avec bons de souscription d'actions pour 4,5 milliards de francs.
(4) Fusion Lyonnaise-Dumez : 4 Lyonnaise des Eaux pour 3 Dumez.
(5) Augmentation de capital : 5,6 milliards de francs, prix unitaire 28,25 francs. Droit préférentiel à raison de 3 nouvelles pour 5 anciennes.

d'une pénurie de décodeurs. En Scandinavie, le groupe a acheté 25 % de la chaîne à péage SF Suco.

La Générale des Eaux s'attend pour 1990 à un bénéfice de 2,2 milliards de francs. Par sa filiale Immobilière Phénix, le groupe s'est lancé dans l'hôtellerie en rachetant le patrimoine parisien de Jeandot (20 hôtels).

La Lyonnaise des eaux, devenue Lyonnaise des eaux-Dumez, depuis sa fusion au cours de l'été avec le numéro deux du BTP va se resserrer sur ses activités prioritaires (environnement et aménagement). La parité d'échange est de 4 actions nouvelles pour 3 Dumez. Les actions Dumez seront cotées sur le marché au comptant jusqu'au 31 janvier 1991.

Le Club Méditerranée, dont l'exercice s'est achevé le 31 octobre, devrait réaliser un bénéfice net de 365 millions de francs (+8 %). Fort du succès de son paquebot Club Med One, le premier groupe mondial de vacances, le Club Méditerranée a commandé un second paquebot à voiles. Le groupe de M. Trigani a signé un accord mondial avec American Express, valable cinq ans, aux termes duquel les deux sociétés se consentent mutuellement un certain nombre d'avantages dans le monde.

Cap Gemini Societ, groupe de services informatiques, a poursuivi sa politique de croissance externe en rachetant tout à tour la principale société britannique de services informatiques Hoskyns, la société allemande SCS et la firme américaine United Research (64 % du capital).

Peu de semaines avant que la première jonction du tunnel sous la Manche soit réalisée, la société Eurotunnel a obtenu un prêt complémentaire de 21 milliards de francs des

marketing téléphonique, a mis le cap sur les pays de l'Est en signant, notamment, un accord de partenariat avec la radiotélévision soviétique afin de créer une radio commerciale à Moscou. Le groupe s'est également implanté en Tchécoslovaquie.

Pour Sodexho, premier groupe de restauration collective, le projet d'alliance avec les Wagons-Lits s'est soldé à l'automne par un échec. Grâce notamment à une réduction des contrats en Amérique du Nord, le bénéfice net du groupe a augmenté de 17 % pour l'exercice s'achevant le 31 août, pour atteindre 151,5 millions de francs.

CHIMIE

Turbulences

Après quatre années superbes, l'industrie chimique s'est fait secouer en 1990 dans d'assez fortes turbulences dues aux violents cisaillements du vent conjoncturel créés, d'un côté, par la chute du dollar, de l'autre, par la hausse des matières premières et des prix de l'énergie. Conséquences : ses revenus et, surtout, ses bénéfices, ont fortement baissé. Sa croissance, de 5 % en 1989, s'est littéralement effondrée (+0,5 %).

Toutes les entreprises du secteur ont souffert, à commencer par les géants allemands (Hoechst, Bayer, BASF) et britannique (ICI), dont la masse des profits a, en moyenne, diminué de 20 %, avec, ponctuellement, des creux à plus de 40 %.

Rhône-Poulenc, le numéro un français, a été d'autant moins épargné, que le rachat de la firme pharmaceutique américaine Rorer à laquelle sa division « Santé » (Mérix excepté) a été rattachée au début de l'été - l'ensemble est devenu le sixième fabricant mondial de médicaments - a pesé sur les comptes du groupe nationalisé, tant par son coût que par les frais de restructuration. Combles de malchance : la filiale brésilienne, malmenée par le plan Collor, a encore subi de lourdes pertes. Le président J.-R. Fourtou espère néanmoins, qu'après l'important déficit attendu pour 1990, le retour aux bénéfices se fera en 1991. En attendant, Rhône-Poulenc réduit son dividende.

En même temps, les 35 % de Roussel-Uclaf, détenus par l'Etat, ont été transférés au groupe chimique national, qui, pour régler la facture, a augmenté son capital de 4,7 milliards de francs. L'émission ayant été réservée à son grand actionnaire, le groupe se retrouve donc débiteur de cette

somme à l'Etat. Pour clore le chapitre Roussel-Uclaf, ajoutons que la firme du boulevard des Invalides se porte toujours comme le Pont-Neuf, mais, à cause du mauvais temps et du rachat de plusieurs petites entreprises européennes, la progression de ses profits (+40 % en 1989) s'arrêtera net, après un espoir initial de les voir encore monter de 10 %.

Notons la disparition d'ORKEM (ex-Cdf-Chimie) dont les actifs ont été répartis entre Total-Chimie et ATOCHEM (Eli).

Devenu numéro un mondial des vaccins (30 % du marché) après le rachat du canadien Connaught, Mérix va encaisser de plein fouet la baisse du dollar. Ses bénéfices devraient diminuer de 47 %. L'Institut avait tablé sur 1 milliard de francs de cessions d'actifs. Il n'y en a pas eu pour 700 millions et les plus-values ont manqué pour arrondir le résultat.

Superbe et indifférent, L'Air liquide traverse une fois de plus la crise d'un pas nonchalant. Le géant mondial des gaz industriels a placé ses pions en ex-RDA et s'apprête à décaisser près de 1 milliard de francs pour renforcer son implantation au Japon, s'installer aussi en Corée et à Taiwan.

Arjomari s'est rapproché de la firme britannique Wiggins Teape Appleton (WTA) et forme avec elle un nouveau grand de la papeterie européenne, pesant 26 milliards de francs de chiffre d'affaires, qui devrait être capable de mieux résister à l'offensive scandinave et japonaise. Ainsi Arjomari-WTA couvrira à lui seul 25 % des besoins français en papier d'impression.

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Arjomari (1)	3 090	3 185	1 510	1 579
L'Air liquide (2)	680	723	529	625
Institut Mérix	6 180	6 200	2 713	3 160
Roussel Uclaf	2 220	2 380	1 606	1 925
Sanoil	1 130	1 164	651	730

(1) Augmentation de capital à 188,8 millions de francs pour paiement dividende et absorption de Papeteries Canson et Montgolfier.
(2) Gratuite : 1 pour 10.

MATERIEL ELECTRIQUE

Plus résistant

Parmi les trainards à la fin de l'année précédente, le matériel électrique a été cette fois-ci le secteur de la cote qui a le mieux résisté en 1990. Les entreprises, dont les actions le composent ne se sont, il est vrai, pas trop mal tirées d'affaire.

Devenue Alcatel-Alsthom-CGE, l'ex-CGE devrait, au dire de son président, dégager un résultat accru de 12 % pour un chiffre d'affaires en hausse de 5 %. Le groupe reste actionnaire à 44 % de Framatome revenu dans le giron de l'Etat.

Malgré l'incidence des événements du Golfe, Matra s'attend à maintenir, voir à améliorer un peu, ses bénéfices pour l'exercice écoulé

(605 millions de francs part du groupe pour 1989). La firme dirigée par M. Lagardère est devenue le premier actionnaire de Silex et le fournisseur de VAL à la RATP pour la future ligne METEOR.

Avec de l'avance sur le calendrier, Siemens, déjà propriétaire de 51,6 % d'IN2, a fini en octobre de racheter à Intertechnique le reliquat de sa participation, soit 16,6 %.

Delest, Intertechnique a fait son entrée dans la distribution électrique aéronautique en prenant le contrôle à 76 % du holding SOFIEC, maison mère de la Société française d'études et de constructions électromécaniques (SCE) par rachat des parts de fondateurs (31,5 %) ainsi que des 34,5 % détenus par Elf, Total et Gaz octan.

L'Electronique Serge Dassault est devenu Dassault Electronique. La firme bat de l'aile et s'attend à un résultat courant en très sensible diminution, dans une fourchette de 100 à 130 millions de francs. Cette détérioration des comptes est notamment due à la forte progression de la branche « études et développement », qui représente maintenant 40 % du chiffre d'affaires. Selon les spécialistes, un rapprochement avec Aérospatiale serait inéluctable.

Moulinex, c'est fini. M. Mantel, fondateur et président du groupe, a définitivement pris sa

retraite à la mi-décembre. Il a passé le flambeau au directeur général, M. Roland Darnenc, mettant ainsi un point final à la guerre de succession entre ce dernier et M. Michel Vannorenbergher, ancien directeur administratif et financier, licencié à l'automne, mais qui a porté l'affaire sur la place publique et devant les tribunaux. Peu avant Noël, le rachat de la firme allemande Krups (1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires) était à peu près acquis. Cette opération coûterait 500 millions de francs à Moulinex, dont 150 millions pour la restructuration de la firme allemande.

Le groupe Thomson enregistrera pour 1990 un résultat très inférieur aux 497 millions de francs de l'année précédente. La branche « électronique grand public » restera déficitaire, et Thomson-CSF, à cause des provisions à effectuer en prévision des effets de la crise du Golfe mais aussi pour les sociétés mises en équivalence (la finance mariée au Crédit lyonnais), verra ses bénéfices baisser de 18 %. Thomson-CSF va, selon son président, M. Alain Gomez, devoir s'adapter à une baisse d'activité chiffrée à 20 % en trois ans, de telle sorte que ses résultats puissent quand même augmenter.

On prête au groupe Thomson l'intention de se séparer de sa branche « électroménager ».

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Alcatel-Alsthom	530	656	455,10	545
CSEE	389	412	150	150,10
Dassault Electronique	475	510	138	162,70
Intertechnique (1)	1 830	1 531	930	1 070
Labinal	1 245	1 295	721	875
Legrand	3 750	4 645	3 110	3 414
Matm	393	420	202	212,10
Moulin-Gerin (2)	4 980	665	445	465
Moulinex	148	154	70	75,80
Radio-technique	549	733	307	316
SEB	1 140	1 380	990	1 210
Sextant Avionique	644	730	486	500
Thomson-CSF	153	155	87	117,50

(1) Attribution gratuite : 1 pour 5
(2) Division par 10.

CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75018 PARIS
Tél. 43.57.46.35 Metro PARENTIER

CHAMPS ECONOMIQUES

LES PLACES ÉTRANGÈRES EN 1990

TOKYO

Dégringolade

Après sept années de hausse ininterrompue, le Kabuto-cho est en 1990 littéralement descendu aux enfers. Mais faut-il vraiment s'en étonner après plus d'un quintuplement de la capitalisation boursière (+440 %) depuis 1983 ? A la fin de 1989, les augures s'étaient montrés assez optimistes. Il y avait de quoi. Après une nouvelle poussée de hausse de quelque 30 %, l'année s'était achevée en apothéose avec un nouveau record d'altitude pour l'indice Nikkei, parvenu à moins de 3 % de la barre des 40 000 points, avec aussi une capitalisation de 24 140 milliards de francs, sans précédent dans l'histoire boursière du monde, à ce point supérieure de 30 % à celle de Wall Street et de près de treize fois à celle de Paris.

Quand même, la célèbre pythie des années 70, Milton Friedman, avait flûté la fin d'une époque. « Tokyo ira tôt ou tard vers un terrible krach », avait-il prédit au début de 1990. Sens de l'histoire ou pur hasard ? L'âge d'or était bien fini. Le marché nippon en eut un avant-goût en janvier avec une première baisse de 5 % environ. Mais nul ne s'en préoccupa trop. Les élections législatives étaient proches et possédaient des problèmes d'éthique au Parti libéral démocrate (LDP) au pouvoir avec des rumeurs de nouveaux scandales dans l'entourage du premier ministre, M. Nakasone. En même temps, un frisson rose parcourait la classe politique et s'était guère apprécié dans les milieux financiers. Ajoutons à ces bruissements électoraux les menaces contre la perestroïka évoquées par les troubles survenus en URSS. Mais, après tout, la robustesse de l'économie suffisait encore à calmer les appréhensions. La psychose de baisse ne commença vrai-

ment à saisir la Bourse tokoyote qu'à la mi-février, après la victoire un peu trop nette du LDP. Il n'y eut pas même le coup de chapeau rituel. Au contraire, en liaison avec les craintes d'une reprise de l'inflation et d'une hausse des taux, la tendance continua de s'alourdir sans discontinuer jusqu'à la fin de la première semaine d'avril. Dans l'intervalle, la Banque du Japon avait relevé son taux d'escompte de 1 point pour le porter à 5,25 %, le yen s'était passablement déprécié et le marché obligataire avait donné la réplique à ces événements monétaires en s'alourdissant. Le 6 avril, la baisse des actions dépassait 25 %, et plus de 1 000 milliards de dollars étaient ainsi partis en fumée depuis la fin de 1989. Tokyo avait-il touché le fond ? La réunion du G7 le 8 avril ne répondit pas aux espoirs. Les ministres des pays industrialisés se bornèrent à reconnaître que la chute de la monnaie nipponne pouvait avoir des effets indésirables. Le yen en fut un court instant soulagé, puis replongea après l'annonce d'une augmentation de 11,6 % de la masse monétaire en mars. La Bourse fit de même, et, en fin de mois, elle s'était dépréciée de 30 %. C'est alors que M. Mieno, gouverneur de la Banque du Japon, chercha à rassurer en déclarant que le yen et les actions avaient atteint un plancher. Sentiment prémonitoire ? En tout cas, la monnaie japonaise remonta, la Bourse aussi. La reprise fut encouragée par la baisse des taux et les déclarations de soutien à la monnaie japonaise faites à l'occasion du nouveau G7. Malgré la nouvelle augmentation de la masse monétaire pour avril (+13 %), elle se prolongea jusqu'à la mi-juin. La confiance était-elle revenue ? On le

crut un instant. Tout plaçait pour la bonne conjoncture économique, l'annonce d'un PNB de 5 % pour 1989, les nouvelles rassurantes venues du front des 1 031 sociétés cotées avec un accroissement moyen de 18 % des chiffres d'affaires trimestriels, l'alignement de la menace d'inflation, l'adoption, enfin, du premier budget sans déficit depuis quinze ans. Fragilité quand même, le Kabuto-cho mit la pédale douce dans l'attente de la réunification monétaire allemande et de la confirmation d'une stabilisation des taux et des parités. Avec une oreille toujours aux aguets des nouvelles venues des États-Unis, il passa la première moitié de juillet à reprendre doucement son ascension et la seconde à consolider ses positions. L'éclatement de la crise dans le golfe Persique, début août, ne lui laissa pas le temps de reprendre son souffle. Cueilli par surprise, parce qu'aussi le Japon est dépendant à 100 % de l'extérieur pour ses approvisionnements en pétrole (l'Irak et le Koweït pour 12 %), la Bourse tokoyote s'effondra littéralement. En fin août, après une dégringolade de 25 % des cours, une atmosphère de fin du monde régnait sur le parquet. Le marché n'avait pas encore bu la calice jusqu'à la lie. A l'issue d'un mois de septembre noir, l'indice Nikkei se trouvait à 50 % en dessous de son niveau de fin 1989. Pour tenter d'éviter un nouveau caravage auquel menaçaient de conduire les ventes précipitées des particuliers obligés de solder leurs opérations à terme, M. Hashimoto, ministre des finances, décida au pied levé, le 1^{er} octobre, de réduire les taux de couverture, d'autoriser les compagnies d'assurances de porter de 5 % à 7 % de leurs actifs les placements

en Tokin (fonds à performances rapides) et de réduire la durée des séances de Bourse. L'effet produit fut magique, et la séance du 2 octobre resta gravée dans les annales avec une hausse historique de 13,2 %. Le yen en profita pour se réapprécier et, après le désarroi, le calme revint un peu. Le marché eut cependant du mal à retrouver un certain équilibre, pour voguer au gré des nouvelles venues du Proche-Orient. Le bilan d'octobre fut positif, mais celui de novembre négatif malgré l'entrée du Japon dans l'ère Heisei (accomplissement de la paix) avec la montée sur le trône du nouvel empereur Akihito. Le mois de décembre faillit, lui, être brillant, avec une remontée d'environ 10 % des indices en liaison avec la libération des otages détenus en Irak et les prévisions de croissance (+4 %) pour 1991. Las ! La démission inattendue du chef de la diplomatie soviétique, allié au facteur technique, éroda assez brutalement une bonne partie des gains. A la fermeture rituelle du marché cinq jours avant la fin de l'année, le Nikkei évoluait aux alentours de la cote 24 000, quand, un an plus tôt, les augures avaient sérieusement prévu qu'il se situerait entre 43 000 et 44 000 points. Belle dégringolade. Mais tout a-t-il été dit ?

Valeurs	Cours fin 1989	Cours fin 1990
Akai	897	565
Bridgestone	1 690	996
Casio	1 830	1 280
Fuji Bank	3 630	2 350
Honda Motors	1 830	1 250
Matsushita Electric	2 240	1 390
Mitsubishi Heavy	1 150	770
Sony Corp.	8 660	6 000
Toyota Motors	2 540	1 720

La livre dans le SME...

Avec 11,3 % de baisse, la Bourse de Londres a mis un terme en 1990 à une décennie gagnante, dont l'apogée fut, sans conteste, atteint l'année précédente avec 31 % de hausse. Curieux retour de l'histoire ou signe prémonitoire : elle avait reculé d'autant en 1979 avant de commencer son ascension.

Singulièrement, l'année avait commencé sur une note optimiste. La première séance avait même laissé entrevoir l'accession à de nouveaux sommets. De fait, le 3 janvier, l'indice Footsie des cent grandes valeurs industrielles avait battu tous ses records d'altitude en atteignant la cote 2 463,7. Mais ce ne fut bientôt qu'un plein souvenir... Les quatre semaines qui suivirent furent toutes orientées à la baisse. Londres attendit la mi-février pour renouer avec la hausse. Éphémère. La semaine suivante, dans le sillage de la Bourse de Tokyo, le Stock Exchange tombait à ses plus bas niveaux depuis trois mois. La publication du budget, au mois de mars, laissa les analystes londoniens sur leur faim : ils attendaient un tour de vis qui aurait permis de juguler l'inflation, et de redresser la balance des paiements. Las ! le budget adopté, trop neutre, ne devait pas empêcher les attaques contre la livre avec la persistance des incertitudes économiques. Les indicateurs publiés en avril confirmèrent le morosité affichée par la place britannique. La forte expansion de la masse monétaire, l'aggravation de la balance des paiements et l'augmentation sensible des prêts bancaires : tous ces facteurs conjugués firent chuter l'indice Footsie au plus bas depuis six mois. Cette période devait être aussi marquée par les premières manifestations contre la poll-tax (impôt local par tête) et les craintes d'une victoire de l'opposition aux prochaines élections. La hausse ne réapparut qu'au mois de mai, avec la défaite des conservateurs aux élections locales, jugée moins lourde que prévu, et qui, aux yeux des boursiers, constituait un test favorable pour le gouvernement. Elle se poursuivra jusqu'à la mi-juin. Avec le retour de l'été, l'indice des cent grandes valeurs afficha, une fois n'est pas coutume, son plus haut niveau depuis six mois sur des rumeurs d'entrée de la livre dans le SME. Cette possibilité donnera le moteur d'une reprise qui s'effectuera, chahutée, jusqu'à la fin juillet.

L'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, mit un terme à cette progression. La flambée des cours du pétrole

brut qui s'ensuivit posa lourdement sur l'indice (composé à 16 % de valeurs pétrolières). Pour couronner le tout, les résultats semestriels des entreprises se révélèrent souvent décevants, avec en plus des prévisions annuelles de baisses, révisées à la baisse. La cherté persistante du crédit et le ralentissement économique firent le reste. Et, à la fin du mois d'août, la place londonienne toucha son plus bas niveau depuis dix-huit mois. Elle rebondira, toutefois, début septembre. Pas longtemps cependant, et, à la fin du mois, l'indice dégringola de nouveau pour revenir en deçà de ses niveaux de février 1989. Durant la première semaine d'octobre, l'entrée, tant attendue, de la livre dans le SME favorisa l'embellie. Plus de 7 % de hausse, dont 3,5 % pour le seul jour de l'annonce. Cello-ci n'eut pas vraiment de suite. Les séances perdantes s'ajoutèrent jusqu'à la mi-novembre, avant que ne s'installe une repêche timide et peu convaincante. La démission de M^{re} Thatcher fut surmontée sans difficultés. Pour une bonne raison : la City n'avait jamais beaucoup prié la « dame de fer ». La promesse de M. John Major de revoir la poll-tax et d'abaisser éventuellement les taux d'intérêt regonfla le moral du marché. Elle venait d'afficher, pour la dernière semaine du mois, une hausse de 5 %. L'annonce de la libération de tous les otages détenus au Koweït et, en Irak, avant Noël, la détente des prix pétroliers, le succès de la privatisation des compagnies d'électricité, mirent un peu de baume sur le cœur de la City en cette fin d'année. Mais cet optimisme ne sera pas suffisant pour faire oublier durablement tous les problèmes que connaît l'économie britannique.

Valeurs	Cours fin 1989	Cours fin 1990
Bovest	4,37	4,80
BP	3,33	3,51
Chrysler	4,35	4,12
Courtauld	3,78	3,38
De Beers	10,62	10,50
Glaxo	7,78	8,42
ICI	14,88	14,12
GLS	11,22	8,88
Rochem	10,20	6,57
Shell	4,89	4,58
Unilever	7,17	6,83
Vickers	2,07	1,87

NEW-YORK

Interrogations

Les « gourous » de Wall Street auraient-ils senti le vent venir ? La plupart avaient annoncé dès les premiers jours de janvier que la nouvelle décennie boursière pourrait bien se situer à l'opposé de la précédente. Pour commencer, la première des années 90 a mis un terme au cycle boursier inauguré en 1985 en s'achevant sur une note parfaitement ternie. L'indice Dow Jones a perdu au terme de ces douze mois près de 4,5 %. Depuis le milieu des années 80 et jusqu'à la fin de l'année dernière, la progression moyenne annuelle de ce baromètre avait été de 25 % avec une parenthèse en 1987 et 1988 (+4 % et +11,8 %). L'arrivée de la récession et la menace grandissante constituée par le poids de la dette des entreprises et des banques expliquent en grande partie cette inversion de température. Pour couronner le tout, la crise du Golfe, déclenchée par l'invasion du Koweït par l'Irak, a soufflé le chaud et le froid selon les déclarations belliqueuses ou apaisantes de chacun des protagonistes.

« Recession or not recession ? » Autour du Big Board la même question est revenue languissante. Aux premiers jours de janvier, aucun des indicateurs économiques ne permettait de dégager une véritable tendance. Les mauvais résultats trimestriels de grandes entreprises telles IBM ou Alcoa pesaient sur la tendance et incitaient à la prudence. Attentisme d'autant plus vif que l'ensemble

des places boursières internationales vivaient depuis les deux premiers mois de l'année une période de déprime, troublée par les fortes secousses de la Bourse de Tokyo et les tensions sur les taux d'intérêt. Wall Street fluctuait alors au gré des indices économiques et des sautes d'humeur de sa rivale le Kabuto-cho. Au même moment, les États-Unis retrouvaient leur titre de première Bourse mondiale que les Japonais leur avaient ravie voici exactement trois ans, lors des fêtes de Pâques 1987. Bénéficiant de la baisse des cours des valeurs nipponnes et de la dépréciation du yen, la Bourse de New-York reprenait l'avantage, sa capitalisation boursière en actions s'élevant à 13 207 milliards de francs contre 13 018 milliards pour celle de l'Empire du Soleil-Levant.

La progression des valeurs reprendra en mai et s'effectuera alors de manière régulière jusqu'au 16 juillet. Ce jour-là le Dow Jones flirtait avec les 2 000 points, s'inscrivant finalement au niveau record de 2 999,75 points. Pris de vertige, Wall Street à la surprise générale réagira brutalement quelques jours plus tard. Le 23 juillet, la Bourse de New-York enregistrait une forte secousse perdant 3,8 % d'entrée de jeu. Elle se ressaisissait ensuite et parvenait à réduire ses pertes terminant la journée avec 1,94 % de baisse. Ce trou

d'air provenait de l'accumulation de mauvaises, pas toutes mauvaises mais souvent contradictoires voire décevantes.

L'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, et le spectre d'un deuxième choc pétrolier à l'effacement fait chanceler toutes les places financières internationales. Par secousses successives, le Dow Jones est tombé à son plus bas depuis le 11 octobre (2365,10) perdant ainsi 18,4 % depuis le début des tensions dans le Golfe. Mais l'activité à chaque fois est demeurée raisonnable et aucune panique n'a pu être décelée. La crainte d'un conflit long et coûteux du fait de l'envoi de plus de 250 000 marines au Koweït, la crainte d'une escalade de la malaise des marchés financiers d'autant que les indicateurs économiques n'étaient pas encore bien orientés. Les marchés s'installaient alors dans une « logique de guerre ». Cette crainte se dissipait momentanément après la résolution de l'ONU votée le 29 novembre autorisant l'utilisation de la force dès le 15 janvier, si l'Irak n'avait pas quitté le Koweït. Au même moment, le « Raïs » de Bagdad décidait de libérer les 3 000 otages occidentaux tant que le président américain M. George Bush, proposait des négociations. Les cours du pétrole passés de 20 dollars à plus de 40 dollars chutaient pour revenir sous les 26 dollars. Aux États-Unis, l'année se finissait avec une légère décade de taux d'intérêt, pour limiter les effets d'une récession imminente. Aux premiers jours de décembre ATT, le numéro un mondial des télécoms, jetait son dévolu sur le constructeur d'ordinateurs NCR. Il proposait 6 milliards de dollars (30 milliards de francs) pour réaliser cette opération jugée inamicale. Quelques jours auparavant, le japonais Matsushita s'était attelé à l'un des fleurons d'Hollywood, MCA Universal, pour évaluer 6,2 milliards de dollars. Le nouveau propriétaire de la Metro Goldwyn Meyer, M. Giancarlo Pirelli, faisait immédiatement une surenchère.

En dehors de ces raids boursiers déclarés en fin d'année, Wall Street a connu une année très calme en raison, sans doute de la disparition des junk bonds (obligations pourries), l'un des moyens de financement les plus prisés et les plus risqués de ces dernières années. Signe des temps, l'inven-

teur de ce produit, M. Michael Milken, héros des années 80, a été condamné à dix ans de prison ferme, assorti de trois ans de mise à l'épreuve et de 1 800 heures par an de travaux au service de la communauté après l'expiration de son incarcération et ce pour une période indéterminée. Cette « peine exemplaire » rendue le 21 novembre était accompagnée du versement d'une amende de 600 millions de dollars (3,2 milliards de francs), un niveau record dans les annales de Wall Street. Contre M. Milken, quarante-quatre ans, était reproché d'avoir enfreint la législation boursière lorsqu'il était chez Drexel Burnham Lambert à la tête du département junk bonds. Six chefs d'accusation étaient retenus contre lui notamment celui d'avoir effectué des transactions illégales et des délits d'inités avec M. Ivan Boesky. Alors que son procès débutait au mois d'avril, M. Boesky, cinquantetrois ans, « héros » du scandale boursier qui avait secoué l'Amérique en 1986 sortait de prison le 4 avril, bénéficiant d'une libération anticipée. Condamné à trois ans de détention et à 100 millions de dollars d'amende en décembre 1987.

Un troisième événement, la chute le 13 février d'une des grandes firmes d'investissement new-yorkaise, Drexel Burnham Lambert contribua à clore l'époque faste des années 80. Cruel destin : Drexel a été victime de l'invention d'un de ses salariés : les junk bonds.

	Cours fin 1989	Cours fin 1990
Alcoa	74 1/2	58 3/4
AT&T	45 5/8	30 7/8
Bearing	58	46
Chase Man. Bank	34 3/4	11 1/2
De Post de New York	123 1/4	37 1/2
Eastman Kodak	40 3/4	41 7/8
Exxon	50 1/8	50 3/8
Ford	43 5/8	35 3/4
General Electric	64	57 5/8
General Motors	42 1/4	35
Goodyear	43 3/4	17 1/2
IBM	94 1/8	11 1/2
ITT	58 7/8	48 5/8
Mobil Oil	62 1/2	57
Pfizer	69 7/8	81
Schlumberger	49	55 5/8
Texas	58 1/2	11 1/2
U.S. Corp. Le. Illinois	170 1/2	110
Union Carbide	23 3/8	18
USX	35 5/8	30 1/4
Westinghouse	73 3/8	27 7/8
Xerox Corp.	57 1/4	35

Bourrasque

Après deux années brillantes et 88 % de hausse, la première Bourse d'Allemagne a terminé 1990 une zone de très mauvais temps. Passablement ballottée, elle a néanmoins réussi à limiter un peu les dégâts. Après un creux de 26 %, sa baisse a finalement atteint 21,9 %. L'unité retrouvée après quarante-cinq ans de séparation est apparue dangereuse aux investisseurs avec les retombées à redouter d'une économie orientale en plein délabrement. Venue se greffer sur les incertitudes créées par la perspective d'un redressement beaucoup plus long que prévu, la crise du golfe Persique a été assez durement ressentie outre-Rhin. En définitive, le seul frein à la baisse a été constitué par une conjoncture toujours excellente : force est de constater qu'il a bien fonctionné. Y avait-il le moindre doute dans les milieux financiers sur la faillite du communisme dans l'ancienne RDA ? En tout cas, avant d'être levé à la fin du premier trimestre après l'éclatant succès électoral de la droite, qui ouvrait la porte au processus de rapprochement, il rendit le marché allemand très volatile, le contraignant à suivre pendant les trois premiers mois un parcours en dents de scie, quand même ponctué par une hausse de 7 %.

La tendance boursière durant le printemps et jusqu'au début de l'été ne fut pas moins hantée, cette fois à cause des événements de Lituanie, mais aussi des incertitudes sur les modalités de l'union monétaire et sur les négociations salariales engagées dans la métallurgie. Mais, avant la mi-temps, le marché allemand fut quand même moins heureux. Tous les gains du premier trimestre furent reperdus et fin juin il se retrouvait pratiquement au niveau de la fin 1989. Pas longtemps cependant. Réalisée le 2 juillet sur une base paritaire, l'union monétaire fut en

définitive bien accueillie par les investisseurs. Un rapport très encourageant de l'OCCID sur les faibles risques d'inflation et de hausse des taux en Allemagne finit de convaincre les sceptiques. Tout le terrain perdu au printemps fut presque regagné. L'invasion du Koweït par les troupes irakiennes début août, avec, à la clé, la flambée des prix du pétrole, laissa littéralement progy le marché allemand, qui commençait d'ailleurs par à se rendre compte, avec la brusque montée du chômage et l'aggravation du déficit public dans l'ex-RDA, que la réunification n'allait pas être indolore. Ce n'est rien de dire que la dégringolade fut vertigineuse, puisque entre le 3 août et la mi-novembre la baisse ne cessa pratiquement pas d'exercer ses effets, pour atteindre 26 %. La victoire des conservateurs aux élections du 2 décembre et, simultanément, l'apparente volonte du président Bush et de son homologue irakien Saddam Hussein d'essayer de négocier avant d'en découdre ramènèrent le calme et la hausse reprit. Las ! Avec le refus de Bagdad de se laisser dicter un rendez-vous pour recevoir le chef de la diplomatie allemande et, surtout la démission inattendue de M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, évoquant la menace d'une dictature, la Bourse prit derechef une bonne bache.

Valeurs	Cours fin 89	Cours fin 90
ALFA	386	301,20
BASF	300	201
Bayer	315,50	215
Commerzbank	306	228
Deutschebank	243	462,50
Hoechst	291	218,50
Karstadt	663	407
Mannesmann	375	272
Siemens	725	590
Volkswagen	543	339

D'UNE PLACE A L'AUTRE

Places	Fin 1989	Fin 1990	%	Plus haut	Plus bas
Amsterdam CBS AU SHR...	202,8	167,2	-17,5	206,3	165,6
Bruxelles BSE	6 476,39	4 973,87	-23	6 599,43	4 959,99
Tokyo Nikkei	38 915,87	23 848,71	-38,7	38 712,88	20 221,86
Frankfurt DAX 30	1 790,37	1 398,23	-21,9	1 968,55	1 334,89
Milan BCI	687,44	519,4	-24,4	763,52	500,67
Zurich SBI	760,6	639,5	-16	845,5	613,4
Hongkong Hang Seng Bank	2 836,57	3 078,21	+ 8,5	3 559,89	2 738,24
New-York Dow Jones	2 753,20	2 629,21	- 4,5	2 999,75	2 365,10
Londres (FT - SE 100)	2 434,1	2 160,4	-11,2	2 463,7	1 990,2
Paris CAC 40	2 001,08	1 517,93	-24,4	2 129,32	1 485,39

سلاسل

SOCIÉTÉ

SPORTS

Le treizième Paris-Tripoli-Dakar

Priorité à la navigation et à l'endurance

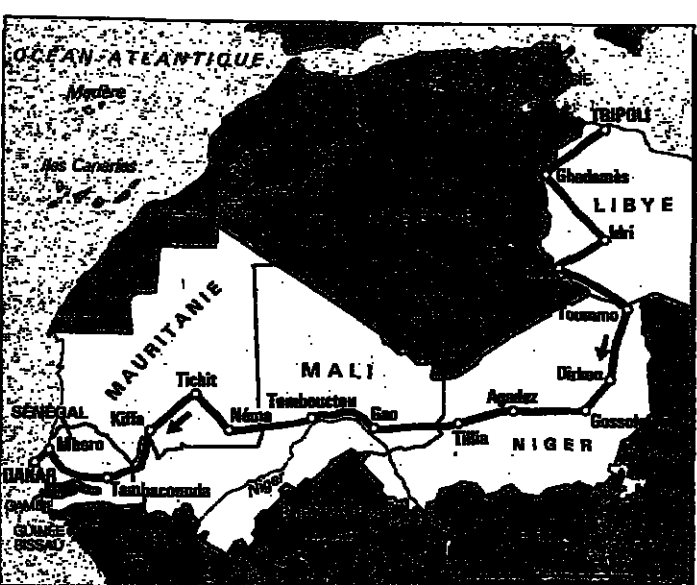
Le pilote finlandais Ari Vatanen, au volant d'une Citroën ZX, a remporté dimanche 30 décembre à Pérignat-sur-Allier (Allier) le prologue du treizième rallye Paris-Tripoli-Dakar. Le Français Laurent Charbonnel, sur une moto Kawasaki 650, a confirmé sa réputation de « roi des prologues » dans la catégorie des deux-roues. Lundi 31 décembre, les quelque quatre cents véhicules engagés dans l'épreuve devaient embarquer sur des bateaux à destination de la Libye, où la course africaine doit prendre son véritable départ.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Le logotype officiel du rallye ne comporte pas, cette année, de millésime. Le chiffre treize est chargé de trop de symboles pour une épreuve où la superstition demeure toujours présente. Les quatre cent six engagés (autos, motos et camions) ont ainsi pu emprunter en toute sérénité la nationale 7 pour rejoindre Marseille même si, pour quelques malchanceux, la course s'est terminée avant le vrai départ. C'est ainsi que le Suisse Clay Regazzoni, ancien pilote de formule 1, a dû abandonner quelques minutes après avoir quitté Vincennes à la suite d'une rupture de joint de culasse.

Les habitués, comme les nouveaux, savent pourtant que le périple en France n'est rien à côté des difficultés que les attendent de l'autre côté de la Méditerranée. Avant de rejoindre les rives de l'Océan Atlantique, le 17 janvier, les concurrents doivent traverser près de 9 000 kilomètres de dunes et de pistes africaines. Les pilotes du Ténéré ainsi que les passagers s'apprêtent à affronter les épreuves de la traversée de la Libye, au programme d'une épreuve de quatorze jours.

Le parcours est un peu moins long que l'an passé, et le nombre de pays traversés réduit à cinq, mais, assure Gilbert Sabine, le directeur de l'épreuve, « les difficultés seront au rendez-vous ». Le père du créateur de la course hivernale a choisi de privilégier, pour cette édition, la navigation et l'endurance. Les concurrents emprunteront des pistes nouvelles sur presque deux tiers du trajet. « Des pistes qui passent dans des paysages somptueux, mais sont totalement



inconnues des coureurs. Les navigateurs auront donc de l'ouvrage pour trouver leur chemin.

En ce qui concerne l'endurance, les organisateurs ont prévu quatre étapes marathon. Ils n'ont pas ainsi des parcours de navigation qui se terminent par un regroupement dans un parc où aucune équipe d'assistance ne sera admise. « J'ai agi ainsi dans le souci de retrouver un certain esprit qui était en train de se perdre sur le Paris-Dakar », explique Gilbert Sabine. Selon lui, les démonstrations magnifiques de remise en état des voitures par l'équipe des professionnels de chez Peugeot « c'était superbe à voir, ce n'est pas contre le règlement mais ça se bien ce que souhaitait Thierry ? ».

« Un étalage de mauvais goût », selon les Verts

Le rallye a toujours suscité des protestations d'associations qui reprochent aux organisateurs de traverser des pays pauvres sans respect pour les populations. Ces critiques, mises en avant par les membres de l'association Pa'dak, semblaient s'estomper depuis quelques années. Mais des militants du parti écologiste ont pris le relais des traditionnels opposants. Les Verts estiment que le rallye Paris-Tripoli-Dakar est « un étalage ostentatoire de fric et de mauvais goût dans les contrées qui comptent parmi les plus pauvres de la planète ».

Vendredi 28 décembre, des membres de ce parti ont déclaré que « ce culte au veau d'or automobile est d'autant plus mal venu cette année que des soldats américains et français risquent de sacrifier leur vie pour le contrôle occidental d'un pétrole bon marché ».

quelques surprises », affirme le directeur de TSO.

Le pompon est accroché à la grande loterie de la chance pour les petits, les sans-grade, toujours dissimulés derrière les Citroën, les Mitsubishi ou les Lada. Eux ne viennent pas en Afrique pour honorer des contrats mirifiques ou pour permettre à une marque de gagner de nouveaux clients. Ils ont entendu, un jour, cet appel du désert, qui leur a fait tout sacrifier pour trouver le véhicule capable de les mener le plus loin possible dans cette course vers l'inconnu.

Après la recherche de généraux parvenus pour financer le coût de leur expédition, ils ont couvert leur véhicule d'autocollants multicolores. Ils ont payé leurs droits d'inscription et versé leurs écus à Africair pour avoir le droit d'avaler un bouillon chaud et de manger des rations en boîte de conserve, le soir, lorsque la nuit et le froid rendent le désert si inhospitalier. Peu importe les conditions de vie et les « galères » à venir, ces hommes et ces quelques femmes ont enfin réalisé leur rêve : ils sont en route pour le rallye.

Si les amateurs d'aventure sont aussi nombreux que l'an passé dans la catégorie des véhicules, leur nombre a beaucoup diminué chez les motards. Le risque est certes plus grand pour les cavaliers des sables. Seuls, souvent isolés avec leur lourde machine, ils doivent affronter les difficultés du parcours avec un faible espoir de se classer à la hauteur des motards d'usines qui disposent d'engins spécialement préparés et d'une assistance importante. Le souvenir de Pierre-Marie Poit, qui n'a toujours pas repris connaissance après sa chute de l'an dernier, a aussi découragé plus d'un candidat à la course.

« Ils ont autant de mérite que les autres », assure Gilbert Sabine. Ils en ont souvent beaucoup plus car ils sont bien moins armés. Certains concurrents sont exploités par des transporteurs de mules ou de papiers. Les prix demandés pour assurer l'assistance sont aberrants. Le directeur de la course déclare qu'il faudra « trouver des solutions » à cette situation. En attendant ces lendemains prometteurs, les inconnus ont confié leur moto aux mains d'un boteu italien. Eux ont pas eu droit aux images des petits écrans, réservées aux tonneaux de la Lada de Patrick Tambay. Ils attendent l'Afrique pour tenter de « faire mieux que l'an dernier, de dépasser Agadez ».

SERGE BOLLOCH

Le plan de sauvetage des Girondins de Bordeaux devrait être connu cette semaine

Le plan de sauvetage des Girondins de Bordeaux, qui devait être dévoilé lundi 31 décembre par M. Jean-Pierre Derosé, vice-président de la chambre de commerce de Bordeaux et médiateur dans la crise des Girondins, n'a pas encore été présenté au procureur de la République. M. Derosé se veut pourtant optimiste et assure que ce plan sera officialisé dans les jours prochains. Il affirme avoir trouvé des partenaires susceptibles de sauver un club dont le déficit comptable s'élevait à 242 millions de francs au 30 juin 1990. Dans le cas contraire, le club devra déposer son bilan et être rétrogradé en seconde division en fin de saison.

L'opticien Alain Afflelou, du fin novembre à la présidence des Marine et Blanc, a confirmé son intention de déposer le bilan « après la trêve des confiseurs ». En marge de cette affaire, M. Derosé

fait l'objet d'une inculpation pour « escroquerie » à la suite d'une plainte déposée par dix-huit commerçants bordelais mécontents de l'organisation, en juillet dernier, de l'étape girondine de la course des grands voiliers (le Monde daté 30-31 décembre).

Le maire de Nancy demande un audit sur la situation financière du club de football. Le maire de Nancy, M. André Rossinot, a commandé un audit sur la situation financière de l'AS Nancy-Lorraine (ASNL), à la suite des difficultés de trésorerie que connaît actuellement le club lorrain. L'ASNL, dont les joueurs n'ont pas été payés depuis deux mois, aurait besoin de dix-sept millions de francs avant la fin de la saison, selon M. Gérard Parentin, élu président après l'éviction de M. Jacques Brzezinski (le Monde du 25 décembre).

CARNET DU Monde

Naissances

Martine et Francis CUILIER-CANTILLON, Sarah, Nathanaël et Anaïs ont la joie d'annoncer la naissance de

M^{me} Raymond Bessimon, Sa fille. Ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond BENSIMON, officier de la Légion d'honneur, ancien élève de l'École polytechnique. Les obsèques auront lieu le mercredi 2 janvier 1991.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 15 h 15.

M^{me} Marie-André Savin, Ses cinq enfants, Et ses onze petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

M. Robert SAVIN, ingénieur civil des Mines, croix de guerre, officier de l'ordre national du Mérite, officier de l'ordre de Léopold, officier de l'ordre de la Dynastie Alaouite, président de la Confédération générale marocaine, décédé le 28 septembre 1990.

La cérémonie religieuse a été célébrée, lundi 31 décembre, à 11 heures, en la chapelle de Gory, à Saint-Bât (Haute-Garonne).

Décès

M^{me} Paul Bayle, née Claire Demarez, son époux, M^{me} Edith Bayle, M. et M^{me} Jacques Bayle, ses enfants, Cécile et Paul Bayle, ses petits-enfants, M. et M^{me} Emile Bayle, M. et M^{me} Pierre Bayle, M. et M^{me} André Bayle, M. René Chamoroy, ses frères, belles-sœurs, beau-frère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul BAYLE, survenu pieusement le 26 décembre 1990, en son domicile, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Prise pour lui ! La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

32, rue de Fleury, 75006 Paris.

Dorothée Dalin, née Jacquot, et ses petites-filles, Laure et Mélissa, M. et M^{me} Michel Dalin et Isabelle, M. et M^{me} Jacquot et leurs enfants, Carole, Frédérique, Valérie, Géraldine et David, ont la douleur de faire part de la disparition accidentelle de

Dominique DALIN, survenue le 26 décembre 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M. et M^{me} Jacquot, 77, rue de Seine, 75006 Paris. Et manoir de l'Eglise, Beaufort-Druval, 14340 Cambrémer. M. et M^{me} Dalin, 26, rue de Plaisance, 94300 Nogent-sur-Marne.

Alain Frimigacci, Hélène Morita, née Frimigacci, et Kasutshi Morita, son époux, Jean-Noël Frimigacci et son épouse, Florence Julie des Camiers, leurs enfants, Jérôme, Théodore, Elsa, Jeanne, Janine et Jacques Bégué, Jean-Michel et Martine Bégué et leurs enfants, Les familles Genetel, Pasquali, Frimigacci, ont la tristesse de faire part du décès de

Renée FRIMIGACCI, née Genetel, survenue le 13 décembre 1990.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Robion (Vaucluse), le 19 décembre, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. BP 10221, Niamey (Niger), 26, avenue Joseph-Kessel, 78180 Montigny-Le Bretonneux.

Erratum

La famille de Georges NIOBEY,

rappelle que le service religieux aura lieu le jeudi 3 janvier 1991, en l'église Saint-Lambert d'Anglet, au lieu de l'inhumation au cimetière de Socoa.

344, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

Anniversaires

Le 1^{er} janvier 1987, nous a quittés Jean BARTON.

« L'union transcende les blessures du verre. » Nous n'oublions pas.

Rochefort-sur-Loire (Maine-et-Loire). Nice (Alpes-Maritimes).

Un pensée affectueuse pour Nicole TAITZ

et sa maman Madeleine TAITZ.

Soutenances de thèses

Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le samedi 12 janvier, à 14 heures, salle Bourgas, M^{me} Canova, épouse Marie-Claude Green : « L'austérité française et l'Angleterre, ou le discours paradoxal. L'image de l'Angleterre dans les diversissements littéraires de cour en France du dix-septième siècle ».

Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 12 janvier, à 14 heures, salle 113, galerie J.-B. Dumas, M. Bernard Legros : « Néovis. Recherches sur les jeunes grecs dans l'Egypte ptolémaïque et romaine ».

EN BREF

Le satellite Spot-1 prend sa retraite. - Le satellite français de télédétection Spot-1 a cessé toute activité opérationnelle, lundi 31 décembre. Lancé le 22 février 1986, il avait été conçu pour fonctionner deux ans et demi. Une durée de vie portée à près de cinq ans, bien que, depuis juillet dernier, une panne de l'enregistreur de bord ait limité ses capacités. Maintenu sur son orbite, il fera l'objet d'études dans le courant du second semestre 1991. Son successeur, Spot-2, lancé en janvier 1990, a été mis en service en mars. Spot-3, en cours de fabrication, sera prêt à la suite, en cas de besoin, dans six mois, indique-t-on au CNES.

Noël de travail pour les cosmonautes soviétiques. - Noël, qui, pour les orthodoxes, tombe le 7 janvier, ne sera pas un jour de repos pour Victor Afanassiev et Moussa Manarov, à bord de la station Mir depuis un mois. Les deux cosmonautes préparent en effet pour ce jour-là une sortie dans l'espace afin de tenter de réparer l'écouille du module Kvant-2 de la station. (Tass.)

Evasion masquée à la prison d'Avignon. - Quatre détenus de la maison d'arrêt d'Avignon (Vaucluse) ont été interpellés samedi 29 décembre sur le toit de la prison alors qu'ils tentaient de s'évader. Les prisonniers avaient réussi à creuser, en quatre heures, le mur de leur cellule à coups de pieds de lit, puis étaient parvenus à gagner le toit de l'établissement à l'aide d'une échelle de corde.

Rectificatif. - Contrairement à ce qui a été expliqué dans l'article sur « Les maux de l'orthographe » (le Monde daté 30-31 décembre), la simplification des pluriels de noms composés n'aboutit pas à écrire des « prie-Dieu », mais des « prie-Dieu », le deuxième composant étant un nom propre.

RELIGION

Cent ans de théologie à l'Institut catholique de Paris

Le nouveau visage de « l'intelligence de la foi »

L'UER de théologie et de sciences religieuses de l'Institut catholique de Paris vient d'organiser un colloque pour marquer la fin des manifestations qui ont célébré, cette année, le centenaire de la Faculté de théologie parisienne. L'occasion, pour les théologiens, toutes confessions chrétiennes confondues, de réaffirmer leur rôle dans une société sécularisée.

Peut-être est-ce parce qu'ils gardent gravée en tête l'annonce de l'apocalypse : « l'essentielle », qu'ils discernent avec tant d'acuité les ambiguïtés de leur tâche. Pas facile, en effet, d'être théologien au vingtième siècle, dans une société sécularisée, laïcisée, et de se trouver coincé de surcroît entre les rappels à l'ordre doctrinaire qui émanent du Vatican (I) et l'exigence d'une fonction critique qui aiguisent les réalités quotidiennes. Entre foi et raison, entre parole divine et vérité humaine, le théologien demeure toujours entre deux eaux, parfois entre deux chaises.

Que peut donc bien signifier aujourd'hui « l'intelligence de la foi » ? « Surtout pas porter une idéologie de plus sur le marché », explique le Père Jacques Audinet, professeur à l'UER de Paris. Les théologies dites prophétiques, par exemple, s'enferment dans des redondances, des répétitions et finalement s'adressent à des « convulsions ». Au contraire, « l'intelligence de la foi », c'est avant tout ne pas renier la culture, ambiante, les moyens de communication, ne pas fuir les sciences humaines : la psychologie, la sociologie... la foi étant entendue comme postulat de base.

Ainsi, selon l'expression du Père Henri de Lubac, directeur du Centre de théologie (Faculté de théologie) à Paris, « les facultés de théologie doivent être des lieux où le sens s'articule dans les langues d'aujourd'hui ». « C'est à nous, précise le Père Joseph Doré, doyen de la Faculté de théologie de Paris, d'affirmer la communicabilité des données de la foi. Alors que le magistère devrait être plus préoccupé de sa propre communication... »

Un rôle social

C'est donc à l'aune de cette articulation (acte croyant et fonction critique) que se dessine le rôle social du théologien. Bien défini en général à l'étranger, celui-ci reste encore flou dans l'Hexagone, où la séparation de l'Eglise et de l'Etat renvoie l'institution religieuse à ses seuls problèmes internes. Aux Etats-Unis, il n'est pas rare qu'on fasse appel aux spécialistes de l'intelligence de la foi pour tenter de donner des éléments de réponse à des faits de société. En Allemagne, les facultés de théologie se remplissent d'étudiants qui se préparent à l'enseignement de la religion dans les collèges. Outre-Rhin, il n'est pas rare de voir un professeur de langues enseigner également la théologie.

En France, ce rôle social prend timidement forme. Récemment, des cadres d'Electricité de France se sont tournés vers des membres de l'Institut catholique de Lyon pour jeter les premières bases d'une réflexion en vue d'élaborer une éthique du nucléaire. Sous la houlette du recteur Gérard Defois, aujourd'hui archevêque de Sens-Auxerre, l'expérience constituait une première.

Parallèlement, le nombre d'étudiants en théologie universitaire

progresses constamment. La demande des laïcs est peut-être plus forte encore, comme en témoigne le succès des formations qui s'adressent spécifiquement à eux, telle la « formation C » de la « CATHO » de Paris, créée voici vingt ans. La formation C regroupe actuellement 274 élèves (2), sur sept années d'études. C'est d'ailleurs sur ces laïcs et sur les ordres religieux - que comptent désormais les théologues catholiques pour renforcer le gros de leurs troupes.

A terme, l'image grand public de ces spécialistes de l'intelligence de la foi, encore attachée au cliché de la fronde, devrait donc s'en trouver modifiée. « L'importante scolarisation féminine, remarque par exemple le Père Doré, amènera sans doute l'Eglise à repenser certains de ses modes de fonctionnement ».

Autant de petits signes avant-coureurs qui, si l'on ajoute les prises de position de nombre de théologiens sur des questions de bioéthique, risquent de placer un peu plus la théologie en porte-à-faux avec la doctrine du magistère. Déjà, défendant pied à pied leur liberté de conscience et refusant l'intimidation, certains théologiens, notamment outre-Rhin, brandissent le spectre de la crise.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Une instruction du cardinal Ratzinger, prêt de la congrégation pour la doctrine de la foi, portant sur la « vocation ecclésiale du théologien », avait été émise en juin dernier. Le « magistère parallèle » des théologiens, par opposition au magistère que constitue l'autorité doctrinale du pape et des évêques (voir le Monde du 29 juin). En mars 1989, un « sermon de fidélité » leur avait été imposé.

(2) Voir le Guide des formations théologiques édité par la revue 11 est une foi (Editions Tempus présent).

CULTURE

MUSIQUES

Dieu merci, c'est lundi

Les Happy Mondays viennent de Manchester.
Ils pillent l'histoire du rock pour faire la pop d'aujourd'hui

MANCHESTER

de notre envoyé spécial

En d'autres temps, le G-Mex de Manchester était un atelier de réparation de locomotives. Un gigantesque hangar de briques et d'acier, où l'on soignait le système circulatoire de l'Angleterre victorienne. Aujourd'hui le G-Mex accueille les monstres du rock, devant douze mille spectateurs. Ce soir-là, les locataires de la scène sont des enfants du pays, les Happy Mondays. Dans la salle comme sur scène tout à l'heure, pantalons informels, sweat-shirts aux teintes approximatrices, coupes de cheveux au bol ébouriffé.

A l'entracte, un DJ local remet les pendules à l'heure : Manchester 1990, bourse music, projecteurs de DCA qui balayent la salle, le G-Mex se fait à l'image de l'habitat, la boîte de Manchester qui fut, il y a déjà quatre ans, le berceau du nouvel hedonisme fait de rock, de house, de soirées interminables nourries de bière et d'ecstasy, adjuvants indispensables à la vie nocturne de l'ex-capitale du coton. De toute façon, on fera la grasse matinée. « Si on n'aime pas travailler, il n'y a pas mieux que Manchester », on n'y trouve pas de travail. C'est la plaisanterie favorite de Shaun Ryder, le chanteur des Happy Mondays. Et si ces lundi-là sont souriants, c'est que, au contraire de ceux de Claude François, ils sont tous chomés.

Jamais, depuis l'explosion punk, le rock ne s'est prêté d'aussi bonne grâce à l'analyse sociologique qu'à Manchester depuis 1987. Voici les vrais enfants de la crise, qui n'ont connu qu'elle (la moyenne d'âge des Happy Mondays tourne autour du quart de siècle), ont appris à vivre avec. Encore mieux, des Happy Mondays n'ont aucune envie de se réapproprier le discours qui les entoure. Ils s'en débarrassent d'un haussement d'épaules ou d'un ricanement de potache.

Aux marges du rock

Leur système de défense est simple, ils ne l'ont pas fait exprès : « Nous nous sommes réunis dans une chambre, je ne sais plus chez qui, pour faire de la musique, parce qu'on ne savait pas quoi faire d'autre ». C'est la genèse des Happy Mondays selon Shaun Ryder. « Personne n'est obligé de nous croire, mais la première fois qu'on nous a proposé de faire un concert, on a refusé parce que c'était trop emmerdant ».

Heureusement, la bonne âme qui s'était intéressée au devenir du groupe a persisté, les a fait jouer dans les clubs de Manchester et les a mis en contact avec Factory Records. C'était sur Factory que Joy Division puis New Order avaient défini le son de Manchester pour les années 80 : funéraire et dégoût. Froid. Mais les Happy Mondays n'étaient pas faits pour se conformer avec cette image.

« Je me suis retrouvé à écrire les textes et à chanter parce que c'est ce que je faisais le moins mal », explique Shaun Ryder. Selon le même principe, son frère Mark s'est mis à la basse. Restait un bon à rien, mais trop bon copain pour qu'on le vire. Bez est sur



Deux des Happy Mondays : Shaun Ryder (chant) et Bez.

scène à chaque concert, il danse en agitant des maracas inaudibles, il assiste aux séances d'enregistrement et aux interviews et met parfois son grain de sel, il fait partie du groupe, de la tribu, de la légende. Cette légende s'est bâtie autour de l'ecstasy, de soirées légendaires à l'habitat et d'un look d'une banalité bon marché arboré avec arrogance. Les Happy Mondays sont paresseux, ils tiennent à ce que ce se sache. Lors d'une visite promotionnelle à Paris, ils ont débarrqué à l'aéroport sans Shaun Ryder qui avait la veille trop forcé sur les petites pilules. Le même se vantait récemment dans le magazine anglais Q d'avoir annulé du jour au lendemain un concert organisé à San-Francisco parce que le groupe préférait rester à Los Angeles.

Reste que personne n'a jamais dansé sur un phénomène de société, ni sur une image. Les Happy Mondays ont trouvé leur son, dans les poteries du rock. Valeurs impénitentes qui revendiquent leurs emprunts, ils agglomèrent des styles qui n'auraient

jamais dû se croiser. Ces derniers mois, Shaun Ryder a adopté Donovon. L'ex-matériel des années 60 assure les premières parties du groupe et la chanson qui porte son nom sur le dernier album Pills'n Thrills and Bellyaches (capsules, extases et coliques) est construite autour d'extraits de son Sunshine Superman.

Dès leur premier album, Michael Jackson, en tant qu'éditeur des Beatles, avait fait interdire *Donovan* qui empruntait un peu trop librement à *Ob-la-di Ob-la-da*. En plus des classiques, les Mondays font preuve d'une fascination pour des individus beaucoup plus douteux, David Essex ou Carl Douglas (*Kung Fu Fighting*, qui défigurait les juke-boxes vers 1974), voire les Bay City Rollers, tous ces coups de lit-parade qui fleurissent aux marges du rock.

Pills... est sorti au bout d'un an de silence, occupé par l'inevitable tournée aux États-Unis et les quelques amplement médiatisées de Shaun Ryder. *Kinky Afro*, qui ouvre l'album, est une excellente introduction au

petit monde des Happy Mondays : le refrain est emprunté au *Lady Madonna* de Labelle, la voix de Shaun Ryder ondule paresseusement sur une rythmique lourde et souple. Il suffit de l'écouter une fois pour l'assimiler. Car ces charognards ont aussi le tour de main qui transforme le matériel d'origine en un objet à nul autre semblable, une chanson immédiatement reconnaissable. Peut-être qu'à force de travail, ils pourraient devenir les rois de la pop internationale. Mais à force de travail ils perdraient leur qualité de Happy Mondays.

Quand même Tony Wilson, le patron de Factory, croit assez à leur destin pour avoir confié la carrière mondiale du groupe à Polygram. Et les Happy Mondays, qui jurent ne voir aucune différence entre un club de Manchester et une salle de dix mille places, seront à l'heure quand ils viendront à Paris, en février.

THOMAS SOTINEL
► Pills'n Thrills and Bellyaches : Factory/Barkley.

CINÉMA

Un malade bien portant

Suite de la première page

Des révélations, alors ? 1990 a fait découvrir deux Soviétiques, Vitali Kanevski (*Bouge pas, meurs, ressus-cite*) et Pavel Lounguine (*Taxi Blues*), le Taïwanais Hou Hsiao-hsien (*La Cité des douleurs*), le Tunisien Ferid Boughedir (*Halqounine*) et le Japonais Kohei Oguri (*L'Aligouleur de la mort*). L'année écoulée aura

encore confirmé le talent d'Irissa Ouedraogo (*Tilal*) qui porte les espoirs du cinéma africain, celui d'Aki Kaurismäki (*La fille aux allumettes*), prolifique trublion du jeune cinéma européen, sans oublier l'Espagnol Almodovar (*Atanarju*). Elle a consacré la place essentielle de Krzysztof Kieslowski avec le succès du *Décadence*, rendu justice à Otavio Mossoro pour le bien nommé *Et la lumière fut*.

Il ne s'agit pas là d'une vaine distribution de prix de fin d'année, et chacun ajoutera ou retranchera tel ou tel titre à cette liste incomplète et partielle. Il s'agit de se souvenir que les « belles années » de jadis furent également fertiles en navets, et qu'il faudrait être bien difficile pour ne pas trouver dans le cru 90 dix films qui méritent d'être sauvés de l'oubli.

Entrées et sorties

Sans recouper, évidemment, ces choix du cœur, les résultats du box-office n'engendrent pas une uniformité mélancolique. Certes, les résultats globaux n'affichent, au mieux, qu'une stabilisation de la chute des entrées des sept dernières années. Certes, le mois de septembre fut meurtrier pour un quarton de films français (*Nuit d'été en ville*, *S'en foui la mort*, *Daddy Nostalgie*, *Alberto Express*), tout comme les beaux Tumultes de Van Effenterre échouèrent à trouver leur public — sans parler de l'effaçant *Équipe de nuit* — et quinze jours de mal.

Mais alors que le Top Ten de l'année dernier reflétait l'écrasante supériorité commerciale des Américains (un seul film français parmi les dix premiers), la balance s'est rééquilibrée. Si le *Cercle des poètes disparus* reste le phénomène de l'année avec 6,4 millions de spectateurs et si *Pretty Woman* avec 1,8 million

d'entrées en quatre semaines est parti pour le rejoindre, les 6 millions de la *Gloire de mon père* et les 3,2 millions du *Château de ma mère*, les 4 millions de *Cyrano* sont de véritables triomphes. Francs succès pour deux comédies, *Tatie Danielle* et *Ripoux contre Ripoux* avec respectivement 2,1 et 2,9 millions d'entrées, tandis que Luc Besson confirme avec *Nikita* (3,2 millions de spectateurs) qu'il est bien en phase avec toute une génération. *Uranus* (1 million en quinze jours) vient juste d'entamer sa course.

A de plus modestes hauteurs, la *Discrète* a attiré 355 000 amateurs en cinq semaines. Quant aux résultats du *Mahabharata*, du *Décalogue*, de *Bouge pas, meurs, ressus-cite*, d'*Halqounine* ou de *Taxi Blues*, ils montrent la persistance d'une saine curiosité hors des chemins balisés par la machinerie publicitaire.

L'avenir ? Les variations « polars » de Coppola, de Frères et des frères Cohen arrivent avec le nouveau Woody Allen, le nouveau Carax, le nouveau Rochaut, la *Madame*

DANSE

L'absence des héros

Angelin Preljocaj dirige le Lyon Opera Ballet dans le « Roméo et Juliette » de Prokofiev

LYON

de notre envoyé spécial

Qui aurait pu penser que Roméo et Juliette laisseraient leurs âmes au vestiaire ? Jour de première, jour de vœux : le trac a eu raison des deux amoureux, interprétés par Nathalie Delassis et Nicolas Dubois.

Le costume de Juliette conçu par Enki Bilal, virginal certes, mais qui découpe le haut des cuisses, dessinant une poitrine tout en pointe avec tétins en relief, accentue le paradoxe sur lequel repose ce *Roméo et Juliette* : enfance et *Kama-sutra*. Ce parti pris, très fort, de montrer l'animalité de la passion, la recherche aveugle des corps, lutte avec le concept de base : transposer l'histoire dans un pays de dictature, où la classe des militaires, à laquelle appartient Juliette, écrase celle des vagabonds, dont est issu Roméo.

Trop, c'est trop ! Nathalie Delassis réussit pourtant son entrée : elle traverse la scène, sorte de jeune héros qui se défile et éprouve, face à ses nourrices, la fragilité de ses longues jambes. Irrésistible aussi quand elle essaie d'échapper au destin qu'elle pressent, tout entière réfugiée dans ses bras qu'elle croise sur ses seins, tête penchée. Le duo qui suit le réveil des deux amoureux après leur première nuit, lascif à souhait, est repris par quatre couples, vêtus de collants couleur chair, qui progressivement se mettent à l'unisson des gestes et des postures des deux amoureux. Moment superbe, éclairé de main de maître par Jacques Chatel.

On aime tout autant l'idée du voile écarlate qui a le pouvoir d'endormir Juliette, et elle, tendue comme un arc rouge, renversée sur une chaise, tandis que Roméo tente

de la réveiller. Émouvant aussi, son dernier geste d'amour quand elle attrape avec les dents les mains de son amant mort pour les lui croiser sur la poitrine. On s'aperçoit alors combien le chorégraphe a développé le rôle de Juliette. En comparaison, celui de Roméo est bien pâle. Mention spéciale à Hachme Bahiri, excellent danseur, très à l'aise et crédible dans le rôle de Mercutio.

Le décor d'Enki Bilal, lourde et haute machinerie de surveillance, oppresse et contraint les corps : les portes pour les entrées en scène sont étroites, empêchent les danses venues des coulisses. La chorégraphie n'utilise pas assez toutes les possibilités de ce décor. Et la dramaturgie est parfois le point faible de cette création.

Le *Roméo et Juliette* d'Angelin Preljocaj pose une question : un chorégraphe de formation et d'esprit contemporain peut-il communiquer son style à des danseurs exclusivement entraînés au classique ? Quand Preljocaj régle Noëz, d'après Stravinski, avec ses propres danseurs, sa réussite est incontestable.

On salue l'ambition du créateur, qui, à chaque nouveau ballet, se lance un défi. On regrette qu'il ne soit pas allé jusqu'au bout de l'audace chorégraphique qui caractérise ses précédentes œuvres. Toutefois, son talent joint à celui de Bilal, lui permet de s'en sortir avec les honneurs. Le public a longuement applaudi.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Auditorium Maurice-Ravel, Lyon. Le 31 décembre, à 20 h 30. 141 : (16) 78-28-08-50. Caen, Théâtre municipal, les 25 et 26 janvier 1991, à 20 h 30.

THÉÂTRE

Mozart à Prague

Le *Voyage de Mozart à Prague* est d'abord une très belle nouvelle du poète allemand Edoard Mörike (1804-1875). En compagnie de sa jeune épouse (d'une infinie patience en ce qu'elle supporte les extravagances amoureuses de son seigneur et maître), Mozart part en voiture pour Prague, où il va achever d'écrire, et diriger, son opéra *Don Juan*.

Il fait halte dans un village, en fin d'après-midi. Sa femme se repose à l'auberge. Mozart, moins fatigué, se promène, entre dans le parc d'un château, s'assied près d'un oranger, se laisse aller à rêver, imagine une ligne mélodique qui lui manquerait, cueille une orange sans y penser... Le jardinier survient, s'empare de son oranger « dépareillé », va prévenir les châtains : ils savent par cœur des pages de Mozart.

Faisant un retour sur lui-même à propos de l'orange cueillie, Mozart se souvient d'un événement de son enfance. Et, par un jeu de correspondances affectives, des petites choses, des petits contes s'enchaînent. C'est un texte tout à fait étrange, magique : les images, les odeurs, la douceur de l'air sont physiquement présentes, lorsque vous lisez.

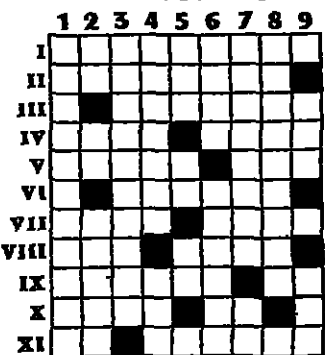
Nicolas Bataille présente une adaptation scénique de cette nouvelle. Tout ce que fait Bataille depuis plusieurs années se distingue par un charme, une simplicité, un côté presque amateur. C'est irrésistible et drôle. Dans les premières minutes, vous êtes stupéfaits par la parure des décors et des costumes, la raideur de la mise en scène, et surtout par la maladresse de l'interprétation. Puis tous ces personnages se mettent à jouer du piano, du violon, à chanter, et c'est la surprise : ils sont vraiment d'excellents musiciens, d'excellents chanteurs. Dès lors, vous allez rester jusqu'à la fin sous le charme : il reste quelque chose de la merveilleuse poésie du texte de Mörike et la musique de Mozart est là.

MICHEL COURNOT

► Orphée-Théâtre, 3 bis, rue Papin, 75003. Du mardi au vendredi à 21 heures, samedi à 19 heures ; le 4 janvier à 19 heures et 21 heures. Tél. : 42-76-00-05.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5424



HORIZONTALEMENT

1. Ont beaucoup de travail quand ça flambe. — 2. Comme un jour tout ce qu'il y a d'ordinaire. — 3. Les petites demoiselles. — 4. On n'aime pas la voir dans de beaux draps. Acteurs les touristes. — 5. Utile sur le billard. Esprit de l'étranger. — 6. Fournit un indice. — 7. A tourné beaucoup de mobilier. Ses cors ne l'empêchent pas de courir. — 8. Sort du Jura. Un nid à la hauteur. — 9. Qui ne peut pas être mieux. Abréviation. — 10. Pas imaginaire. N'est pas navigable. — 11. Dans le groupe des lanthanides. Une femme écoutée.

VERTICALEMENT

1. Quand il n'y a pas, ça dit tout. — 2. L'Amour naissant. Un métal très dur. Est un peu comme un

Solution du problème n° 5423

Horizontalement

1. Litsels. Marmite. — 2. Union. Avallor. — 3. Ment. Agents. Ile. — 4. Bru. Igor. Ods. — 5. Amoureuse. Idéal. — 6. Gestes. Amène. Se. — 7. Stupa. Os. — 8. Que. Inouï. — 9. Moust. Illétre. — 10. S. S. S. Réa. Ta. — 11. Ni. Réa. Gâté. — 12. Adam. Se. Alléger. — 13. Galoper. Nia. — 14. Bienséance. Lé. — 15. Scie. Tell. Évan.

Verticalement

1. Lumbago. Ménages. — 2. Inarme. Ou. Ida. — 3. Simuosités. Albi. — 4. Tôt. Un. Atermoie. — 5. En. Irénisme. Pâ. — 6. Ages. Présent. — 7. Sagou. Ile. Ensa. — 8. Versatile. El. — 9. Man. Emu. Canal. — 10. Alto. Epier. Lin. — 11. Rossignole. Lacs. — 12. Ms. Eda. Orage. Et. — 13. Irisé. Our. Ags. — 14. Assiette. Li. — 15. Étoile. Adrien.

GUY BROUTY

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faurvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-26-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONSIR

LOTO												SAMEDI 20 DÉCEMBRE 1990											
19855																							
6 32 33 36 38 47						24																	
PRIMAIRE (tirage 032)												SECONDAIRE (tirage 032)											
6 numéros												0 numéros											
1 2 3 4 5 6												94 010 F											
7 numéros												13 085 F											
8 numéros												18 F											
9 numéros												18 F											
10 numéros												18 F											
11 numéros												18 F											
12 numéros												18 F											
13 numéros												18 F											
14 numéros												18 F											
15 numéros												18 F											
16 numéros												18 F											
17 numéros												18 F											
18 numéros												18 F											
19 numéros												18 F											
20 numéros												18 F											
21 numéros												18 F											
22 numéros												18 F											
23 numéros												18 F											
24 numéros												18 F											
25 numéros												18 F											
26 numéros												18 F											
27 numéros												18 F											
28 numéros												18 F											
29 numéros												18 F											
30 numéros												18 F											
31 numéros												18 F											
32 numéros												18 F											
33 numéros												18 F											
34 numéros												18 F											
35 numéros												18 F											
36 numéros												18 F											
37 numéros												18 F											
38 numéros												18 F											
39 numéros												18 F											
40 numéros												18 F											
41 numéros												18 F											
42 numéros												18 F											
43 numéros												18 F											
44 numéros												18 F											
45 numéros												18 F											
46 numéros												18 F											
47 numéros												18 F											
48 numéros												18 F											
49 numéros												18 F											
50 numéros												18 F											
51 numéros												18 F											
52 numéros												18 F											
53 numéros												18 F											
54 numéros												18 F											
55 numéros												18 F											
56 numéros												18 F											
57 numéros												18 F											
58 numéros												18 F											
59 numéros												18 F											
60 numéros												18 F											
61 numéros												18 F											
62 numéros												18 F											
63 numéros												18 F											
64 numéros												18 F											
65 numéros												18 F											
66 numéros												18 F											
67 numéros												18 F											
68 numéros												18 F											
69 numéros												18 F											
70 numéros												18 F											
71 numéros												18 F											
72 numéros												18 F											
73 numéros												18 F											
74 numéros												18 F											
75 numéros												18 F											
76 numéros												18 F											
77 numéros												18 F											
78 numéros												18 F											
79 numéros												18 F											
80 numéros												18 F											
81 numéros												18 F											
82 numéros												18 F											
83 numéros												18 F											
84 numéros												18 F											
85 numéros												18 F											
86 numéros												18 F											
87 numéros												18 F											
88 numéros												18 F											
89 numéros												18 F											
90 numéros												18 F											
91 numéros												18 F											
92 numéros												18 F											
93 numéros												18 F											
94 numéros												18 F											
95 numéros												18 F											
96 numéros												18 F											
97 numéros												18 F											
98 numéros												18 F											
99 numéros												18 F											
100 numéros												18 F											
101 numéros												18 F											
102 numéros												18 F											
103 numéros												18 F											
104 numéros												18 F											
105 numéros												18 F											
106 numéros												18 F											
107 numéros												18 F											
108 numéros												18 F											
109 numéros												18 F											
110 numéros												18 F											
111 numéros												18 F											
112 numéros												18 F											
113 numéros												18 F											
114 numéros												18 F											
115 numéros												18 F											
116 numéros												18 F											
117 numéros												18 F											
118 numéros												18 F											
119 numéros												18 F											
120 numéros												18 F											
121 numéros												18 F											
122 numéros												18 F											
123 numéros												18 F											
124 numéros												18 F											
125 numéros												18 F											
126 numéros												18 F											
127 numéros												18 F											
128 numéros												18 F											
129 numéros												18 F											
130 numéros												18 F											
131 numéros												18 F											
132 numéros												18 F											
133 numéros												18 F											
134 numéros												18 F											
135 numéros												18 F											
136 numéros												18 F											
137 numéros												18 F											
138 numéros												18 F											
139 numéros												18 F											
140 numéros												18 F											
141 numéros												18 F											
142 numéros												18 F											
143 numéros												18 F											
144 numéros												18 F											
145 numéros												18 F											
146 numéros												18 F											
147 numéros												18 F											
148 numéros												18 F											
149 numéros												18 F											
150 numéros												18 F											
151 numéros												18 F											
152 numéros												18 F											
153 numéros												18 F											
154 numéros												18 F											
155 numéros												18 F											
156 numéros												18 F											
157 numéros												18 F											
158 numéros												18 F											
159 numéros												18 F											
160 numéros												18 F											
161 numéros												18 F											
162 numéros												18 F											
163 numéros												18 F											
164 numéros												18 F											
165 numéros												18 F											
166 numéros												18 F											
167 numéros												18 F											
168 numéros												18 F											
169 numéros												18 F											
170 numéros												18 F											
171 numéros												18 F											
172 numéros												18 F											
173 numéros												18 F											
174 numéros												18 F											
175 numéros												18 F											
176 numéros												18 F											
177 numéros												18 F											
178 numéros												18 F											
179 numéros												18 F											
180 numéros												18 F											
181 numéros												18 F											
182 numéros												18 F											
183 numéros												18 F											
184 numéros												18 F											
185 numéros												18 F											
186 numéros												18 F											
187 numéros												18 F											
188 numéros												18 F											
189 numéros												18 F											
190 numéros												18 F											
191 numéros												18 F											
192 numéros												18 F											
193 numéros												18 F											
194 numéros												18 F											
195 numéros												18 F											
196 numéros												18 F											
197 numéros												18 F											
198 numéros												18 F											
199 numéros												18 F											
200 numéros												18 F											
201 numéros												18 F											
202 numéros												18 F											
203 numéros												18 F											
204 numéros												18 F											
205 numéros												18 F											
206 numéros												18 F											
207 numéros												18 F											
208 numéros												18 F											
209 numéros												18 F											
210 numéros												18 F											
211 numéros												18 F											
212 numéros												18 F											
213 numéros												18 F											
214 numéros												18 F											
215 numéros												18 F											
216 numéros												18 F											
217 numéros												18 F											
218 numéros												18 F											
219 numéros												18 F											
220 numéros												18 F											
221 numéros												18 F											
222 numéros												18 F											
223 numéros												18 F											
224 numéros												18 F											
225 numéros												18 F											
226 numéros												18 F											
227 numéros												18 F											
228 numéros												18 F											
229 numéros												18 F											
230 numéros												18 F											
231 numéros												18 F											
232 numéros												18 F											
233 numéros												18 F											
234 numéros												18 F											
235 numéros												18 F											
236 numéros												18 F											
237 numéros												18 F											
238 numéros												18 F											
239 numéros												18 F											
240 numéros												18 F											
241 numéros												18 F											
242 numéros												18 F											
243 numéros												18 F											
244 numéros												18 F											
245 numéros												18 F											
246 numéros												18 F											
247 numéros												18 F											
248 numéros												18 F											
249 numéros												18 F											
250 numéros												18 F											
251 numéros												18 F											
252 numéros												18 F											
253 numéros												18 F											
254 numéros												18 F											
255 numéros												18 F											
256 numéros												18 F											
257 numéros												18 F											
258 numéros												18 F											
259 numéros												18 F											
260 numéros												18 F											
261 numéros												18 F											
262 numéros												18 F											
263 numéros												18 F											
264 numéros												18 F											
265 numéros												18 F											
266 numéros												18 F											
267 numéros												18 F											
268 numéros												18 F											
269 numéros												18 F											
270 numéros												18 F											
271 numéros												18 F											
272 numéros												18 F											
273 numéros												18 F											
274 numéros												18 F											
275 numéros												18 F											
276 numéros												18 F											
277 numéros												18 F											
278 numéros												18 F											
279 numéros												18 F											
280 numéros												18 F											
281 numéros												18 F											
282 numéros												18 F											
283 numéros												18 F											
284 numéros												18 F											
285 numéros												18 F											
286 numéros												18 F											
287 numéros												18 F											
288 numéros												18 F											
289 numéros												18 F											
290 numéros												18 F											
291 numéros												18 F											
292 numéros												18 F											
293 numéros												18 F											
294 numéros												18 F											
295 numéros												18 F											
296 numéros												18 F											
297 numéros												18 F											
298 numéros												18 F											
299 numéros												18 F											
300 numéros												18 F											
301 numéros												18 F											
302 numéros												18 F											
303 numéros												18 F											
304 numéros												18 F											
305 numéros												18 F											
306 numéros												18 F											
307 numéros												18 F											
308 numéros												18 F											
309 numéros												18 F											
310 numéros												18 F											
311 numéros												18 F											
312 numéros												18 F											
313 numéros												18 F											
314 numéros												18 F											
315 numéros												18 F											
316 numéros												18 F											
317 numéros												18 F											
318 numéros												18 F											
319 numéros												18 F											
320 numéros												18 F											
321 numéros												18 F											
322 numéros												18 F											
323 numéros												18 F											
324 numéros												18 F											
325 numéros												18 F											
326 numéros												18 F											
327 numéros												18 F											
328 numéros												18 F											
329 numéros												18 F											
330 numéros												18 F											
331 numéros												18 F											
332 numéros												18 F											
333 numéros												18 F											
334 numéros												18 F											
335 numéros												18 F											
336 numéros												18 F											
337 numéros												18 F											
338 numéros												18 F											
339 numéros												18 F											
340 numéros												18 F											
341 numéros												18 F											
342 numéros												18 F											
343 numéros												18 F											
344 numéros												18 F											
345 numéros												18 F											
346 numéros												18 F											
347 numéros												18 F											
348 numéros												18 F											
349 numéros												18 F											
350 numéros												18 F											
351 numéros												18 F											
352 numéros												18 F											
353 numéros												18 F											
354 numéros												18 F											
355 numéros												18 F											
356 numéros												18 F											
357 numéros												18 F											
358 numéros												18 F											
359 numéros												18 F											
360 numéros												18 F											
361 numéros												18 F											
362 numéros												18 F											
363 numéros												18 F											
364 numéros												18 F											
365 numéros												18 F											
366 numéros												18 F											
367 numéros												18 F											
368 numéros												18 F											
369 numéros												18 F											
370 numéros												18 F											
371 numéros												18 F											
372 numéros												18 F											
373 numéros												18 F											
374 numéros												18 F											
375 numéros												18 F											
376 numéros												18 F											
377 numéros												18 F											
378 numéros												18 F											
379 numéros												18 F											
380 numéros												18 F											
381 numéros												18 F											
382 numéros												18 F											
383 numéros												18 F											
384 numéros												18 F											
385 numéros												18 F											
386 numéros												18 F											
387 numéros												18 F											
388 numéros												18 F											
389 numéros												18 F											
390 numéros												18 F											
391 numéros												18 F											
392 numéros												18 F											
393 numéros												18 F											
394 numéros												18 F											
395 numéros												18 F											
396 numéros												18 F											
397 numéros												18 F											
398 numéros												18 F											
399 numéros												18 F											
400 numéros												18 F											
401 numéros												18 F											
402 numéros												18 F											
403 numéros												18 F											
404 numéros												18 F											
405 numéros												18 F											
406 numéros												18 F											
407 numéros												18 F											
408 numéros												18 F											
409 numéros												18 F											
410 numéros												18 F											
411 numéros												18 F											
412 numéros												18 F											
413 numéros												18 F											
414 numéros												18 F											
415 numéros																							

AGENDA

LUNDI 31 DÉCEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE CHAILLOT (47-04-24-24)
Un regard sur le cinéma américain : les années 50 : Ma sœur est du tonnerre (1956, v.o., s.t.f.), de Richard Quin, 16 h ; Un regard sur le cinéma américain : les années 50 : Rita bien (1956, v.o., s.t.f.), de Blake Edwards, 18 h ; Un regard sur le cinéma américain : les années 50 : Carrousel (1959, v.o., s.t.f.), de Georges André, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Zavattini : les Femmes accusées, v.o., de L. Muzi, F. Masetti, P. Nelli, G. Macchi, G.-V. Baldi, G. Quast, M. Ferrari, 14 h 30 ; Il cielo è rosso (1960, v.o., traduction simultanée), de Claudio Gora, 17 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (v.o.) : Les Trois Balzacs, 8 (45-61-10-80) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).
L'AGUILLE DE LA MORT (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (45-26-58-00).
ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82).
ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Cinoches, 6 (45-44-57-34).
LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68).
BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-65) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68).
BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (45-26-58-00).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82) ; Pathé Hautes-Fr., 6 (45-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-48).
CHARLIE A. V.F. : Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-65) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68).
LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Latine, 4 (42-78-47-86) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Gobelins, 13 (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
CHERIE, J'AI BÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (43-06-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68).
LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE (Fr.) : Panthéon, 5 (43-54-15-04).
CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-48).
LA CITÉ DES DOULEURS (Chin., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-06-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Thorpée, 6 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
DAMES GALANTES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48).
DANCING MACHINE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-61-94-95) ; 20-40 : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).
DÉMONIÈRE (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-61-83).
LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Pathé Hautes-Fr., 6 (45-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hautes-Fr., 6 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Passquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-31-58-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82).
DOCTEUR PETIT (Fr.) : Lucernaire, 8 (45-44-57-34).
L'ENFANT MIROIR (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Utopia Champollion, 5 (43-26-94-65).
EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
EXTREMES LIMITES (A.) : La Gode, 18 (46-42-13-13).
GASPARD ET ROBINSON (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hautes-Fr., 6 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-82) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
GHOST (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82) ; UGC Danton, 8 (42-26-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-16) ; UGC Biarritz, 8 (45-61-94-95) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).
LA PLAISANTERIE (tchèque, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 11 (43-25-80-25).
PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; v.f. : Paris Ciné, 10 (47-70-21-71).
PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Passquier, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).
PROMOTION CANAPÉ (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Française, 8 (47-70-33-88) ; Favette, 13 (43-31-58-88) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).
QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
RASPAD (Sov.-A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).
REZ-DE-CHAUSSEE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
ROCKY 5 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-61-94-95) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).
ROSE DES SABLES (Alg., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-94-65).
SAILOR ET LULA (Brit., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-40) ; UGC Biarritz, 8 (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).
LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : Lucernaire, 8 (45-44-57-34).
STEP ACROSS THE BORDER (Suis.-All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).
TANTE JULIA ET LE SCRIBOUILLARD (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).
TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81).
TILAI (Burkinabé, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts, 11 (43-25-80-25) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02).
TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LES TORTUES NINJA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-40) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-61-94-95) ; v.f. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-93-40) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Française, 8 (47-70-33-88) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-40) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-61-94-95) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-31-60-74) ; Favette, 13 (43-31-58-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

PARIS EN VISITES

MARDI 1^{er} JANVIER

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures : « Nouvel An à la carte au Père-Lachaise », 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. du Langled).

« Hôtel-Dieu et la médecine ancienne », 14 h 30, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris intra-muros).

« Montmartre, quartier d'artistes et de jardins : du Bateau-Lavoir au Lapin Agile », 14 h 30, métro Abbesses (C. Marie).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie Résurrection du passé.

« Académie française et Institut », 15 heures, 23, quai Conti (M. Polyver).

« Montmartre, sa vie, son moulin et la vie de bohème », 15 heures, sortie en haut du funiculaire, à l'extérieur (Connaissance de Paris).

THÉÂTRES

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-07-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h.
ATALANTE (48-08-11-80). X ou le Petit Mystère de la passion : 20 h 30.
ATELIER (48-08-48-24). Partage de ma : 20 h 45.
BATACLAN (47-00-30-12). Le Château de Cane : 20 h 30.
BOUFFES DU NORD (45-07-34-50). La Tempête : 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). Roger Fléro et Jean-Marie Thibault : 21 h.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratuit : 20 h. Les Femmes des gens : 21 h 30.
COMÉDIE GAUMONT (47-42-43-41). Premières Amées : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Orde de goûter : 19 h et 21 h 30.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). L'Officier de la garde : 20 h 45.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-21). Comédie de l'amour : 20 h 15 et 22 h 15.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui : 14 h. La Cofé : 20 h 30.
DAUNOU (41-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.
DÉCHARGÉS (TLD) (42-36-00-02). Lazare : 20 h 30.
DEUX ANES (48-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h.
EDGAR (42-30-85-11). Les Babas-Cadras : 20 h 15. Nous on fait on nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-82). Le Plaisir de rompre et le Plaisir de manger : 21 h.
ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Bernard Malblu : 17 h et 20 h 30.
GITÉ-MONTPARNASSE (43-22-18-18). Coiffure pour dames : 20 h 45.
GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-00-09). San Antonio : 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.
LA BRUYÈRE (48-74-78-99). Le Malade imaginaire : 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Paroles : 18 h 30. Guerre aux asperges : 20 h. Tâche noir. Le Petit Prince : 18 h 45. François Rabalais : 20 h. Le Cadavre vivant : 21 h 45. Théâtre rouge. Huis clos : 21 h 45.
MADELEINE (42-68-07-08). La Coré : 21 h.
MARIGNY (42-58-04-41). Cyrano de Bergerac : 20 h 15.
MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Love Letters : 21 h.
MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schütz : 20 h 30.
MÉTAMORPHOSIS THÉÂTRE SALON D'ENCHANTEMENTS (42-61-33-70). Une histoire de magie : 21 h.
MICHEL (42-65-35-02). Bisous, bisous : 21 h 16.
MICHOÏÈRE (47-42-95-23). Tiercé gagnant : 20 h 30.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Souper : 21 h.

THÉÂTRES

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-07-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h.
ATALANTE (48-08-11-80). X ou le Petit Mystère de la passion : 20 h 30.
ATELIER (48-08-48-24). Partage de ma : 20 h 45.
BATACLAN (47-00-30-12). Le Château de Cane : 20 h 30.
BOUFFES DU NORD (45-07-34-50). La Tempête : 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). Roger Fléro et Jean-Marie Thibault : 21 h.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratuit : 20 h. Les Femmes des gens : 21 h 30.
COMÉDIE GAUMONT (47-42-43-41). Premières Amées : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Orde de goûter : 19 h et 21 h 30.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). L'Officier de la garde : 20 h 45.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-21). Comédie de l'amour : 20 h 15 et 22 h 15.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui : 14 h. La Cofé : 20 h 30.
DAUNOU (41-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.
DÉCHARGÉS (TLD) (42-36-00-02). Lazare : 20 h 30.
DEUX ANES (48-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h.
EDGAR (42-30-85-11). Les Babas-Cadras : 20 h 15. Nous on fait on nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-82). Le Plaisir de rompre et le Plaisir de manger : 21 h.
ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Bernard Malblu : 17 h et 20 h 30.
GITÉ-MONTPARNASSE (43-22-18-18). Coiffure pour dames : 20 h 45.
GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-00-09). San Antonio : 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.
LA BRUYÈRE (48-74-78-99). Le Malade imaginaire : 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Paroles : 18 h 30. Guerre aux asperges : 20 h. Tâche noir. Le Petit Prince : 18 h 45. François Rabalais : 20 h. Le Cadavre vivant : 21 h 45. Théâtre rouge. Huis clos : 21 h 45.
MADELEINE (42-68-07-08). La Coré : 21 h.
MARIGNY (42-58-04-41). Cyrano de Bergerac : 20 h 15.
MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Love Letters : 21 h.
MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schütz : 20 h 30.
MÉTAMORPHOSIS THÉÂTRE SALON D'ENCHANTEMENTS (42-61-33-70). Une histoire de magie : 21 h.
MICHEL (42-65-35-02). Bisous, bisous : 21 h 16.
MICHOÏÈRE (47-42-95-23). Tiercé gagnant : 20 h 30.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Souper : 21 h.

THÉÂTRES

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-07-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h.
ATALANTE (48-08-11-80). X ou le Petit Mystère de la passion : 20 h 30.
ATELIER (48-08-48-24). Partage de ma : 20 h 45.
BATACLAN (47-00-30-12). Le Château de Cane : 20 h 30.
BOUFFES DU NORD (45-07-34-50). La Tempête : 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). Roger Fléro et Jean-Marie Thibault : 21 h.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratuit : 20 h. Les Femmes des gens : 21 h 30.
COMÉDIE GAUMONT (47-42-43-41). Premières Amées : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Orde de goûter : 19 h et 21 h 30.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). L'Officier de la garde : 20 h 45.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-21). Comédie de l'amour : 20 h 15 et 22 h 15.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui : 14 h. La Cofé : 20 h 30.
DAUNOU (41-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.
DÉCHARGÉS (TLD) (42-36-00-02). Lazare : 20 h 30.
DEUX ANES (48-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h.
EDGAR (42-30-85-11). Les Babas-Cadras : 20 h 15. Nous on fait on nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-82). Le Plaisir de rompre et le Plaisir de manger : 21 h.
ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Bernard Malblu : 17 h et 20 h 30.
GITÉ-MONTPARNASSE (43-22-18-18). Coiffure pour dames : 20 h 45.
GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-00-09). San Antonio : 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.
LA BRUYÈRE (48-74-78-99). Le Malade imaginaire : 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Paroles : 18 h 30. Guerre aux asperges : 20 h. Tâche noir. Le Petit Prince : 18 h 45. François Rabalais : 20 h. Le Cadavre vivant : 21 h 45. Théâtre rouge. Huis clos : 21 h 45.
MADELEINE (42-68-07-08). La Coré : 21 h.
MARIGNY (42-58-04-41). Cyrano de Bergerac : 20 h 15.
MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Love Letters : 21 h.
MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schütz : 20 h 30.
MÉTAMORPHOSIS THÉÂTRE SALON D'ENCHANTEMENTS (42-61-33-70). Une histoire de magie : 21 h.
MICHEL (42-65-35-02). Bisous, bisous : 21 h 16.
MICHOÏÈRE (47-42-95-23). Tiercé gagnant : 20 h 30.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Souper : 21 h.

THÉÂTRES

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-07-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h.
ATALANTE (48-08-11-80). X ou le Petit Mystère de la passion : 20 h 30.
ATELIER (48-08-48-24). Partage de ma : 20 h 45.
BATACLAN (47-00-30-12). Le Château de Cane : 20 h 30.
BOUFFES DU NORD (45-07-34-50). La Tempête : 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). Roger Fléro et Jean-Marie Thibault : 21 h.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratuit : 20 h. Les Femmes des gens : 21 h 30.
COMÉDIE GAUMONT (47-42-43-41). Premières Amées : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Orde de goûter : 19 h et 21 h 30.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). L'Officier de la garde : 20 h 45.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-21). Comédie de l'amour : 20 h 15 et 22 h 15.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui : 14 h. La Cofé : 20 h 30.
DAUNOU (41-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.
DÉCHARGÉS (TLD) (42-36-00-02). Lazare : 20 h 30.
DEUX ANES (48-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h.
EDGAR (42-30-85-11). Les Babas-Cadras : 20 h 15. Nous on fait on nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-82). Le Plaisir de rompre et le Plaisir de manger : 21 h.
ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Bernard Malblu : 17 h et 20 h 30.
GITÉ-MONTPARNASSE (43-22-18-18). Coiffure pour dames : 20 h 45.
GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-00-09). San Antonio : 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.
LA BRUYÈRE (48-74-78-99). Le Malade imaginaire : 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Paroles : 18 h 30. Guerre aux asperges : 20 h. Tâche noir. Le Petit Prince : 18 h 45. François Rabalais : 20 h. Le Cadavre vivant : 21 h 45. Théâtre rouge. Huis clos : 21 h 45.
MADELEINE (42-68-07-08). La Coré : 21 h.
MARIGNY (42-58-04-41). Cyrano de Bergerac : 20 h 15.
MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Love Letters : 21 h.
MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schütz : 20 h 30.
MÉTAMORPHOSIS THÉÂTRE SALON D'ENCHANTEMENTS (42-61-33-70). Une histoire de magie : 21 h.
MICHEL (42-65-35-02). Bisous, bisous : 21 h 16.
MICHOÏÈRE (47-42-95-23). Tiercé gagnant : 20 h 30.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Souper : 21 h.

THÉÂTRES

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-07-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h.
ATALANTE (48-08-11-80). X ou le Petit Mystère de la passion : 20 h 30.
ATELIER (48-08-48-24). Partage de ma : 20 h 45.
BATACLAN (47-00-30-12). Le Château de Cane : 20 h 30.
BOUFFES DU NORD (45-07-34-50). La Tempête : 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). Roger Fléro et Jean-Marie Thibault : 21 h.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratuit : 20 h. Les Femmes des gens : 21 h 30.
COMÉDIE GAUMONT (47-42-43-41). Premières Amées : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Orde de goûter : 19 h et 21 h 30.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). L'Officier de la garde : 20 h 45.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-21). Comédie de l'amour : 20 h 15 et 22 h 15.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui : 14 h. La Cofé : 20 h 30.
DAUNOU (41-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.
DÉCHARGÉS (TLD) (42-36-00-02). Lazare : 20 h 30.
DEUX ANES (48-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h.
EDGAR (42-30-85-11). Les Babas-Cadras : 20 h 15. Nous on fait on nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-82). Le Plaisir de rompre et le Plaisir de manger : 21 h.
ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Bernard Malblu : 17 h

ÉTRANGER

Récompensée pour son attitude dans le Golfe

L'Égypte retrouve une certaine aisance financière grâce à l'annulation de 14 milliards de dollars de dettes

En donnant la dernière touche à l'annulation totale de la dette militaire de l'Égypte aux États-Unis, le président américain George Bush a fait, pour le Nouvel An, un cadeau impérial au Caire.

LE CAIRE

de notre correspondant

Cette dette, contractée dans les années 70, avait dépassé les 7 milliards de dollars et son service constituait un énorme fardeau qui pesait lourdement sur une économie égyptienne déjà chancelante. De plus, l'Égypte aurait dû, en 1991, déboursier 780 millions de dollars pour payer les intérêts, sans compter les 170 millions du dernier trimestre de 1990. Le cadeau du président américain, récompensant l'Égypte pour son attitude dans la crise du Golfe, a donc été de 8 milliards de dollars.

Mais les Américains n'ont pas été les seuls à passer l'éponge. Les pays arabes du Golfe, Arabie saoudite et Koweït en tête, ont rayé les 7 milliards de dollars que leur devait l'Égypte pour exprimer leur reconnaissance au président Mubarak et au soutien qu'il leur apporte face à l'Irak.

Cette dette, elle aussi contractée dans les années 70, ne constituait pas un vrai fardeau. En effet, l'Égypte avait arrêté tout remboursement depuis son exclusion de la Ligue arabe en 1979. Toutefois, l'annulation de cette dette permet au Caire d'accéder à des crédits arabes frais. Des crédits qui ne sont pas fait attendre puisque l'Arabie saoudite a promis à l'Égypte 2 milliards de dollars : 500 millions d'aides à la balance qui sont déjà arrivés à destination et 1,5 milliard d'aides-projets.

Les Koweïtiens ont pour leur part promis 500 millions de dollars, et des projets conjoints gérés à

la suite de l'invasion du Koweït (comme la bonification de 170 000 hectares dans le Sinaï) ont redémarré.

Facilités de paiement françaises

Par ailleurs, la France, qui est le second créancier de l'Égypte, a accordé des facilités de paiement au Caire qui devraient totaliser d'ici août l'équivalent de 500 millions de dollars. Les Allemands, qui avaient suspendu leurs protocoles d'aide à l'Égypte, ont commencé à les débloquent.

La première conséquence de ces gestes à l'égard de l'Égypte a été le retour en grâce du gouvernement égyptien sur le marché des crédits. Le Caire, qui en juillet ne savait plus comment importer du blé et de la farine pour remplacer des stocks arrivant à expiration en novembre, a brusquement résolu son problème de pain et a

évités les graves désordres sociaux qui auraient pu découler d'une pénurie.

Ces annulations de dettes, facilités et autres aides ont par ailleurs eu un effet positif sur la livre égyptienne. Début décembre, il fallait 3,3 livres pour acheter 1 dollar sur le marché parallèle, aujourd'hui 3 livres suffisent.

Cette situation devrait permettre au Caire d'aborder plus sereinement les négociations avec le FMI en vue d'obtenir un satisfecit qui lui permettrait de rééchelonner une partie de sa dette extérieure avec le Club de Paris. D'ailleurs, les responsables égyptiens qui viennent de voir 14 milliards de dollars de leur dette extérieure (55 milliards) épongés, espèrent que les annulations feront bouler de neige. La presse égyptienne rappelle en effet que le président Bush a appelé les Européens à suivre l'exemple américain.

ALEXANDRE BUCCIANTI

REPÈRES

COMMERCE

M. Mulroney plaide pour une zone de libre-échange panaméricaine

Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, s'est déclaré, dimanche 30 décembre, favorable à une zone de libre-échange qui, après les États-Unis et le Canada, s'étendrait au Mexique puis au Venezuela et au Brésil avant d'englober toutes les Amériques.

« Nous pensons que nos intérêts résident dans une libéralisation du commerce, et le Mexique est un partenaire commercial naturel », a estimé M. Mulroney dans une interview à la chaîne anglophone de télévision CTV. « En fait nous regardons tout l'hémisphère, nous voulons des accords commerciaux avec le Venezuela et le Brésil et à terme avec tout le continent », a-t-il ajouté.

M. Mulroney fait ainsi écho à des récents propos du président américain George Bush, qui souhaite une plus grande libéralisation panaméricaine des échanges.

TAUX D'INTÉRÊT

Un avertissement de la Bundesbank

« Si la confiance [dans le deutsche-mark] devait être perdue, il faudrait s'attendre à des taux d'intérêt plus élevés », a déclaré, dimanche 30 décembre, M. Helmut Schlesinger, le vice-président de la Bundesbank, dans un entretien diffusé sur une radio allemande. La Bundesbank renouvelle ainsi son avertissement sur la nécessité d'un mark fort pour assurer le financement de la réunification. M. Schlesinger a à nouveau demandé au gouvernement fédéral de réduire son déficit budgétaire.

CRÉDITS

Levée de l'amendement Jackson-Vanik

Le président George Bush a signé samedi 29 décembre un décret levant pour six mois l'amendement Jackson-Vanik, ce qui va notamment permettre l'octroi à l'URSS de garanties de crédit jusqu'à 1 milliard de dollars, a annoncé la Maison Blanche. La levée de l'amendement avait été décidée le 12 décembre lors d'une rencontre à Washington entre le président George Bush et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. La signature de ce décret constitue un feu vert pour le département de l'Agriculture : ce dernier va pouvoir accorder des garanties de crédits permettant en particulier l'achat de produits agricoles.

Après la réduction de l'aide soviétique

La Corée du Nord connaît de graves difficultés

Démontre sur le plan diplomatique avec le lâchage de l'URSS, qui a normalisé ses relations avec le rival sudiste, l'année 1990 se termine également mal pour l'économie nord-coréenne. En plus de la réduction drastique des échanges et de l'aide longtemps fournie par l'URSS et ses anciens alliés, le régime de Pyongyang connaît de sérieuses difficultés internes. Au point que, selon des sources japonaises, la Corée du Nord — dont le slogan reste pourtant l'autosuffisance ou « *juuche* » — vient de demander une aide alimentaire à la Chine.

Lors de sa visite en Chine en novembre dernier, le premier ministre nord-coréen, M. Yong Hyon-muk, a prié son homologue chinois de l'aider à nourrir une population frappée en juillet par de graves inondations. Pékin aurait accepté de fournir à son allié des crédits lui permettant d'acheter de la nourriture sur le marché mondial.

Pyeongyang subit en effet une sévère pénurie de devises étrangères. C'est aussi la raison pour laquelle, toujours selon des sources nippones, la Chine aurait informé la Corée du Nord d'une nouvelle réduction de ses livraisons en pétrole. Pyongyang n'a pas été en mesure de financer, en argent et en nature, la fourniture annuelle de 1,5 million de tonnes de pétrole chinois.

M. Yon ne s'était pas rendu en Chine uniquement pour demander de l'aide. Il a aussi visité la zone économique spéciale de Shenzhen, vitrine de l'« ouverture » économique chinoise. Pour sortir de ses « difficultés dans la construction économique », selon les propres termes de M. Yon à Pékin, la Corée du Nord a besoin de s'ouvrir aux investissements, mais surtout à l'aide étrangère.

C'est en partie pourquoi elle réclame des milliards de dollars de compensation au Japon — qui occupe

la Corée pendant quarante ans — et compte sur les crédits que Séoul pourrait lui fournir en cas de normalisation Nord-Sud. Mais les négociations traînent le pas, Pyongyang ne semblant pas avoir pris la mesure de son isolement, une fois effondré le bloc soviétique.

Une profession semble toutefois échapper au marasme, celle des fleuristes. En effet, si l'on en croit Radio-Pyeongyang, les *Kimjongilia* et les *Kimjongilla*, fleurs spécialement créées et nommées en raison de l'admiration sans fin et de la « loyauté » à l'égard du « Grand Dirigeant » et de son fils « bien-aimé », ont reçu la visite de près de cinq millions d'administrateurs, contents et étrangers. En plus de la Corée du Nord, on cultive désormais la *Kimjongilla* au Laos, en Angola et en Guinée, et la *Kimjongilla* dans trente pays, dont les Pays-Bas, Cuba et le Vietnam.

P. de B.

SOCIAL

Sécurité sociale, allocations chômage

Les revalorisations du 1^{er} janvier

Comme chaque année, un certain nombre de prestations et cotisations sociales sont relevées à compter du 1^{er} janvier. Les principales revalorisations concernent la sécurité sociale, le RMI ainsi que l'assurance-chômage (UNEDIC).

● **Plafond de la Sécurité sociale.** Le plafond de la sécurité sociale est porté de 11 040 F à 11 340 F mensuels à compter du 1^{er} janvier (+ 2,7%). Sur un an, la hausse atteint 5 %, conformément à la croissance du salaire moyen par tête en 1990. Un second ajustement interviendra en juillet.

● **Retraites de base.** Les pensions de retraite servies par la Sécurité sociale sont relevées de 1,7 %. Une seconde revalorisation pourrait intervenir au 1^{er} juillet en fonction des discussions avec les partenaires sociaux envisagées par le gouvernement. Le minimum vieillesse est également augmenté de 1,7 % (35 770 F par an pour une personne seule, 64 180 F pour un couple).

● **Retraites complémentaires.** La valeur du point AGIRC (retraite des cadres) est portée à 2,179 F, soit une hausse de 4,11 %. Au sein de l'ARCO (cadres et non cadres), la valeur du point des pensions de l'ACRIS augmente de 1,9 % et celle de l'UNIRS de 1,7 %. Pour leur part, les retraites complémentaires des artisans progressent de 2,1 %.

● **Allocations familiales.** La base de calcul des prestations familiales est revalorisée de 1,7 % et est fixée à 1 905,20 F.

● **Forfait hospitalier.** Il est porté de 31 F à 33 F (+ 6,4 %) pour 1991.

● **RMI.** La hausse du revenu minimum d'insertion est de 1,7 %. Pour une personne seule, le montant maximum est de 2 143 F.

● **Cotisations des salariés du travail.** Les cotisations des entreprises sont délaissées à compter du 1^{er} janvier. Les taux collectifs seront fixés courant janvier.

● **Prestations chômage.** L'allocation spécifique de solidarité (ASS), financée par l'État pour les chômeurs ayant épuisé leurs droits à indemnisation, est augmentée de 1,7 %. Elle

atteint 2 112 F par mois dans le cas général et 3 034 F pour les plus de cinquante-cinq ans. Par ailleurs, l'allocation de formation-reclassement (AFR) est portée à 102 % de l'allocation de base. Les stagiaires de la formation professionnelle que l'État a en charge seront alignés sur le montant de l'AFR minimale (3 877 F par mois).

● **Cotisations d'assurance-chômage.** Les contributions des employeurs et des salariés aux ASSE-DIC sont réduites de 0,12 point dans la limite de quatre fois le plafond de la sécurité sociale. En conséquence, la cotisation est fixée à 4,78 % de la rémunération, 3,17 % (contre 3,23 %) pour l'employeur et 1,61 % (contre 1,67 %) pour le salarié en dessous du plafond de la sécurité sociale. Au-delà, les cotisations patronales et salariales s'établissent respectivement à 3,17 % et 2,11 %.

● **SMIC.** Dans les départements d'outre-mer, le SMIC est revalorisé de 2 % pour la Réunion et de 1 % en ce qui concerne la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane.

Les « chantiers » du gouvernement

M. Bérégovoy « n'exclut pas » d'ouvrir en 1991 le dossier des retraites par capitalisation

M. Pierre Bérégovoy a affirmé, samedi 29 décembre, qu'il « n'exclut pas, en 1991, de mettre en chantier » le dossier des retraites par capitalisation. Interrogé lors de l'émission « Les numéros un de l'économie » sur Europe 1, M. Bérégovoy a précisé qu'il était favorable à un régime de retraite par capitalisation « s'il s'agit d'un complément », mais il s'est, en revanche, déclaré « contre [un tel régime] s'il s'agit d'un substitut aux régimes par répartition ».

Le ministre de l'économie et des finances a toutefois précisé que « rien n'était encore décidé » pour encourager le développement d'un système par capitalisation, notamment en matière fiscale. « Ce point mérite réflexion », a-t-il ajouté, « il faudra en

discuter tout au long de l'année ». Au cours de cette même émission, M. Bérégovoy s'est félicité des résultats économiques obtenus en 1990 : « La France est demeurée dans le peloton de tête des nations qui ont fait le moins d'inflation au cours de l'année qui s'achève », a-t-il souligné.

Commentant les perspectives économiques pour l'année à venir, il a déclaré : « 1991 sera plutôt l'année de l'effort que celle de la distribution. »

A partir du 2 janvier

Les pompistes refuseront les chèques de plus de 100 francs

Le Syndicat national des détaillants en carburants a décidé de refuser les chèques supérieurs à 100 francs, à partir du 2 janvier. Les clients devront régler leurs achats d'essence en liquide ou par carte bancaire... ou en signant plusieurs chèques inférieurs au montant fatidique de 100 francs. Les pompistes demandent que soit porté de 100 à 300 francs le montant légal de la garantie de paiement des chèques par les banques.

Évaluant à 15 000 francs par an et par exploitant le préjudice imputable aux chèques « en bois », ils se sont émus des décisions de plusieurs tribunaux de relaxer les mauvais payeurs, sauf « en cas d'escroqueries aggravées ». Les centres Leclerc annoncent qu'ils se joindront au mouvement des distributeurs et qu'ils mèneront une campagne « agressive » afin d'obliger les banques à améliorer la garantie de solvabilité de leurs chèques.

Les cahiers des charges publiés au « Journal officiel »

La Poste et France Télécom deviennent autonomes

La réforme des PTT devient effective le 1^{er} janvier : la Poste et France Télécom perdent leur statut d'administration et deviennent deux établissements autonomes de droit public.

Ce changement doit donner des facilités sociales et commerciales aux exploitants dans un monde de la communication complètement modifié par l'apparition des nouvelles technologies électroniques depuis quinze ans. La place et le rôle du service public devaient être précisés en particulier dans les nouveaux services concurrentiels nés de ces technologies (la télématique par exemple).

Les gouvernements Fabius puis Chirac avaient entamé une réflexion sur une nouvelle réglementation, mais avaient abandonné de crainte de graves des fonctionnaires. La France est pour cette raison l'un des derniers pays à mettre en œuvre une nouvelle réglementation de ces secteurs.

Les cahiers des charges, qui ont été publiés au Journal officiel du

30 décembre, définissent les charges juridiques des deux exploitants, c'est-à-dire les conditions de leurs missions vis-à-vis de l'État et des usagers. Les relations avec ces derniers relèveront désormais du droit commun, c'est-à-dire qu'en cas de litige (contestation de facture) la charge de la preuve relèvera de l'exploitant. Des représentants des usagers participeront d'ailleurs aux conseils d'administration de la Poste et de France Télécom. Les cahiers des charges seront complétés par des contrats de plan qui seront négociés avec la tutelle, le ministère des postes, des télécommunications et de l'espace, dans les mois qui viennent.

Les dirigeants n'ont pas changé : M. Marcel Roulet, directeur général des télécommunications, devient PDG de France Télécom, et M. Yves Coustquer, directeur général de la Poste, devient PDG de l'établissement La Poste. La nomination de directeurs généraux devrait intervenir prochainement.

INDUSTRIE

Pour 35 milliards de francs

Le japonais Matsushita a racheté les films américains MCA-Universal

Le géant japonais de l'électronique Matsushita a rendu effectif, samedi 29 décembre, son rachat de MCA pour un montant de 6,6 milliards de dollars (35 milliards de francs), la plus importante acquisition d'un groupe japonais aux États-Unis.

Matsushita a acheté environ 77,7 millions d'actions MCA au prix de 66 dollars l'action, a indiqué le groupe japonais dans un communiqué publié à Los Angeles. Le groupe nippon, qui vend ses produits sous les marques Panaso-

nic et Technics, détient désormais environ 97 % du capital de MCA. MCA est notamment la maison-mère des studios Universal, qui ont produit des succès mondiaux comme *ET l'extraterrestre* ou *les Dents de la mer*.

Contrairement au rachat de Columbia Pictures par Sony en 1989, celui de MCA par Matsushita a suscité peu de réactions d'hostilité dans le public pourtant prompt à dénoncer l'emprise des Japonais sur l'économie américaine. — (AFP)

EN BREF

□ **L'activité industrielle américaine** sera tirée par les exportations en 1991. — Les États-Unis devraient connaître, en 1991, une « croissance continue mais ralentie » d'après le rapport annuel sur la situation de l'industrie rendu public à Washington lundi 31 décembre par le département du commerce. La faiblesse de la demande intérieure devrait être compensée par les exportations.

□ **Le dollar en baisse à Tokyo** et en légère hausse à Francfort. — Le dollar a terminé en baisse à Tokyo lundi 31 décembre, à 135,40 yens, en recul de 0,65 yen par rapport à la clôture de vendredi (136,05 yens). En Europe, à Francfort, la devise américaine était en légère hausse lundi à l'ouverture s'échangeant à 1,5000/10 DM contre 1,4990/5000 DM vendredi 28 décembre. Tant au Japon qu'en Allemagne, seuls les marchés des changes étaient ouverts en ce dernier jour de l'année, les marchés boursiers étant fermés. Parmi les rares places financières ouvertes le 31 décembre figuraient New-York, Montréal, Hongkong, Londres et Milan.

□ **La BNP officialise sa prise de participation de 10 % dans Pechiney.** — La BNP a officialisé le 28 décembre sa prise de participation de 10 % dans Pechiney, en augmentant son capital de 1,3 milliard de francs. Ainsi se concrétise l'opération annoncée il y a trois

mois par la BNP et les AGF. L'État avait alors accepté que les deux groupes publics entrent dans le capital de Pechiney, en leur apportant à chacun le nombre d'actions nécessaires pour porter leur part à 10 %. En contrepartie, l'État recevra les actions nouvelles émises pour l'occasion par les deux groupes. La part de l'UAP dans le capital de la BNP reste inchangée à 10 %, l'assureur ayant décidé de suivre l'augmentation de capital. L'État détient quant à lui 72,9 % des parts de la banque, et le public, sous forme de certificats d'investissement, 17,1 %.

□ **Grève à la RATP : un trafic très peu perturbé.** — Le trafic a été très peu perturbé, dimanche 30 décembre à Paris, sur le réseau du RER et quasiment normal dans le métro urbain, en dépit du préavis de grève déposé pour les 30 et 31 décembre et le 1^{er} janvier par la CGT, le GATC-Autonomes, FO-Exécution, la CFTC et les indépendants. Selon la direction de la RATP, qui s'attendait, lundi, à un trafic normal sur l'ensemble du réseau ferré, seuls 10 % des agents de conduite du réseau RER et 1 % de celui du métro ont suivi le mot d'ordre de deux heures d'arrêt de travail.

La chronique de Paul Fabra paraîtra dans le Monde daté 2 janvier 1991

Les revendeurs de drogue menacés de « mort sans préavis » en Corse

Un mouvement clandestin anti-drogue, « A droga basta », qui a déjà revendiqué plusieurs attentats à l'explosif en Corse, a menacé les revendeurs de drogue dure de « mort sans préavis ». Dans un communiqué reçu dimanche 30 décembre par la presse à Ajaccio, ce mouvement estime qu'en « laissant libre cours aux pourvoyeurs de drogues, le pouvoir colonial actuel tend à endormir le peuple ».

Pour certains petits vendeurs de drogues dures, indique le texte, « nous emploierons une mise en garde énergique dans un premier temps. Quant aux revendeurs de drogues dures, nous serons sans pitié : la mort sans préavis ».

« A droga basta » annonce en même temps « une politique de prévention dans les lycées et autres lieux publics » ainsi « qu'une surveillance constante aux heures de pointe ». En tout état de cause, ce « combat » a pour unique but « la sauvegarde de la jeunesse corse ».

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Enseignement : Le savoir ne tombe pas du ciel, par Jean-Marie Domenach ; Bibliographie : Les Mémoires de Ronald Reagan... 2

ÉTRANGER

La crise du Golfe... 3
Le premier ministre en Pologne... 4
Le plénum du PC chinois... 6
La gestion de Nicos... 6

POLITIQUE

La gestion de Nicos... 6
D'autres élus pourraient être démis d'office... 6

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les marchés financiers en 1990... 7
Bourse de Paris : la fin d'une époque... 7
Emissions et transactions : le recul des actions... 7 à 10

SOCIÉTÉ

Paris-Dakar... 11
Priorité à la navigation et à l'endurance... 11

CULTURE

Happy Mondays... 12
Une musique pop inspirée par l'histoire du rock... 12
« Roméo et Juliette » à Lyon... 12
Avec le Lyon Opera Ballet et Enki Bilal, Angéline Preljocaj propose une vision futuriste de l'œuvre de Prokofiev... 12

ÉCONOMIE

Réforme des PTT... 13
Deux établissements autonomes à partir du 1^{er} janvier... 13
Retraites... 13
M. Bérégué parle de capitalisation... 13
Prestations sociales... 13
Les revalorisations du début de l'année... 13

Services

Abonnements... 2
Cartes... 11
Loto... 12
Météorologie... 14
Mots croisés... 12
Radio-Télévision... 14
Spectacles... 13

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 31 décembre 1990 a été tiré à 506 827 exemplaires.

Le jugement d'un tribunal de Genève Eurodif est condamné à payer 940 millions de francs à l'Iran

Le tribunal d'arbitrage de la chambre de commerce internationale de Genève a condamné la société française Eurodif à rembourser à l'Iran 940 millions de francs au titre du capital et des intérêts d'un prêt accordé par Téhéran avant la révolution iranienne. Cette information donnée par la presse iranienne du dimanche 30 décembre était confirmée lundi matin à Paris. Mais les milieux officiels, dont le Quai d'Orsay, se refusent à tout commentaire.

Citant un porte-parole du bureau des services du droit international de l'ambassade iranienne à Paris, la presse de Téhéran précise que, « selon une décision du tribunal, qui a été rendue le 22 décembre sur plainte iranienne, Eurodif doit verser immédiatement à l'Iran 480 millions de francs et les 460 millions restants doivent être versés d'ici la fin de 1992 ».

L'usine d'enrichissement d'uranium d'Eurodif, pour la construction de laquelle l'Iran du chah avait avancé 1 milliard de dollars, d'une part, et 1 milliard de francs, d'autre part, est au cœur des très compliqués contentieux financiers. Le prêt consenti en 1974 au Commissariat français à l'énergie atomique pour la construction d'Eurodif a été remboursé en partie par la France à hauteur de 630 millions de dollars. Mais l'Iran réclame aussi le remboursement de 1 milliard de francs.

D'autre part, ce contentieux d'Etat à Etat se double d'un conflit entre l'Iran et des entreprises françaises qui s'estiment lésées par la rupture de contrats, notamment de travaux publics, après la révolution islamique. Elles réclament environ 14 milliards de francs de dommages et intérêts.

A Marseille

Un attentat a endommagé la Maison de la culture arménienne

Un attentat a provoqué des dégâts jugés mineurs par la police, lundi 31 décembre, à la Maison de la culture et de la jeunesse arménienne, dans le premier arrondissement de Marseille. Il était 3 h 50 lorsqu'un ou plusieurs individus ont mis le feu à des bouteilles d'essence posées à l'entrée du centre culturel, provoquant l'explosion de la double porte vitrée. Alertés par le gardien de l'immeuble, les pompiers de Marseille ont rapidement maîtrisé le début d'incendie, qui a noirci légèrement les murs et le mobilier du local, sans causer plus de dommages.

L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, n'a fait aucun blessé. Chargés de l'enquête en flagrant délit, les policiers de la sûreté urbaine ne disposaient lundi matin d'aucun témoignage. On estime à quatre-vingt mille le nombre de Français d'origine arménienne vivant à Marseille.

Un mort dans un attentat à la bombe à Jérusalem. Une personne a été tuée et une autre blessée par l'explosion d'une bombe dans le centre de Jérusalem-Ouest, lundi 31 décembre. Selon la police, un engin piégé avait été placé dans les toilettes d'un café situé dans le marché de Mahane-Yehouda. En fin de matinée, on ignorait encore l'identité et la nationalité de la victime. (AFP, Reuters)

INDE : quarante-trois morts dans deux naufrages. Au moins trente-deux écoliers et onze enseignants se sont noyés, samedi 29 décembre, dans une rivière de l'est de l'Inde, les deux bateaux à bord desquels ils avaient pris place ayant chaviré, a rapporté l'agence de presse UNI. Selon l'agence PTI, cent vingt personnes ont pu être sauvées. (APF)

Trois cents nationalistes basques manifestent à Paris. Environ trois cents nationalistes basques ont manifesté samedi 29 décembre devant les prisons de Fleury-Mérogis, de Fresnes et de la Santé, pour réclamer la libération de la cinquantaine de militants des organisations séparatistes ETA et Iparrerriak détenus dans ces établissements de la région parisienne. Si, en Espagne, les nationalistes se réunissent chaque année devant les prisons où sont détenus des membres de l'ETA, cette initiative était une première en France.

Le Luxembourg prend la présidence de la Communauté

Le Luxembourg va assumer mardi 1^{er} janvier, pour six mois, la présidence tournante de la Communauté.

Le grand-duché devra composer avec les intérêts parfois divergents de ses partenaires pour mener à bien les deux conférences intergouvernementales prévues à la mi-décembre en vue de la réalisation d'une union économique et monétaire et d'une union politique. La dernière conférence intergouvernementale, couronnée de succès puisqu'elle avait abouti à l'acte unique, s'était tenue sous présidence luxembourgeoise en 1985.

L'objectif déclaré des Luxembourgeois est de faire aboutir sur l'essentiel les deux conférences avant juin. La présidence suivante, néerlandaise, sera en effet raccourcie par les vacances d'été. Pour laisser aux douze Parlements nationaux le temps (quatorze mois) d'en ratifier les résultats avant 1993, il faudrait en effet que les travaux de ces conférences soient achevés en octobre.

Le Luxembourg compte d'autre part lancer le débat sur la réforme des finances communautaires, obligatoire pour que la CEE ait les moyens d'assumer ses multiples engagements internationaux et le développement de ses régions retardées. (AFP)

MAROC : à l'initiative de membres du Conseil consultatif des droits de l'homme

Un mémorandum demande la « suspension immédiate » des procès

Neuf membres du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) viennent de déposer un mémorandum demandant la « suspension immédiate » de tous les procès en cours dans plusieurs villes du pays jusqu'à ce que la commission d'enquête qui sera constituée par le CCDH achève sa mission.

Ce mémorandum estime notamment que certains de ces procès « ont été plusieurs fois pratiqués, répétés, les témoins et les décisions des tribunaux de se limiter aux aveux mentionnés dans les procès-verbaux de la police judiciaire ». « Plus encore, souligne-t-il, certains procès, comme celui intenté actuellement au secrétaire régional de l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM) à Fès, M. Mohamed Timaoui, se basent essentiellement sur les charges du ministère public - sur un coup de téléphone donné (à une agence de presse étrangère) au sujet de nombre des victimes des événements survenus à Fès le 14 décembre dernier, ce qui constitue une atteinte à l'inviolabilité des correspondances garantie par la Constitution ».

Composé de trente-neuf membres - ministres, personnalités politiques et syndicales de tous bords - le CCDH a été créé en mai par Hassan II pour l'aider notamment, avait-il indiqué, à « rendre son droit à quiconque en a été spolié ».

Ce conseil compte à son actif un projet de loi, récemment adopté par un conseil de ministres présidé par le roi, prévoyant la réduction de moitié des délais prévus dans l'actuel code de procédure pénale concernant la garde à vue et la détention préventive. (AFP)

ÉTATS-UNIS

Cent ans après, les Sioux portent encore le deuil à Wounded Knee

En pleine tempête hivernale, plus de quatre cents indiens ont participé, samedi 29 décembre, à une cérémonie à Wounded Knee (Dakota du Sud), où des dizaines de leurs ancêtres ont été massacrés il y a juste cent ans.

« Nous sommes ici pour essayer les larmes, pour porter le deuil des morts, (...) chose qui aurait dû être faite il y a cent ans », a déclaré le chef indien Big Bill Kille Straight. Cette commémoration est censée mettre fin à un siècle de deuil pour un double drame : le massacre de Wounded Knee, le 29 décembre 1890, lorsque l'armée américaine avait tiré à la mitrailleuse sur le chef Big Foot et sa troupe, faisant cent cinquante victimes selon les autorités militaires (plus de trois cents, selon les indiens) et le meurtre, deux semaines auparavant, du chef Sioux Sitting Bull par des soldats indiens de la police. On notait à la cérémonie de samedi la présence de militaires tels que Russell Means ou Dennis Banks, qui avaient résisté aux « autorités » pendant dix semaines en 1973 après s'être emparés du village construit à Wounded Knee - site devenu le symbole du drame indien - et l'avoir proclamé territoire sioux indépendant. Deux indiens avaient alors été tués et un policier grièvement blessé. (Reuters)

En Tchécoslovaquie

Les télévisions publiques face aux pressions politiques et aux contraintes financières

Trois mois après les changements structurels dans l'audiovisuel tchécoslovaque, les télévisions fédérales F1, tchèque CTV et slovaque ST1 se battent encore contre le spectre de l'effacement. Le pouvoir politique presse la télévision de jouer les porte-parole afin d'expliquer les réformes en cours. L'hypothèque économique entrave déjà une gestion devenue plus rigoureuse. Le souhait des professionnels de conserver deux chaînes publiques sera-t-il compromis ?

PRAGUE

correspondance

La volonté d'indépendance redoublée dans l'enceinte des studios de télévision à Prague ou à Bratislava ressemble à de pieuses velléités : ce fut, jusqu'à un certain jour de novembre 1989, la forteresse de la propagande communiste et aujourd'hui entamé par des failles politiques et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, nombre de responsables administratifs ont été licenciés et remplacés par des responsables administratifs et économiques. « Je suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté en janvier 1969 », résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer